

Original: English/Français/Español

REVISION TO SHARK CHECK SHEET RECEIVED IN ACCORDANCE WITH REC. 18-06

**RÉVISION DE LA FEUILLE DE CONTRÔLE DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES
S'APPLIQUANT AUX REQUINS REÇUES CONFORMÉMENT À LA REC. 18-06**

**REVISIÓN DE LA HOJA DE COMPROBACIÓN DE TIBURONES
RECIBIDA CON ARREGLO A LA REC. 18-06**

This addendum contains a revision, in original language only, received after 15 September 2022 from:

Cet addendum contient une révision, dans la langue originale uniquement, reçue après le 15 septembre 2022 de :

Esta adenda incluye una revisión, en su idioma original, recibida después del 15 de septiembre de 2022 de:

- **Algérie**
- **Cabo Verde**
- **China, People's Rep.**
- **Honduras**
- **Libya**
- **Nicaragua**
- **São Tomé e Príncipe**
- **St. Vincent and the Grenadines**
- **Sierra Leone**
- **Trinidad and Tobago**
- **Venezuela**

Feuille de contrôle de la mise en œuvre des mesures s'appliquant aux requins

Nom de la CPC : ALGÉRIE

N° de la Rec.	N° du para.	Exigence	État de mise en œuvre	Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)	Note
04-10	1	Les Parties contractantes et les Parties, Entités ou Entités de pêche non contractantes coopérantes (CPC) devront déclarer, chaque année, les données de tâche 1 et de tâche 2 pour les prises de requins, conformément aux procédures de soumission de données de l'ICCAT, y compris les données historiques disponibles.	Oui		31 juillet 2022
	2	Les CPC devront prendre les mesures nécessaires afin de demander à leurs pêcheurs d'utiliser intégralement la totalité de leurs prises de requins. L'utilisation intégrale est définie comme la rétention par le navire de pêche de toutes les parties du requin, à l'exception de la tête, des viscères et des peaux, jusqu'au premier point de débarquement.	Oui		S'agissant des requins, des données de captures sont rendues disponibles et communiquer à l'ICCAT, bien que les requins répertoriés en Algérie ne font pas parties des espèces ciblées par la flottille commerciale, ces espèces n'étant pas prises par les consommateurs locaux et donc leur valeur commerciale reste très faible, les espèces sont débarquées entières, ne sont jamais dépourvues des leurs ailerons ni d'autres parties de leur corps.

<i>N° de la Rec.</i>	<i>N° du para.</i>	<i>Exigence</i>	<i>État de mise en œuvre</i>	<i>Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)</i>	<i>Note</i>
	3	(1) Les CPC devront demander à leurs navires que les ailerons qu'ils ont à bord ne dépassent pas 5% du poids des requins retenus à bord, jusqu'au premier point de débarquement.	Oui	Arrêté du 29 Ramadhan 1440 correspondant au 3 juin 2019 portant interdiction de la pêche du requin soyeux dans les eaux sous juridiction nationale.	Cette pratique n'a pas été détectée en Algérie, présence des inspecteurs de pêche, et gardes côtes dans tous les ports de débarquement
		(2) Les CPC qui ne demandent pas actuellement de débarquer conjointement les ailerons et les carcasses au premier point de débarquement devront prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'application du ratio de 5% par une certification, un suivi par un observateur ou toute autre mesure pertinente.	n/a (non applicable)		Cette pratique n'a pas été détectée en Algérie, présence des inspecteurs de pêche, et gardes côtes dans tous les ports de débarquement.
	5	Les navires de pêche n'ont pas le droit de retenir à bord, transborder ou débarquer des ailerons capturés à l'encontre de la présente Recommandation.	Oui		Cette pratique n'a pas été détectée en Algérie, présence des inspecteurs de pêche, et gardes côtes dans tous les ports de débarquement.
07-06	1	Les Parties contractantes et les Parties, Entités ou Entités de pêche non contractantes coopérantes (désignées ci-après « CPC »), y compris celles qui dirigent leurs activités de pêche sur les requins, devront soumettre les données de la tâche 1 et de la tâche 2 sur les requins, conformément aux exigences des procédures de déclaration des données de l'ICCAT (y compris les estimations des rejets morts et des fréquences de tailles), avant la prochaine évaluation du SCRS.	Oui		31/juillet/2022. Rapport annuel 15/septembre/2022

N° de la Rec.	N° du para.	Exigence	État de mise en œuvre	Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)	Note
	2	Lorsque des niveaux soutenable de capture pourront être déterminés par des évaluations de stocks faisant l'objet d'une révision par des pairs menées par le SCRS ou par d'autres organisations, les CPC devront prendre des mesures pertinentes visant à réduire la mortalité par pêche dans les pêcheries ciblant le requin-taube commun (<i>Lamna nasus</i>) et le requin taube bleu (<i>Isurus oxyrinchus</i>) de l'Atlantique Nord.	n/a (non applicable)		L'Algérie n'a pas de pêche ciblant le requin-taube commun ou le requin-taube bleu de l'Atlantique Nord.
09-07	1	Les Parties contractantes et Parties, Entités ou Entités de pêche noncontractantes coopérantes (ci-après dénommées « CPC ») devront interdire de retenir à bord, de transborder, de débarquer, de stocker, de vendre, ou d'offrir à la vente une partie ou la totalité de la carcasse des renards à gros yeux (<i>Alopias superciliosus</i>) capturés dans toute pêche, à l'exception de la pêche côtière du Mexique à petite échelle, avec une prise de moins de 110 poissons.	Oui		Cette pratique n'a pas été détectée en Algérie, présence des inspecteurs de pêche, et gardes côtes dans tous les ports de débarquement.
	2	Les CPC devront demander aux navires battant leur pavillon de remettre à l'eau promptement, et dans la mesure du possible indemnes, les renards à gros yeux lorsqu'ils sont amenés le long du bateau afin de les hisser à bord.	Oui		Cette pratique n'a pas été détectée en Algérie, présence des inspecteurs de pêche, et gardes côtes dans tous les ports de débarquement.
	4	Les CPC devront solliciter la collecte et la soumission des données de la tâche 1 et de la tâche 2 pour les <i>Alopias</i> spp, autres que les <i>A. superciliosus</i> , conformément aux exigences	Oui		31/juillet/2022. Rapport annuel 15/septembre/2022

<i>N° de la Rec.</i>	<i>N° du para.</i>	<i>Exigence</i>	<i>État de mise en œuvre</i>	<i>Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)</i>	<i>Note</i>
		en matière de déclaration des données de l'ICCAT. Le nombre de rejets et de remises à l'eau d' <i>A. superciliosus</i> doit être consigné en indiquant l'état (mort ou vivant) et déclaré à l'ICCAT, conformément aux exigences en matière de déclaration des données de l'ICCAT			
10-06	1	Les CPC devront inclure des informations dans leurs rapports annuels de 2012 sur les actions prises en vue de mettre en œuvre les Recommandations 04-10, 05-05 et 07-06, notamment en ce qui concerne les mesures adoptées visant à améliorer leur collecte de données de tâche 1 et de tâche 2 pour les prises ciblées et accidentelles.	Oui		
10-07	1	Les Parties contractantes et Parties, Entités ou Entités de pêche noncontractantes coopérantes (ci-après dénommées « CPC ») devront interdire de retenir à bord, de transborder, de débarquer, de stocker, de vendre, ou d'offrir à la vente une partie ou la totalité de la carcasse des requins océaniques dans toute pêche.	Oui		Présence des inspecteurs de pêche, et gardes côtes dans tous les ports de débarquement.
	2	Les CPC devront consigner, par le biais de leurs programmes d'observateurs, le nombre de rejets et des remises à l'eau de requins océaniques en indiquant l'état (mort ou vivant) et le déclarer à l'ICCAT.	non		En Algérie pas de pêche ciblante les requins océaniques.
10-08	1	Les Parties contractantes et Parties, Entités ou Entités de pêche non contractantes coopérantes (ci-après dénommées « CPC ») devront	Oui		En Algérie pas de pêche ciblante ces espèces. Présence des inspecteurs de

N° de la Rec.	N° du para.	Exigence	État de mise en œuvre	Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)	Note
		interdire de retenir à bord, de transborder, de débarquer, de stocker, de vendre, ou d'offrir à la vente une partie ou la totalité de la carcasse des requins marteau du genre <i>Sphyrnidae</i> (exception faite du <i>Sphyrna tiburo</i>), capturés dans la zone de la Convention en association avec des pêcheries de l'ICCAT.			pêche, et gardes côtes dans tous les ports de débarquement.
	2	Les CPC devront demander aux navires battant leur pavillon de remettre à l'eau promptement, et dans la mesure du possible, indemnes, les requins marteau lorsqu'ils sont amenés le long du bateau.	non		Espèces non ciblées et non détectées dans le débarquement
	3	(1) Les requins marteau capturés par les CPC côtières en développement pour leur consommation locale sont exonérés des mesures établies aux paragraphes 1 et 2, sous réserve que ces CPC soumettent des données de la tâche 1 et, si possible, de la tâche 2, selon les procédures de déclaration établies par le SCRS. S'il n'est pas possible de fournir des données de capture par espèce, celles-ci devront être fournies au moins par genre <i>Sphyrna</i> .	n/a (non applicable)		Espèces non ciblées et non détectées au débarquement
		(2) Les CPC côtières en développement exemptées de cette interdiction conformément au présent paragraphe devraient s'efforcer de ne pas augmenter leurs captures de requins marteau. Ces CPC devront prendre les mesures nécessaires visant à garantir que les requins marteau de la famille <i>Sphyrnidae</i> (exception faite du <i>Sphyrna tiburo</i>)	(non applicable)		Espèces non ciblées et non détectées au débarquement.

<i>N° de la Rec.</i>	<i>N° du para.</i>	<i>Exigence</i>	<i>État de mise en œuvre</i>	<i>Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)</i>	<i>Note</i>
		n'entrent pas sur le marché international, et devront notifier ces mesures à la Commission.			
	4	Les CPC devront exiger que le nombre de rejets et de remises à l'eau de requins marteau soit consigné en indiquant l'état (mort ou vivant) et déclaré à l'ICCAT, conformément aux exigences en matière de déclaration des données de l'ICCAT.	Non		Espèce non présente dans eaux sous juridiction et non détecté dans le débarquement exigence.
11-08	1	Les Parties contractantes et Parties, Entités ou Entités de pêche non contractantes coopérantes (ci-après dénommées « CPC ») devront imposer aux navires battant leur pavillon et se livrant à des opérations de pêche gérées par l'ICCAT de remettre à l'eau tous les requins soyeux, qu'ils soient morts ou vivants, et leur interdire de retenir à bord, de transborder ou de débarquer une partie ou l'intégralité de la carcasse du requin soyeux.	Oui	Arrêté du 29 Ramadhan 1440 correspondant au 3 juin 2019 portant interdiction de la pêche du requin soyeux dans les eaux sous juridiction nationale.	Présence des inspecteurs de pêche dans tous les ports, contrôle en mer par le service national des gardes côtes.
	2	Les CPC devront demander aux navires battant leur pavillon de remettre promptement à l'eau les requins soyeux indemnes, au plus tard avant de mettre la capture dans les cales à poissons, en tenant dûment compte de la sécurité des membres d'équipage. Les senneurs participant aux pêcheries de l'ICCAT devront s'efforcer de prendre des mesures additionnelles en vue d'accroître le taux de survie des requins soyeux capturés accidentellement.	Oui	Arrêté du 29 Ramadhan 1440 correspondant au 3 juin 2019 portant interdiction de la pêche du requin soyeux dans les eaux sous juridiction nationale.	Présence des inspecteurs de pêche dans tous les ports, control en mer par le service national des gardes côtes.

<i>N° de la Rec.</i>	<i>N° du para.</i>	<i>Exigence</i>	<i>État de mise en œuvre</i>	<i>Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)</i>	<i>Note</i>
	3	Les CPC devront consigner, par le biais de leurs programmes d'observateurs, le nombre de rejets et de remises à l'eau de requins soyeux en indiquant l'état (mort ou vivant) et le déclarer à l'ICCAT.	non		Pas d'observateurs dans les petits navires côtiers.
	4	(1) Les requins soyeux capturés par les CPC côtières en développement pour leur consommation locale sont exonérés des mesures établies aux paragraphes 1 et 2, sous réserve que ces CPC soumettent des données de la tâche 1 et, si possible, de la tâche 2, selon les procédures de déclaration établies par le SCRS. Les CPC qui n'ont pas déclaré des données sur les requins spécifiques aux espèces devront fournir, avant le 1er juillet 2012, un plan destiné à améliorer leur collecte des données sur les requins à un niveau spécifique aux espèces, aux fins de son examen par le SCRS et la Commission.	oui		Rapport annuel 15/septembre/2022
		(2) Les CPC côtières en développement exemptées de l'interdiction conformément au présent paragraphe ne devront pas augmenter leurs captures de requins soyeux. Ces CPC devront prendre les mesures nécessaires visant à garantir que les requins soyeux n'entrent pas sur le marché international, et devront notifier ces mesures à la Commission.	n/a (non applicable)		
	6	L'interdiction de rétention énoncée au paragraphe 1 ne s'applique pas aux CPC dont la législation nationale prévoit que tous les poissons morts doivent être	Applicable	Arrêté du 29 Ramadhan 1440 correspondant au 3 juin 2019 portant interdiction de la pêche du requin	

<i>N° de la Rec.</i>	<i>N° du para.</i>	<i>Exigence</i>	<i>État de mise en œuvre</i>	<i>Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)</i>	<i>Note</i>
		débarqués, que les pêcheurs ne peuvent tirer aucun profit commercial de ces poissons et qui inclut une interdiction frappant les pêcheries de requins soyeux.		soyeux dans les eaux sous juridiction nationale.	
11-15	1	Les CPC devraient inclure des informations dans leurs rapports annuels sur les mesures prises visant à mettre en œuvre leurs obligations en matière de déclaration pour toutes les pêcheries de l'ICCAT, notamment les espèces de requins capturées en association avec les pêcheries de l'ICCAT, notamment les mesures adoptées en vue d'améliorer la collecte des données de de la tâche 1 et de la tâche 2 concernant les prises des espèces accessoires et des espèces cibles.	Oui		Rapport annuel 15/septembre/2022
15-06	1	Les Parties contractantes et Parties, Entités ou Entités de pêche non contractantes coopérantes (ci-après dénommées « CPC ») devront demander à leurs navires de remettre promptement à l'eau et indemnes, dans la mesure où cela est faisable, les requins-taupes communs capturés en association avec les pêcheries de l'ICCAT lorsqu'ils sont amenés à l'état vivant le long du bateau pour y être hissés à bord.	Non		Espèces ne font pas partie des espèces ciblées par la flottille commerciale et non détecté dans le débarquement.
	2	Les CPC devront assurer la collecte et la soumission des données de la tâche 1 et de la tâche 2 pour le requin-taupe commun, conformément aux exigences en matière de déclaration des données de l'ICCAT. Le nombre de rejets et de remises à l'eau de	Non		Espèces ne font pas partie des espèces ciblées par la flottille commerciale.

N° de la Rec.	N° du para.	Exigence	État de mise en œuvre	Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)	Note								
		requins-taupes communs devra être consigné en indiquant l'état (mort ou vivant) et déclaré à l'ICCAT, conformément aux exigences en matière de déclaration des données de l'ICCAT.											
21-10 (avant, 19-07, paragraphe 3)	1	<p>Les CPC ci-dessous devront être soumises aux limites de capture suivantes :</p> <table border="1" data-bbox="400 837 751 965"> <thead> <tr> <th>CPC</th> <th>t</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>UE*</td> <td>32.578</td> </tr> <tr> <td>Japon</td> <td>4.010</td> </tr> <tr> <td>Maroc</td> <td>1.644</td> </tr> </tbody> </table> <p>*L'Union européenne est autorisée à transférer 32,58 t de sa limite de capture en 2022 au Royaume-Uni.</p> <p>Toutes les autres CPC devront s'efforcer de maintenir leurs captures aux niveaux récents.</p>	CPC	t	UE*	32.578	Japon	4.010	Maroc	1.644	Non		Pas de pêcherie dédiée.
CPC	t												
UE*	32.578												
Japon	4.010												
Maroc	1.644												
21-11 (avant, 19-08, paragraphe 2)	1	Un total annuel des prises admissibles (TAC) de 28.923 t est établi pour le requin peau bleue de l'Atlantique Sud.	Non		Le requin peau bleue de l'Atlantique Sud ne fait pas partie des espèces ciblées par la flottille commerciale.								
19-07 /19-08 (avant 16-12 pour le Nord)	4	Chaque CPC devra s'assurer que ses navires pêchant le requin peau bleue de l'Atlantique [Nord/Sud] en association avec les pêcheries de l'ICCAT dans la zone de la Convention consignent leur prise conformément aux exigences énoncées dans la <i>Recommandation de l'ICCAT relative à l'enregistrement des captures par les navires de pêche dans la zone de la Convention ICCAT</i> (Rec. 03-13).	Oui										

<i>N° de la Rec.</i>	<i>N° du para.</i>	<i>Exigence</i>	<i>État de mise en œuvre</i>	<i>Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)</i>	<i>Note</i>
		(La Rec. 03-13 stipule ce qui suit : Chaque Partie contractante, Partie, Entité ou Entité de pêche non contractante coopérante de pavillon veillera à ce que tous les navires de pêche battant son pavillon et autorisés à pêcher les espèces gérées par l'ICCAT dans la zone de la Convention soient soumis à un système d'enregistrement des données. Tous les bateaux de pêche commerciaux de plus de 24 mètres de longueur hors-tout devront conserver un journal de bord, relié ou électronique, contenant les informations requises dans le Manuel d'opérations de l'ICCAT pour les statistiques et l'échantillonnage. Dans le cas des bateaux de pêche sportifs, d'autres systèmes de collecte de données comparables peuvent être acceptables.)			
19-07 /19-08 (avant 16-12 pour le Nord)	5	Les CPC devront mettre en œuvre des programmes de collecte de données qui garantissent la déclaration à l'ICCAT de données précises de prise, d'effort, de taille et de rejets sur le requin peau bleue de l'Atlantique [Nord/Sud], en pleine conformité avec les exigences de l'ICCAT en matière de soumission des données de la tâche 1 et de la tâche 2.	non		Le requin peau bleu de l'Atlantique Nord / Sud ne fait pas partie des espèces ciblées par la flottille commerciale.
19-07 /19-08 (avant 16-12 pour le Nord)	7	Les CPC sont encouragées à entreprendre des travaux de recherche scientifique qui fournissent des informations sur les paramètres biologiques et écologiques clés, le cycle vital, les migrations, la survie suivant	(non applicable)		L'Algérie n'a pas de pêcherie de requin dans l'Atlantique (Nord/Sud).

<i>N° de la Rec.</i>	<i>N° du para.</i>	<i>Exigence</i>	<i>État de mise en œuvre</i>	<i>Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)</i>	<i>Note</i>
		la remise à l'eau et les caractéristiques comportementales du requin peau bleue [Nord/Sud]. Ces informations devront être mises à la disposition du SCRS.			
18-06	3	Les Parties contractantes et Parties, Entités ou Entités de pêche non contractantes coopérantes (ci-après dénommées « CPC ») pourraient être exemptées de la soumission de la feuille de contrôle s'il est peu probable que les navires battant leur pavillon capturent des espèces de requins couvertes par les Recommandations 04-10, 07-06, 09-07, 10-06, 10-07, 10-08, 11-08, 11-15, 12-05, 14-06 et 15-06, à condition qu'elles obtiennent confirmation du Groupe d'espèces sur les requins par le biais des données nécessaires soumises à cet effet par les CPC.	non		Les requins répertoriés en Algérie ne font pas parties des espèces ciblées par la flottille commerciale, ces espèces n'étant pas prisées par les consommateurs locaux et donc leur valeur commerciale reste très faible.
21-09 (avant 19-06 / 17-08)	2	À cette fin, les règles énoncées dans la présente Recommandation devront être appliquées par les CPC dans le but de réduire la mortalité totale par pêche (la somme de toute rétention, des rejets morts et de la mortalité après la remise à l'eau des rejets vivants), afin de maintenir la mortalité à des niveaux durables pour rétablir le stock et d'établir un processus permettant de déterminer si, pour une année donnée, il existe une possibilité de rétention.	non		Les requins répertoriés en Algérie ne font pas parties des espèces ciblées par la flottille commerciale, ces espèces n'étant pas prisées par les consommateurs locaux et donc n'ont pas de valeur commerciale .

<i>N° de la Rec.</i>	<i>N° du para.</i>	<i>Exigence</i>	<i>État de mise en œuvre</i>	<i>Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)</i>	<i>Note</i>
21-09 (avant 19-06/17-08)	3	Les CPC devront mettre en œuvre une interdiction de retenir à bord, de transborder et de débarquer, en totalité ou en partie, le requin-taube bleu de l'Atlantique Nord capturé en association avec les pêcheries de l'ICCAT en 2022 et 2023, en tant que première étape du rétablissement du stock.	Non		Le requin taube bleu de l'Atlantique Nord ne fait pas partie des espèces ciblées par la flottille commerciale.
21-09	6	Les CPC dont les navires de pêche retiennent du requin-taube bleu de l'Atlantique Nord devront interdire de transborder, en totalité ou en partie, le requin-taube bleu de l'Atlantique Nord capturé en association avec les pêcheries de l'ICCAT.	Non		Le requin taube bleu de l'Atlantique Nord ne fait pas partie des espèces ciblées par la flottille commerciale.
21-09 (avant 19-06/17-08)	7	<p>Toute rétention admissible conformément au paragraphe 5 ne devra être autorisée que lorsque le poisson est mort au moment de la remontée et que le navire dispose d'un observateur ou d'un système de surveillance électronique (EMS) opérationnel à bord pour vérifier l'état des requins.</p> <p>a) Les navires de 12 mètres ou moins ne pourront pas retenir plus d'un spécimen de requin-taube bleu de l'Atlantique Nord au cours d'une sortie de pêche.</p> <p>b) Aux fins du présent paragraphe, une sortie de pêche est définie comme la période qui commence lorsqu'un navire de pêche quitte un quai, un poste d'amarrage, une plage,</p>	Non		Le requin taube bleu de l'Atlantique Nord ne fait pas partie des espèces ciblées par la flottille commerciale.

<i>N° de la Rec.</i>	<i>N° du para.</i>	<i>Exigence</i>	<i>État de mise en œuvre</i>	<i>Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)</i>	<i>Note</i>
		une digue, une rampe ou un port pour effectuer des opérations de pêche et qui se termine par le retour à un quai, un poste d'amarrage, une plage, une digue, une rampe ou un port.			
21-09	8	<p>Les paragraphes 3 à 7 ne devront pas s'appliquer à l'Islande et à la Norvège dont le droit national exige que tout poisson mort soit débarqué, à condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le poisson soit mort au moment de la remontée ; b) La pêche dirigée sur le requin-taube bleu soit interdite ; c) La quantité de requin-taube bleu débarquée soit déclarée dans la feuille de contrôle de la mise en œuvre des mesures s'appliquant aux requins de la CPC, comme l'exige la Rec. 18-06 et toute future version successive ou révision de celle-ci ; d) Le requin-taube bleu de l'Atlantique Nord soit débarqué avec ses ailerons naturellement attachés ; et e) Il soit interdit aux pêcheurs de tirer une quelconque valeur commerciale de ces poissons. 			

<i>N° de la Rec.</i>	<i>N° du para.</i>	<i>Exigence</i>	<i>État de mise en œuvre</i>	<i>Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)</i>	<i>Note</i>
21-09 (avant 19-06/17-08)	9	Dès l'entrée en vigueur de la présente Recommandation, les CPC devront exiger que les navires battant leur pavillon mettent en œuvre, tout en tenant dûment compte de la sécurité de l'équipage, les normes minimales pour les procédures de manipulation et de remise à l'eau en toute sécurité du requin-taupe bleu de l'Atlantique Nord telles que prévues à l'annexe 2 de la présente Recommandation, afin de remettre à l'eau rapidement et indemnes, dans la mesure du possible, les requins-taupes bleus vivants de l'Atlantique Nord et d'améliorer leur capacité de survie lorsqu'ils sont amenés le long du navire.	Non		Le requin taupe bleu de l'Atlantique Nord ne fait pas partie des espèces ciblées par la flottille commerciale.
21-09 (avant 19-06/17-08)	11 (avant 10)	Les CPC devront déclarer au Secrétariat de l'ICCAT, conformément aux exigences de déclaration des données de l'ICCAT, les prises totales, y compris les éventuels débarquements, les rejets morts et les remises à l'eau de spécimens vivants, de requin-taupe bleu de l'Atlantique Nord. La fréquence de déclaration devra être mensuelle pour tout débarquement autorisé afin de suivre de près l'utilisation de la tolérance de rétention et annuelle pour les rejets morts, les remises à l'eau de spécimens vivants et les captures totales.	Non		Le requin taupe bleu de l'Atlantique Nord, n'est pas ciblé par les pêcheurs algériens.
21-09 (avant 19-06/17-08)	13	Au plus tard le 31 juillet 2022, les CPC qui ont déclaré des captures moyennes annuelles (débarquements et rejets morts) de requin-	n/a (non applicable)		Le requin taupe bleu de l'Atlantique Nord, n'est pas ciblé par les pêcheurs

<i>N° de la Rec.</i>	<i>N° du para.</i>	<i>Exigence</i>	<i>État de mise en œuvre</i>	<i>Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)</i>	<i>Note</i>
		taupe bleu de l'Atlantique Nord supérieures à 1 t entre 2018-2020 devront présenter au SCRS la méthodologie statistique utilisée pour estimer les rejets morts et les remises à l'eau de spécimens vivants. Les CPC ayant des pêcheries artisanales et de petits métiers devront également fournir des informations sur leurs programmes de collecte de données.			algériens.
21-09 (avant 19-06 (17-08 / 14-06))	14	Dans le cadre de leur soumission annuelle des données des tâches 1 et 2, les CPC devront fournir toutes les données pertinentes concernant le requin-taube bleu de l'Atlantique Nord, y compris les estimations de rejets morts et les remises à l'eau de spécimens vivants, en utilisant les méthodes approuvées par le SCRS au paragraphe 13.	Non		Le requin taube bleu de l'Atlantique Nord, n'est pas ciblé par les pêcheurs algériens.
21-09 (avant 19-06 (17-08 / 14-06))	14	Si le Comité d'application détermine que les CPC qui autorisent leurs navires à retenir à bord et à débarquer du requin-taube bleu de l'Atlantique Nord conformément au paragraphe 5 ne déclarent pas leurs données de capture, y compris les rejets morts et les remises à l'eau de spécimens vivants, les CPC concernées devront demander à leurs navires de pêche de s'abstenir de retenir toute quantité de requin-taube bleu de l'Atlantique Nord tant que ces données n'auront pas été déclarées.	N/A (non applicable)		Le requin taube bleu de l'Atlantique Nord, n'est pas ciblé par les pêcheurs algériens.
21-09 (avant	16	Les CPC devront s'efforcer d'augmenter	Non		Les requins répertoriés en

<i>N° de la Rec.</i>	<i>N° du para.</i>	<i>Exigence</i>	<i>État de mise en œuvre</i>	<i>Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)</i>	<i>Note</i>
19-06 (17-08)		progressivement jusqu'à 10% la couverture d'observateurs, y compris par le biais de l'EMS de tous les palangriers dans les pêcheries de l'ICCAT qui pourraient avoir une interaction potentielle avec les requins-taupes bleus de l'Atlantique Nord. Cette augmentation de la couverture devrait être mise en œuvre conformément aux dispositions de la Recommandation 16-14, soit par le déploiement d'observateurs humains à bord des navires, soit par l'utilisation de l'EMS, en tenant compte des normes minimales à convenir par l'ICCAT, sur la base de l'avis du SCRS et du PWG.			Algérie ne font pas parties des espèces ciblées par la flottille commerciale.
21-09	17	La collecte d'échantillons biologiques pendant les opérations de pêche commerciale devra être conforme à la Recommandation de l'ICCAT sur l'échantillonnage biologique des espèces interdites de requins par des observateurs scientifiques (Rec. 13-10). Les CPC devraient encourager la collecte de données biologiques et d'échantillons biologiques des spécimens de requin-taube bleu de l'Atlantique Nord morts à la remontée, tels que les muscles, les vertèbres et les tissus reproducteurs, conformément aux dispositions de la présente Recommandation et selon les recommandations du SCRS.	Non		Les requins répertoriés en Algérie ne font pas parties des espèces ciblées par la flottille commerciale.

<i>N° de la Rec.</i>	<i>N° du para.</i>	<i>Exigence</i>	<i>État de mise en œuvre</i>	<i>Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)</i>	<i>Note</i>
21-09	18	<p>Nonobstant le paragraphe 7, dans le contexte de la présente Recommandation et uniquement pour les navires de moins de 15 mètres, lorsqu'il existe un problème de sécurité extraordinaire qui empêche le déploiement d'un observateur à bord, une CPC peut exceptionnellement appliquer une approche alternative telle que définie dans la Recommandation 16-14. Cette dérogation au paragraphe 7 devra être sans préjudice de l'engagement général de toutes les CPC, tel que décrit dans cette mesure, à mettre immédiatement fin à la surpêche et à réduire les niveaux de mortalité. Toute CPC souhaitant se prévaloir de cette approche alternative doit :</p> <p>1) présenter les détails de l'approche au SCRS sur la base de l'avis du SCRS pour évaluation et</p> <p>2) obtenir l'approbation de la Commission (tel que stipulé dans la Recommandation 16-14).</p>	n/a.		L'Algérie ne déploie pas des observateurs à bord des navires de moins de 15 m
21-09	19	Les CPC sont encouragées à enquêter sur la mortalité à bord et après la remise à l'eau du requin-taupe bleu, y compris, mais pas exclusivement, au moyen de l'incorporation de minuteurs d'hameçons et de programmes de marquage par satellite.	Non.		
21-09	21 a)	Le SCRS devra fournir à la Commission, d'ici 2023, et dès que de nouvelles informations seront disponibles, un avis actualisé	Non		Le requin -taupe bleu de l'Atlantique Nord n'est pas signalé, ni pêché

<i>N° de la Rec.</i>	<i>N° du para.</i>	<i>Exigence</i>	<i>État de mise en œuvre</i>	<i>Lois ou réglementations nationales pertinentes (le cas échéant, inclure texte, références ou liens vers l'endroit où cette information est codifiée)</i>	<i>Note</i>
		sur les mesures d'atténuation visant à réduire davantage la mortalité du requin-taube bleu. À cette fin, d'ici le 30 avril 2023, les CPC devront soumettre au SCRS des informations par pêche sur les mesures techniques et autres mesures de gestion qu'elles ont mises en œuvre afin de réduire la mortalité totale par pêche du requin-taube bleu de l'Atlantique Nord, à l'exception des CPC qui ont déjà fourni cette information au Secrétariat.			accidentellement en Algérie.
21-09	24	Nonobstant les dispositions de l'article VIII, paragraphe 2 de la Convention, les CPC sont vivement encouragées à mettre en œuvre, conformément à leurs procédures réglementaires, la présente Recommandation dès que possible et avant la date de son entrée en vigueur.	Non		Les requins répertoriés en Algérie ne font pas partie des espèces ciblées par la flottille commerciale.

Hoja de control del cumplimiento de las medidas relacionadas con los tiburones

(Nombre de la CPC): CABO VERDE

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
04-10	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (CPC) comunicarán anualmente los datos de la Tarea 1 y de la Tarea 2 para las capturas de tiburones, de conformidad con los procedimientos de comunicación de datos de ICCAT, incluyendo los datos históricos disponibles.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones. Observación: La flota extranjera de palangre que opera en la ZEE de Cabo Verde reportan sus capturas a ICCAT
	2	Las CPC tomarán las medidas necesarias para requerir a sus pescadores que utilicen íntegramente la totalidad de sus capturas de tiburones. La utilización íntegra se define como la retención por parte de los buques pesqueros de todas las partes del tiburón, con la excepción de la cabeza, las vísceras y la piel, hasta el primer punto de desembarque.	Sí		Sí, la legislación de Cabo Verde introdujo medidas para reforzar el control y seguimiento de las capturas y desembarques. Por otro lado, la ley prohíbe el desembarco de tiburones sin aletas, las aletas deben estar parcialmente cortadas y adheridas al cuerpo. Los transbordos realizados en los puertos de Cabo Verde están fuertemente controlados por inspectores de la pequeña administración. Ha habido programas de concientización para el uso pleno de todo el tiburón.
	3	(1) Las CPC requerirán a sus buques que las aletas que lleven a bordo no superen el 5 % del peso de los tiburones a bordo, hasta el primer punto de desembarque.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
		(2) Las CPC que actualmente no requieren que las aletas y las carcasas se desembarquen conjuntamente en el primer punto de desembarque, tomarán las medidas necesarias para	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.

CABO VERDE

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		garantizar el cumplimiento de la ratio del 5%, mediante la certificación y seguimiento por parte de un observador u otras medidas apropiadas.			
	5	Se prohibirá a los buques retener a bordo, transbordar o desembarcar aletas obtenidas contraviniendo esta Recomendación.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
07-06	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC), especialmente aquellas con actividades de pesca dirigidas a los tiburones, presentarán datos de la Tarea 1 y la Tarea 2 para los tiburones, tal y como se requiere en los procedimientos de comunicación de datos de ICCAT (incluyendo estimaciones de descartes de ejemplares muertos y frecuencias de tallas), antes de la próxima evaluación del SCRS.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
	2	Hasta el momento en que se puedan determinar los niveles de captura sostenibles mediante evaluaciones de stock con revisión por pares llevadas a cabo por el SCRS u otras organizaciones, las CPC adoptarán las medidas necesarias para reducir la mortalidad por pesca en las pesquerías dirigidas al marrajo sardinero (<i>Lamna nasus</i>) y al marrajo dientuso (<i>Isurus oxyrinchus</i>) del Atlántico norte.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
09-07	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer para su venta cualquier parte o la carcasa entera del zorro ojón (<i>Alopias superciliosus</i>) en cualquier pesquería a excepción de las pesquerías costeras	Sí		Sí, la legislación caboverdiana ya incluye esta especie en la lista de especies protegidas (prohibido pescar y mantener a bordo)

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		mexicanas de pequeña escala con una captura inferior a 110 ejemplares.			
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con rapidez e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares de tiburones zorro cuando sean llevados al costado del buque para subirlos a bordo.	Sí		Sí, Cabo Verde está dispuesto a colaborar y cumplir con esta determinación.
	4	Las CPC requerirán la recopilación y comunicación de datos de Tarea 1 y Tarea 2 para <i>Alopias spp.</i> que sean <i>distintas a A. superciliosus</i> , de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT. El número de descartes y liberaciones de <i>A. superciliosus</i> debe registrarse indicando su estado (muerto o vivo) y comunicarse a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
10-06	1	Las CPC incluirán en sus informes anuales de 2012 información sobre las acciones emprendidas para implementar las Recomendaciones 04-10, 05-05 y 07-06, en particular los pasos que han dado para mejorar su recopilación de datos de Tarea 1 y Tarea 2 para las capturas objetivo y las capturas incidentales.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
10-07	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer para su venta cualquier parte o la carcasa entera de los tiburones oceánicos en cualquier pesquería.	No		Sí, la legislación de Cabo Verde introdujo medidas para reforzar el control y seguimiento de las capturas y desembarques. Por otro lado, la ley prohíbe el desembarco de tiburones sin aletas, las aletas deben estar parcialmente cortadas y adheridas al cuerpo. Los transbordos realizados en los puertos de Cabo Verde están fuertemente

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
					controlados por inspectores de la pequeña administración. Ha habido programas de concientización para el uso pleno de todo el tiburón.
	2	Las CPC consignarán, a través de sus programas de observadores, el número de descartes y liberaciones de tiburones oceánicos, con una indicación de su estado (vivos o muertos), y lo comunicarán a ICCAT.	No		No aplicable. Todavía Cabo Verde no cuenta con un programa de observadores. Es un proceso en estudio para crear las bases a e condiciones operativas para una implementación futura
10-08	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer para su venta cualquier parte o la carcasa entera de los peces martillo de la familia Sphyrnidae, (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>), capturados en la zona del Convenio en asociación con las pesquerías de ICCAT.	Sí		Sí, la legislación caboverdiana ya incluye esta especie en la lista de especies protegidas (prohibido pescar y mantener a bordo).
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con rapidez e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares de peces martillo cuando sean llevados al costado del buque.	Sí		Sí, Cabo Verde está dispuesto a colaborar y cumplir con esta determinación.
	3	(1) Los peces martillo que sean capturados por CPC costeras en desarrollo para consumo local están exentos de las medidas establecidas en los párrafos 1 y 2, siempre que estas CPC envíen datos de Tarea 1 y, si es posible, de Tarea 2 de conformidad con los procedimientos de comunicación establecidos por el SCRS. Si no es posible facilitar datos de captura por especies,	N/A		Las pesquerías artesanales de pequeña escala pueden capturar accidentalmente pequeñas cantidades de tiburones martillo, pero aún no existe un seguimiento estadístico por especie . por lo que sigue siendo difícil

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		deberán facilitarlos al menos por género <i>Sphyrna</i> .			cumplir con esta recomendación.
		(2) Las CPC costeras en desarrollo exentas de esta prohibición de conformidad con este párrafo, deberían esforzarse en no incrementar sus capturas de peces martillo. Dichas CPC adoptarán las medidas necesarias para garantizar que los peces martillo de la familia <i>Sphyrnidae</i> (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>) no se comercializan internacionalmente y notificarán a la Comisión dichas medidas.	Sí		Sí, Cabo Verde está dispuesto a colaborar y cumplir con esta determinación.
	4	Las CPC requerirán que el número de descartes y liberaciones de peces martillo sea consignado indicando su estado (muerto o vivo) y que sea comunicado a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
11-08	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) requerirán a los buques pesqueros que enarbolan su pabellón y participen en pesquerías gestionadas por ICCAT que liberen a todos los ejemplares de tiburón jaquetón, independientemente de si están vivos o muertos, y prohibirán retener a bordo, transbordar o desembarcar cualquier parte o la carcasa entera de los ejemplares de tiburón jaquetón.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con rapidez los tiburones jaquetón ilesos, como muy tarde antes de colocar la captura en las bodegas de pescado, prestando la debida consideración a las cuestiones relacionadas con la seguridad de los miembros de la tripulación. Los cerqueros que participan en las pesquerías de ICCAT, se esforzarán en tomar medidas adicionales con el fin de	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		incrementar la tasa de supervivencia de los ejemplares de tiburón jaquetón capturados de forma incidental.			
	3	Las CPC consignarán a través de sus programas de observadores el número de descartes y liberaciones de tiburón jaquetón con una indicación sobre su estado (vivo o muerto) y lo comunicarán a ICCAT	No		No aplicable. Todavía Cabo Verde no cuenta con un programa de observadores. Es un proceso en estudio para crear las bases a e condiciones operativas para una implementación futura
	4	(1) Los tiburones jaquetones que sean capturados por CPC costeras en desarrollo para consumo local están exentos de las medidas establecidas en los párrafos 1 y 2, siempre que estas CPC envíen datos de Tarea 1 y, si es posible, de Tarea 2 de conformidad con los procedimientos de comunicación establecidos por el SCRS. Las CPC que no hayan comunicado datos de tiburones específicos de las especies facilitarán, antes del 1 de julio de 2012, un plan para la mejora de su recopilación de datos sobre tiburones a nivel de especies para su examen por parte del SCRS y la Comisión.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
		(2) Las CPC costeras en desarrollo exentas de la prohibición, de conformidad con este párrafo, no incrementarán sus capturas de tiburón jaquetón. Dichas CPC adoptarán las medidas necesarias para garantizar que los peces martillo de la familia Sphyrnidae (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>) no se comercializan internacionalmente y notificarán a la Comisión dichas medidas.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
	6	La prohibición de retención del párrafo 1 no se aplica a las CPC cuyas leyes internas requieran que se desembarquen todos los ejemplares muertos, que los pescadores no obtengan ningún beneficio comercial de dicha	N/A		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>								
		pesca y que incluyan una prohibición para la pesquería de tiburón jaquetón.											
11-15	1	Las CPC incluirán, en sus informes anuales, información sobre las acciones emprendidas para implementar sus obligaciones en materia de comunicación para todas las pesquerías de ICCAT, lo que incluye las especies de tiburones capturadas en asociación con pesquerías de ICCAT, en particular, los pasos que hayan dado para mejorar la recopilación de datos de Tarea 1 y Tarea 2 sobre capturas de especies objetivo y especies de captura fortuita.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.								
15-06	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) requerirán a sus buques que liberen sin demora e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares de marrajo sardinero capturados en asociación con pesquerías de ICCAT cuando sean llevados vivos al costado del buque para subirlos a bordo.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.								
	2	Las CPC se asegurarán de que se recopilan los datos de Tarea 1 y Tarea 2 para el marrajo sardinero y de que se presentan de un modo conforme con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT. Los descartes y liberaciones de marrajo sardinero deben registrarse con indicación de su estado (muerto o vivo) y comunicarse a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.								
21-10 (antes 19-07, párr. 3)	1	Las siguientes CPC estarán sujetas a los siguientes límites de captura: <table border="1" data-bbox="400 1899 655 2027"> <thead> <tr> <th><i>CPC</i></th> <th><i>t</i></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>UE*</td> <td>32578</td> </tr> <tr> <td>Japón</td> <td>4010</td> </tr> <tr> <td>Marruecos</td> <td>1644</td> </tr> </tbody> </table>	<i>CPC</i>	<i>t</i>	UE*	32578	Japón	4010	Marruecos	1644	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
<i>CPC</i>	<i>t</i>												
UE*	32578												
Japón	4010												
Marruecos	1644												

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		*La Unión Europea está autorizada a transferir al Reino Unido 32,58 t de su límite de capturas en 2022. Todas las demás CPC se esforzarán por mantener sus capturas en niveles recientes.			
21-11 (antes 19-08, párr. 2)	1	Se establece un total admisible de capturas (TAC) anual de 28.923 t para la tinterera del Atlántico sur.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
19-07 / 19-08 (antes 16-12 para el norte)	4	Cada CPC se asegurará de que sus buques que capturan tinterera del Atlántico [sur/norte] en asociación con las pesquerías de ICCAT en la zona del Convenio consignan sus capturas de conformidad con los requisitos establecidos en la Recomendación de ICCAT sobre el registro de capturas realizadas por barcos en la zona del Convenio ICCAT [Rec. 03-13]. (En la Rec. 03-13 se estipula que: Cada Parte contratante, Parte, Entidad o Entidad pesquera no contratante colaboradora abanderante deberá cerciorarse de que todos los barcos de pesca que enarbolan su bandera y que tienen autorización para pescar las especies reguladas por ICCAT en la zona del Convenio están obligados al uso de un sistema de registro de datos. Todos los barcos comerciales de más de 24 m de eslora total deberán mantener un cuaderno de pesca encuadernado o en formato electrónico, en el cual registrarán la información que se estipula en el "Manual de operaciones de ICCAT". En el caso de los barcos de pesca deportiva, se aceptarán otros sistemas comparables de recopilación de datos).	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
19-07 / 19-08 (antes 16-12 para el norte)	5	Las CPC implementarán programas de recopilación de datos que garanticen la	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras

CABO VERDE

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
12 para el norte)		comunicación a ICCAT de datos precisos de captura, esfuerzo, talla y descartes de tintorera del Atlántico norte de plena conformidad con los requisitos de ICCAT para la presentación de datos de Tarea 1 y la Tarea 2.			ni flota dirigida a tiburones.
19-07 / 19-08 (antes 16-12 para el norte)	7	Se insta a las CPC a emprender trabajos de investigación que proporcionen información sobre parámetros ecológicos/biológicos clave, ciclo vital, migraciones, supervivencia tras la liberación y características de conducta de la tintorera [norte/sur]. Dicha información se pondrá a disposición del SCRS.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
18-06	3	Las Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en los sucesivos denominadas CPC) podrán quedar exentas de presentar la hoja de comprobación cuando no sea probable que los buques que enarbolan su pabellón capturen ninguna de las especies de tiburones cubiertas por las Recomendaciones 04-10, 07-06, 09-07, 10-06, 10-07, 10-08, 11-08, 11-15, 12-05, 14-06 y 15-06 a condición de que las CPC afectadas obtengan una confirmación del Grupo de especies de tiburones mediante los datos necesarios presentados por las CPC con este fin.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	2	Con este fin, las CPC aplicarán las normas establecidas en esta Recomendación con el objetivo de reducir la mortalidad por pesca total (la suma de cualquier retención, descarte de ejemplares muertos y mortalidad tras la liberación de los descartes de ejemplares vivos) para mantener la mortalidad en niveles sostenibles para la recuperación del stock y establecer un proceso para determinar si en algún año determinado existe una posibilidad de retención.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	3	Las CPC implementarán una prohibición sobre retener a bordo y desembarcar, total o parcialmente, marrajo dientuso del Atlántico norte capturado en asociación con las pesquerías de ICCAT en 2022 y 2023 como primer paso para la recuperación de stock.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
21-09	6	Las CPC cuyos buques pesqueros retienen marrajo dientuso del Atlántico norte prohibirán transbordar, total o parcialmente, marrajo dientuso del Atlántico norte capturado en asociación con las pesquerías de ICCAT.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	7	<p>Cualquier retención permitida, de conformidad con el párrafo 5, sólo se autorizará cuando el pez esté muerto en el momento de la virada, y el buque lleve a bordo un observador o un sistema de seguimiento electrónico (EMS) en funcionamiento para verificar el estado de los tiburones.</p> <p>a) En el caso de los buques de 12 metros o menos, un buque no podrá retener más de un ejemplar de marrajo dientuso del Atlántico norte en cualquier marea.</p> <p>b) Para los fines de este párrafo, una marea de pesca se define como el periodo que comienza cuando un buque pesquero sale de un muelle, atracadero, playa, dique, rampa o puerto para realizar operaciones de pesca y que termina con la vuelta al muelle, atracadero, playa, dique, rampa o puerto.</p>	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
21-09	8	8. Los párrafos 3 a 7 no se aplicarán a Islandia ni a Noruega cuyas leyes internas requieren que se desembarquen todos los	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		<p>ejemplares muertos, siempre y cuando:</p> <p>a) el pez esté muerto al izarlo a bordo</p> <p>b) la pesca dirigida al marrajo dientuso esté prohibida;</p> <p>c) la cantidad de marrajo dientuso del Atlántico norte desembarcada se comunique en la hoja de comprobación de implementación de tiburones de la CPC, tal y como requiere la Recomendación 18-06 y cualquier sucesora futura o revisión de esta;</p> <p>d) el marrajo dientuso del Atlántico norte se desembarque con las aletas pegadas naturalmente al cuerpo; y</p> <p>e) se prohíba a los pescadores obtener valor comercial alguno de dichos peces.</p>			ni flota dirigida a tiburones.
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	9	<p>A partir de la entrada en vigor de esta Recomendación, las CPC requerirán a los buques que enarboles su pabellón que implementen, teniendo debidamente en cuenta la seguridad de la tripulación, las normas mínimas para los procedimientos de manipulación y liberación seguras de los ejemplares de marrajo dientuso del Atlántico norte, tal y como están prevista en el Anexo 2 de la presente Recomendación, con el fin de liberar sin demora e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte y mejorar su capacidad de supervivencia cuando sean llevados al costado del buque.</p>	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	11 (antes 10)	<p>Las CPC comunicarán a la Secretaría de ICCAT, de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT, las capturas totales, incluidos cualquier desembarque, los descartes de ejemplares muertos y las liberaciones de ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte La frecuencia de</p>	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		comunicación será mensual para todos los desembarques permitidos con el fin de realizar un seguimiento estrecho del consumo de la tolerancia de retención y anual para los descartes de ejemplares muertos, las liberaciones de ejemplares vivos y las capturas totales.			
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	13	A más tardar el 31 de julio de 2022, las CPC que comunicaron capturas medias anuales (desembarques y descartes de ejemplares muertos) de marrajo dientuso del Atlántico norte de más de 1 t entre 2018-2020 presentarán al SCRS la metodología estadística utilizada para estimar los descartes de ejemplares muertos y las liberaciones de ejemplares vivos. Las CPC con pesquerías artesanales y de pequeña escala proporcionarán también información sobre sus programas de recopilación de datos.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
21-09 (antes 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	Como parte de su presentación anual de datos de Tareas 1 y 2, las CPC proporcionarán todos los datos pertinentes para el marrajo dientuso del Atlántico norte, incluidas las estimaciones de descartes de ejemplares muertos y liberaciones de ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte, utilizando los métodos aprobados por el SCRS con arreglo al párrafo 13.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
21-09 (antes 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	Si el Comité de cumplimiento determina que las CPC que autorizan a sus buques a retener a bordo y desembarcar marrajo dientuso del Atlántico norte, de conformidad con el párrafo 5, no comunican sus datos de captura, incluidos los descartes de ejemplares muertos y las liberaciones de ejemplares vivos, las CPC afectadas requerirán a sus buques que se abstengan de retener cualquier cantidad de marrajo dientuso del Atlántico	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		norte hasta que se hayan comunicado dichos datos.			
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	16	Las CPC se esforzarán por incrementar gradualmente hasta el 10 % la cobertura de observadores, incluido mediante EMS, de todos los buques de pesca de palangre en las pesquerías de ICCAT, que puedan interactuar potencialmente con el marrajo dientuso del Atlántico norte. Este aumento de la cobertura debería implementarse de acuerdo con las disposiciones de la Recomendación 16-14, ya sea mediante el despliegue de observadores humanos a bordo de los buques o mediante el uso del EMS, teniendo en cuenta las normas mínimas que debe acordar ICCAT, basándose en el asesoramiento del SCRS y del GTP.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
21-09	17	La recogida de muestras biológicas durante las operaciones de pesca comercial cumplirá las disposiciones de la Recomendación de ICCAT sobre el muestreo biológico de especies prohibidas de tiburones por parte de observadores científicos (Rec. 13-10). Las CPC deberían fomentar la recogida de datos biológicos y muestras biológicas de los ejemplares marrajo dientuso del Atlántico norte que estén muertos en la virada, como músculos, vértebras y tejidos reproductivos, de acuerdo con los términos de esta Recomendación y según las recomendaciones del SCRS.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
21-09	18	No obstante lo establecido en el párrafo 7, en el contexto de esta Recomendación y solo para buques de menos de 15 m, cuando exista una inquietud extraordinaria en cuanto a seguridad que impida la asignación de un observador a bordo, una CPC podrá aplicar de manera excepcional un enfoque alternativo, tal y como se	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		<p>establece en la Recomendación 16-14. Esta derogación del párrafo 7 se aplicará sin perjuicio del compromiso general de todas las CPC como se indica en esta medida para finalizar de manera inmediata la sobrepesca y para reducir los niveles de mortalidad. Toda CPC que desee aprovechar este enfoque alternativo deberá:</p> <p>1) presentar los detalles del enfoque al SCRS basándose en el asesoramiento del SCRS para la evaluación y</p> <p>2) obtener la aprobación de la Comisión (conforme a lo establecido en la Recomendación 16-14).</p>			
21-09	19	Además, se insta a las CPC a investigar la mortalidad en el buque y posterior a la liberación del marrajo dientuso, lo que incluye, pero no exclusivamente, la incorporación de temporizadores de anzuelos y de programas de marcado por satélite.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
21-09	21 a)	El SCRS proporcionará a la Comisión desde ahora hasta 2023, y siempre que se disponga de nueva información, un asesoramiento actualizado sobre las medidas de mitigación destinadas a reducir aún más la mortalidad del marrajo dientuso. Para ello, antes del 30 de abril de 2023 las CPC presentarán al SCRS información por pesquería sobre las medidas técnicas y otras medidas de ordenación que hayan aplicado para reducir la mortalidad por pesca total del marrajo dientuso del Atlántico norte, con la excepción de aquellas CPC que ya hayan presentado dicha información a la Secretaría.	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.
21-09	24	Sin perjuicio de lo dispuesto en el párrafo 2 del Artículo VIII del Convenio, se alienta encarecidamente a las CPC a que apliquen de acuerdo con sus	No		No aplicable para Cabo Verde ya que no hay actividades pesqueras ni flota dirigida a tiburones.

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		procedimientos reglamentarios esta Recomendación lo antes posible y antes de la fecha de su entrada en vigor.			

Shark Implementation Check Sheet

(Name of CPC) CHINA

<i>Rec. #</i>	<i>Para #</i>	<i>Requirement</i>	<i>Status of implementation</i>	<i>Relevant domestic laws or regulations (as applicable, include text, references, or links where this information is codified)</i>	<i>Note</i>
04-10	1	Contracting Parties, Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (CPCs) shall annually report Task 1 and Task 2 data for catches of sharks, in accordance with ICCAT data reporting procedures, including available historical data.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs. Part 2 Fishing Logbooks, Chinese tuna enterprises shall ensure its fishing vessels to seriously fill out Tuna Fishing Logbook (inter alia, including faithfully record incident catch of no retained shark species, sea birds, sea turtles, marine mammal as well as situation of no harm release)	31/07/2022
	2	CPCs shall take the necessary measures to require that their fishermen fully utilize their entire catches of sharks. Full utilization is defined as retention by the fishing vessel of all parts of the shark excepting head, guts and skins, to the point of first landing.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which clearly stipulated that fishing vessel must fully utilize the entire catches of sharks.	The observer on board the vessel will also monitor the shark fully utilization. China fisheries authority hold training course for all the fishing vessel owner and captain about ALL the ICCAT shark measures including the fully utilization.
	3	(1) CPCs shall require their vessels to not have onboard fins that total more than 5% of the weight of sharks onboard, up to the first point of landing.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and	The observer on board the vessel will also monitor the 5% ratio. China fisheries authority hold training course for all the fishing vessel

CHINA

				management measures adopted by tuna-RFMOs which clearly stipulated the 5% ratio between fins and carcass.	
		(2) CPCs that currently do not require fins and carcasses to be offloaded together at the point of first landing shall take the necessary measures to ensure compliance with the 5% ratio through certification, monitoring by an observer, or other appropriate measures.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which clearly stipulated the 5% ratio.	the observer on board the vessel will also monitor the 5% ratio. China fisheries authority hold training course for all the fishing vessel owner and captain about the ALL the ICCAT shark measures including the 5% ratio. Lastly, when vessels come back Chinese port we will conduct port inspection which includes the 5% ratio inspection.
	5	Fishing vessels are prohibited from retaining on board, transshipping or landing any fins harvested in contravention of this Recommendation.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and the updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which clearly stipulated that comply with the ICCAT shark measures.	the observer on board the vessel will also monitor to comply with the ICCAT measures. China fisheries authority hold training course for all the fishing vessel owner and captain about the ALL the ICCAT shark measures. Chinese government requires each vessel fill in the logbook accurately and timely including all shark species.
07-06	1	Contracting Parties, Cooperating non-Contracting Parties, Entities and Fishing Entities (hereinafter referred to as CPCs), especially those directing fishing activities for sharks, shall submit Task 1 and 2 data for sharks, as required by ICCAT data reporting procedures (including estimates of dead discards and size frequencies) in advance of the next SCRS assessment.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs. Part 2, Fishing Logbooks, Chinese tuna enterprises shall ensure its fishing vessels to seriously fill out Tuna Fishing Logbook (inter alia, including faithfully record incident catch of no retained shark species, sea	31/07/2022

				birds, sea turtles, marine mammal as well as situation of no harm release).	
	2	Until such time as sustainable levels of harvest can be determined through peer reviewed stock assessments by SCRS or other organizations, CPCs shall take appropriate measures to reduce fishing mortality in fisheries targeting porbeagle (<i>Lamna nasus</i>) and North Atlantic shortfin mako sharks (<i>Isurus oxyrinchus</i>).	N/A		China does not have fisheries targeting porbeagle and North Atlantic shortfin mako sharks.
09-07	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit, retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of bigeye thresher sharks (<i>Alopias superciliosus</i>) in any fishery with exception of a Mexican small-scale coastal fishery with a catch of less than 110 fish.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which include prohibit to retain, transship, land, store bigeye thresher sharks.	the observer on board the vessel will also monitor vessel to comply with this measure. China fisheries authority hold training course for all the fishing vessel owner and captain about ALL the ICCAT shark measures including the prohibition of catch of bigeye thresher shark. The shark poster including bigeye thresher shark is distributed to each vessel for the captain's easy recognition. China government require each vessel to fill in all the shark species in the logbook accurately.
	2	CPCs shall require vessels flying their flag to promptly release unharmed, to the extent practicable, bigeye thresher sharks when brought along side for taking on board the vessel.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs. It shall prohibit retaining on	

				board, transshipping and landing the following shark species: Atlantic Ocean: bigeye thresher sharks, whitetip sharks, hammerhead sharks (including <i>Sphyrna lewini</i> , <i>Sphyrna mokarran</i> and <i>Sphyrna zygaena</i>), silky sharks and North Atlantic shortfin mako.	
	4	CPCs shall require the collection and submission of Task 1 and Task 2 data for <i>Alopias</i> spp other than <i>A. superciliosus</i> in accordance with ICCAT data reporting requirements. The number of discards and releases of <i>A. superciliosus</i> must be recorded with indication of status (dead or alive) and reported to ICCAT in accordance with ICCAT data reporting requirements.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs. Part 2, Fishing Logbooks, Chinese tuna enterprises shall ensure its fishing vessels to seriously fill out Tuna Fishing Logbook (inter alia, including faithfully record incident catch of no retained shark species, sea birds, sea turtles, marine mammal as well as situation of no harm release)	31/07/2022
10-06	1	CPCs shall include information in their 2012 Annual Reports on actions taken to implement Recommendations 04-10, 05-05, and 07-06, in particular the steps taken to improve their Task 1 and Task 2 data collection for direct and incidental catches.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which include prohibit to retain, transship, land, store oceanic whitetip sharks. Besides, the observer on board the vessel will also monitor vessel to comply with this measure. China fisheries authority hold training course for all the fishing vessel owner and captain about ALL the ICCAT shark measures including the prohibition of catch of oceanic whitetip shark. The shark	

				poster including oceanic whitetip shark is distributed to each vessel for the captain's easy recognition. China government requires each vessel to fill in all the shark species in the logbook accurately.	
10-07	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of oceanic whitetip sharks in any fishery.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which include prohibit to retain, transship, land, store oceanic whitetip sharks.	the observer on board the vessel will also monitor vessel to comply with this measure. China fisheries authority hold training course for all the fishing vessel owner and captain about ALL the ICCAT shark measures including the prohibition of catch of oceanic whitetip shark. The shark poster including oceanic whitetip shark is distributed to each vessel for the captain's easy recognition. China government requires each vessel to fill in all the shark species in the logbook accurately.
	2	CPCs shall record through their observer programs the number of discards and releases of oceanic whitetip sharks with indication of status (dead or alive) and report it to ICCAT.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs. All tuna fishing vessels shall have obligation to accept a national observer dispatched by this Ministry based on request of Commissions, as well as a regional observer deployed by Commissions under relevant measures, and shall strictly follow the request by Implementation Regulation on National Observer Management in Distant Water Fisheries [Nongbanyu (2016) No. 72],	
10-08	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties,	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly	the observer on board the vessel will also monitor vessel to

CHINA

		Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of hammerhead sharks of the family Sphyrnidae (except for the <i>Sphyrna tiburo</i>), taken in the Convention area in association with ICCAT fisheries.		compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which include prohibit to retain, transship, land, store hammerhead sharks.	comply with this measure. China fisheries authority hold training course for all the fishing vessel owner and captain about ALL the ICCAT shark measures including the prohibition of catch of hammerhead shark. The shark poster including hammerhead shark is distributed to each vessel for the captain's easy recognition. China government require each vessel to fill in all the shark species in the logbook accurately
	2	CPCs shall require vessels flying their flag, to promptly release unharmed, to the extent practicable, hammerhead sharks when brought alongside the vessel.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which include prohibit to retain, transship, land, store hammerhead sharks. Besides, the observer on board the vessel will also monitor vessel to comply with this measure. China fisheries authority hold training course for all the fishing vessel owner and captain about ALL the ICCAT shark measures including the prohibition of catch of hammerhead shark. The shark poster including hammerhead shark is distributed to each vessel for the captain's easy recognition. China government require each vessel to fill in all the shark species in the logbook accurately	
	3	(1) Hammerhead sharks that are caught by developing coastal CPCs for local consumption are	N/A	China is not Atlantic coastal CPC.	China is not Atlantic coastal CPC

		exempted from the measures established in paragraphs 1 and 2, provided these CPCs submit Task 1 and, if possible, Task 2 data according to the reporting procedures established by the SCRS. If it is not possible to provide catch data by species, they shall be provided at least by genus <i>Sphyrna</i> .			
		(2) Developing coastal CPCs exempted from this prohibition pursuant to this paragraph should endeavor not to increase their catches of hammerhead sharks. Such CPCs shall take necessary measures to ensure that hammerhead sharks of the family Sphyrnidae (except of <i>Sphyrna tiburo</i>) will not enter international trade and shall notify the Commission of such measures.	N/A	China is not Atlantic coastal CPC.	China is not Atlantic coastal CPC
	4	CPCs shall require that the number of discards and releases of hammerhead sharks are recorded with indication of status (dead or alive) and reported to ICCAT in accordance with ICCAT data reporting requirements.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019 & 2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs. Fishing Logbooks, Chinese tuna enterprises shall ensure its fishing vessels to seriously fill out Tuna Fishing Logbook (inter alia, including faithfully record incident catch of no retained shark species, sea birds, sea turtles, marine mammal as well as situation of no harm release)	
11-08	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall require fishing vessels flying their flag and	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued	the observer on board the vessel will also monitor vessel to comply with this measure. China fisheries authority hold training course

CHINA

		operating in ICCAT managed fisheries to release all silky sharks whether dead or alive, and prohibit retaining on board, transshipping, or landing any part or whole carcass of silky shark.		by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which include prohibit to retain, transship, land silky sharks.	for all the fishing vessel owner and captain about ALL the ICCAT shark measures including the prohibition of catch of silky shark. The shark poster including silky shark is distributed to each vessel for the captain's easy recognition. China government requires each vessel to fill in all the shark species in the logbook accurately.
	2	CPCs shall require vessels flying their flag to promptly release silky sharks unharmed, at the latest before putting the catch into the fish holds, giving due consideration to the safety of crew members. Purse seine vessels engaged in ICCAT fisheries shall endeavor to take additional measures to increase the survival rate of silky sharks incidentally caught.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs, part 10- 1 (2). It shall prohibit retaining on board, transshipping and landing the following shark species: Atlantic Ocean: bigeye thresher sharks, whitetip sharks, hammerhead sharks (including <i>Sphyrna lewini</i> , <i>Sphyrna mokarran</i> and <i>Sphyrna zygaena</i>), silky sharks and North Atlantic shortfin mako.	
	3	CPCs shall record through their observer programs the number of discards and releases of silky sharks with indication of status (dead or alive) and report them to ICCAT.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs. All tuna fishing vessels shall have obligation to accept a national observer dispatched by this Ministry based on request of Commissions, as well as a regional observer deployed by Commissions under relevant measures, and shall strictly follow the request by Implementation Regulation on National Observer Management in Distant Water Fisheries [Nongbanyu (2016) No. 72],	

	4	(1) Silky sharks that are caught by developing coastal CPCs for local consumption are exempted from the measures established in paragraphs 1 and 2, provided these CPCs submit Task 1 and, if possible, Task 2 data according to the reporting procedures established by the SCRS. CPCs that have not reported species-specific shark data shall provide a plan by July 1, 2012, for improving their data collection for sharks on a species specific level for review by the SCRS and Commission.	N/A	China is not an Atlantic developing coastal CPC, while silky sharks not caught for local consumption.	China is not Atlantic developing coastal CPC and its fishing vessels not caught silky sharks for local consumption.
		(2) Developing coastal CPCs exempted from the prohibition pursuant to this paragraph shall not increase their catches of silky sharks. Such CPCs shall take necessary measures to ensure that silky sharks will not enter international trade and shall notify the Commission of such measures.	N/A		China is not Atlantic developing coastal CPC and its fishing vessels not caught silky sharks for local consumption.
	6	The prohibition on retention in paragraph 1 does not apply to CPCs whose domestic law requires that all dead fish be landed, that the fishermen cannot draw any commercial profit from such fish and that includes a prohibition against silky shark fisheries.	N/A		There is no such law in China
11-15	1	CPCs shall include information in their Annual Reports on actions taken to implement their reporting obligations for all ICCAT fisheries, including shark species caught in association with ICCAT fisheries, in particular the steps taken to improve their Task 1 and Task 2 data collection for direct and incidental catches.	Yes	China included the shark information in its Annual Report on actions taken to implement the reporting obligations and report to Secretariat in a timely manner. The observer on board the vessel will collect and record all the data including shark incidental catches. Chinese government requires all the vessel must fill in accurately and timely all the catches including incidental catches	

				with the indication of status (live/dead) and such logbook must submit to our scientific each year for analysis and compilation.									
15-06	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall require their vessels to promptly release unharmed, to the extent practicable, porbeagle sharks caught in association with ICCAT fisheries when brought alive alongside for taking on board the vessel.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs, all tuna enterprises and fishing vessels shall, to the greatest possible, avoid or reduce catching sharks.									
	2	CPCs shall ensure the collection of Task 1 and Task 2 data for porbeagle sharks and their submission in accordance with ICCAT data reporting requirements. Discards and releases of porbeagle sharks shall be recorded with indication of status (dead or alive) and reported to ICCAT in accordance with ICCAT data reporting requirements.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs, part 1 logbook, Chinese tuna enterprises shall ensure its fishing vessels to seriously fill out Tuna Fishing Log Book (inter alia, including faithfully record incident catch of no retained shark species, sea birds, sea turtles, marine mammal as well as situation of no harm release.	31/07/2022								
21-10 (before, 19-07, para 3)	1	<p>The following CPCs shall be subject to the following catch limits:</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>CPC</th> <th>t</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>EU*</td> <td>32,578</td> </tr> <tr> <td>Japan</td> <td>4,010</td> </tr> <tr> <td>Morocco</td> <td>1,644</td> </tr> </tbody> </table> <p>*The European Union is authorised to transfer 32.58 t from its catch limit in 2022 to the United Kingdom.</p> <p>All other CPCs shall endeavor to maintain their catches at recent levels.</p>	CPC	t	EU*	32,578	Japan	4,010	Morocco	1,644	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs, al tuna enterprises and fishing vessels shall, to the greatest possible, avoid or reduce catching sharks.	<p>No vessels target North Atlantic blue shark.</p> <p>On 31/07/2022, Task 1 and Task 2 data submissions made to the SCRS</p>
CPC	t												
EU*	32,578												
Japan	4,010												
Morocco	1,644												
21-11 (before, 19-08, para 2)	1	An annual Total Allowable Catch (TAC) of 28,923 t for South	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna	No vessels target South Atlantic blue shark.								

		Atlantic blue shark is established.		international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs, all tuna enterprises and fishing vessels shall, to the greatest possible, avoid or reduce catching sharks.	On 31/07/2022, Task 1 and Task 2 data submissions made to the SCRS
19-07/19-08 (before 16-12 for North)	4	<p>Each CPC shall ensure that its vessels catching [North/South] Atlantic blue shark in association with ICCAT fisheries in the Convention area record their catch in accordance with the requirements set out in the Recommendation by ICCAT Concerning the Recording of Catch by Fishing Vessels in the ICCAT Convention Area (Rec. 03-13).</p> <p>(Rec. 03-13 provides: Each flag Contracting Party, Cooperating non-Contracting Party, Entity or Fishing Entity shall ensure that all fishing vessels flying its flag and authorized to fish species managed by ICCAT in the Convention area be subject to a data recording system. All commercial fishing vessels over 24 m length overall shall keep a bound or electronic logbook recording the information required in the ICCAT Field Manual for Statistics and Sampling. In the case of sport fishing vessels, other comparable data-collection systems shall be acceptable.)</p>	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs, logbook, Chinese tuna enterprises shall ensure its fishing vessels to seriously fill out Tuna Fishing Log Book (inter alia, including faithfully record incident catch of no retained shark species, sea birds, sea turtles, marine mammal as well as situation of no harm release. according to the request by Notification by General Office of Ministry of Agriculture on Regulation of Tuna Fishing Logbooks [Nongbanyu (2008) No. 44], and submit each vessel's logbook for last year to Data Center of China Distant Water Fisheries (Marine Science College, Shanghai Ocean University) before 31 March of each year. Meanwhile, the tuna enterprises shall monthly report catch by species in a truthful manner to COFA (weekly report for Atlantic bluefin tuna catch).	
19-07/19-08 (before 16-12 for North)	5	CPCs shall implement data collection programmes that ensure the reporting to ICCAT of accurate [North/South] Atlantic blue shark catch, effort, size and discard data to ICCAT in full accordance with the ICCAT requirements for provision of Task 1 and Task 2 data.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs, part 1 logbook, Chinese tuna enterprises shall ensure its fishing vessels to seriously fill out Tuna Fishing Log Book	All information on blue shark can be found in Task 1 and Task 2, which reported to the SCRS on July 31, 2022.

				(inter alia, including faithfully record incident catch of no retained shark species, sea birds, sea turtles, marine mammal as well as situation of no harm release. according to the request by Notification by General Office of Ministry of Agriculture on Regulation of Tuna Fishing Logbooks [Nongbanyu (2008) No. 44], and submit each vessel's logbook for last year to Data Center of China Distant Water Fisheries (Marine Science College, Shanghai Ocean University) before 31 March of each year. Meanwhile, the tuna enterprises shall monthly report catch by species in a truthful manner to COFA (weekly report for Atlantic bluefin tuna catch).	
19-07/19-08 (before 16-12 for North)	7	CPCs are encouraged to undertake scientific research that would provide information on key biological/ecological parameters, life-history, migrations, post-release survivorship and behavioral traits of [North/South] blue sharks. Such information shall be made available to the SCRS.	Yes	China requires the observers to collect basic biological information of all shark species and has submitted the data to the SCRS on 31 July 2022	31/07/2022
18-06	3	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) may be exempt from the submission of the check sheet when vessels flying their flag are not likely to catch any sharks species covered by the Recommendations Rec. 04-10, 07-06, 09-07, 10-06, 10-07, 10-08, 11-08, 11-15, 12-05, 14-06 and 15-06 on the condition that the concerned CPCs obtained a confirmation by the Sharks Species Group through necessary data submitted by CPCs for this purpose.	No	Not exempted	Not exempted
21-09 (before	2	Toward that end, the rules set out in this Recommendation shall be	Yes	For point (1) The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the	

19-06 / 17-08)		applied by CPCs with the aim to reduce total fishing mortality (the sum of any retention, dead discards, and post-release mortality of live discards), to maintain mortality at sustainable levels to rebuild the stock, and to establish a process to determine whether in any given year there is a possibility for retention.		Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs, shark part. It shall prohibit retaining on board, transshipping and landing the following shark species: Atlantic Ocean: bigeye thresher sharks, whitetip sharks, hammerhead sharks (including <i>Sphyrna lewini</i> , <i>Sphyrna mokarran</i> and <i>Sphyrna zygaena</i>), silky sharks and North Atlantic shortfin mako. For point (2) Prohibition of using “shark lines” and wire material: Longline vessels shall be prohibited using “shark lines” (individual lines attached to the float line or to the floats directly, and used to target sharks), and using wire trace (made of steel wire) as branch lines of longline are prohibited, so as to reduce the chance of shark bycatch.	
21-09 (before 19-06 / 17-08)	3	CPCs shall implement a prohibition on retaining on board, transshipping and landing, whole or in part, North Atlantic shortfin mako caught in association with ICCAT fisheries in 2022 and 2023 as a first step in rebuilding the stock.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs, shark part, it shall prohibit retaining on board, transshipping and landing the following shark species: Atlantic Ocean: bigeye thresher sharks, whitetip sharks, hammerhead sharks (including <i>Sphyrna lewini</i> , <i>Sphyrna mokarran</i> and <i>Sphyrna zygaena</i>), silky sharks and North Atlantic shortfin mako	
21-09	6	CPCs whose fishing vessels retain North Atlantic shortfin mako shall prohibit transshipping, whole or in part, North Atlantic shortfin mako caught in association with ICCAT	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of	

		fisheries.		Agriculture and Rural Affairs, shark part, it shall prohibit retaining on board, transshipping and landing the following shark species: Atlantic Ocean: bigeye thresher sharks, whitetip sharks, hammerhead sharks (including <i>Sphyrna lewini</i> , <i>Sphyrna mokarran</i> and <i>Sphyrna zygaena</i>), silky sharks and North Atlantic shortfin mako	
21-09 (before 19-06/17-08)	7	<p>Any retention permissible in accordance with paragraph 5 shall be allowed only when the fish is dead on haulback and the vessel has an observer or a functioning electronic monitoring system (EMS) on board to verify the condition of the sharks:</p> <p>a) For vessels of 12 meters or less, no more than one specimen of North Atlantic shortfin mako shall be retained by a vessel for any fishing trip.</p> <p>b) For the purposes of this paragraph, a fishing trip is defined as the time period that begins when a fishing vessel departs from a dock, berth, beach, seawall, ramp, or port to carry out fishing operations and that terminates with a return to a dock, berth, beach, seawall, ramp, or port.</p>	Yes	<p>The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs, shark part ,It shall prohibit retaining on board, transshipping and landing the following shark species: Atlantic Ocean: bigeye thresher sharks, whitetip sharks, hammerhead sharks (including <i>Sphyrna lewini</i>, <i>Sphyrna mokarran</i> and <i>Sphyrna zygaena</i>), silky sharks and North Atlantic shortfin mako</p>	
21-09	8	<p>8. Paragraphs 3 to 7 shall not apply to Iceland and Norway whose domestic law requires that any dead fish be landed, provided that:</p> <p>a) The fish is dead on haulback;</p> <p>b) Directed fishing for shortfin mako sharks is prohibited;</p> <p>c) The amount of landed North Atlantic shortfin mako is reported in the CPC's Shark Implementation Check</p>			

		Sheet, as required by Recommendation 18-06 and any future successor or revision thereto; d) North Atlantic shortfin mako be landed with their fins naturally attached; and e) Fishermen are prohibited from drawing any commercial value from such fish.			
21-09 (before 19- 06/17- 08)	9	Upon entry into force of this Recommendation, CPCs shall require vessels flying their flag to implement, while giving due consideration to the safety of the crew, the minimum standards for safe handling and release procedures of North Atlantic shortfin mako shark, as provided under Annex 2 of this Recommendation, in order to promptly release unharmed, to the extent practicable, and to improve survivability of live North Atlantic shortfin mako shark when brought alongside the vessel.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and then updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs, shark part, If fishing vessels caught the above shark species incidentally, the sharks shall be immediately released without further harm under the precondition of ensuring the safety of crew, and to record the details in the fishing log books accurately (with indication of status when releasing).	
21-09 (before 19-06 / 17-08)	11 (before 10)	CPCs shall report to the ICCAT Secretariat, in accordance with ICCAT data reporting requirements, total catches, including any landings, dead discards and live releases, of North Atlantic shortfin mako. The frequency of reporting shall be monthly for any permissible landings in order to closely monitor the uptake of the retention allowance, and annually for dead discards, live releases and total catches.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and the updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which clearly stipulated that comply with the ICCAT shark measures. Besides, the observer on board the vessel will also monitor to comply with the ICCAT measures. China fisheries authority hold training course for all the fishing vessel owner and captain about the ALL the ICCAT shark measures. Chinese government requires each vessel fill in the logbook	All information on shortfin mako can be found in Task 1 and Task 2, which reported to the SCRS on July 31, 2022.

CHINA

				accurately and timely including all shark species.	
21-09 (before 19-06 / 17-08	13	No later than 31 July 2022, CPCs that reported annual average catches (landings and dead discards) of North Atlantic shortfin mako over 1 t between 2018-2020 shall present to the SCRS the statistical methodology used to estimate dead discards and live releases. CPCs with artisanal and small-scale fisheries shall also provide information about their data collection programs.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and the updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which clearly stipulated that comply with the ICCAT shark measures.	China submitted a description document about the statistical methodology used to estimate dead discards and live releases of North Atlantic shortfin mako to the SCRS on July 31, 2022. (SCRS/2022/142)
21-09 (before 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	As part of their annual Task 1 and 2 data submissions, CPCs shall provide all relevant data for North Atlantic shortfin mako, including estimates of dead discards and live releases using the methods approved by the SCRS in paragraph 13.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and the updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which clearly stipulated that comply with the ICCAT shark measures.	31/07/2022
21-09 (before 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	If the Compliance Committee determines that CPCs that authorize their vessels to retain on board and land North Atlantic shortfin mako pursuant to paragraph 5 fail to report their catch data, including dead discards and live releases, the CPCs concerned shall require their fishing vessels to refrain from retaining any quantity of North Atlantic shortfin mako until such data have been reported.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and the updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which clearly stipulated that comply with the ICCAT shark measures. Besides, the observer on board the vessel will also monitor to comply with the ICCAT measures. China fisheries authority hold training course for all the fishing vessel owner and captain about the ALL the ICCAT shark measures. Chinese government requires	No Shortfin mako was retained on board and land by China fleets. All information on shortfin mako can be found in Task 1 and Task 2, which reported to the SCRS on July 31, 2022.

				each vessel fill in the logbook accurately and timely including all shark species.	
21-09 (before 19-06/ 17-08)	16	CPCs shall endeavor to gradually increase the observer coverage, including EMS, of all longline fishing vessels in ICCAT fisheries that may have potential interaction with North Atlantic shortfin mako sharks to 10%. This increase in the coverage should be implemented in accordance with provisions of Recommendation 16-14 either by means of the deployment of human observers on board vessels or through the use of EMS, taking into account minimum standards to be agreed by ICCAT, based on advice from the SCRS and PWG.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and the updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which clearly stipulated that comply with the ICCAT shark measures.	In 2021, the observer coverage for the operating targeting bluefin tuna was 100%. The observer coverage for the operating targeting bigeye tuna was about 16.9% (calculated using deployed hooks as effort) and 10.8% (calculated by fishing days). All information was recorded in the 2022 national report, which submitted to the Secretariat on Sep. 15, 2022.
21-09	17	Collection of biological samples during commercial fishing operations shall comply with the Recommendation by ICCAT on biological sampling of prohibited shark species by scientific observers (Rec. 13-10). CPCs should encourage the collection of biological data and biological samples of North Atlantic shortfin mako that are dead at haulback, such as muscle, vertebrae and reproductive tissues, consistent with the terms of this Recommendation and according to the recommendations of SCRS.	Yes	The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and the updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which clearly stipulated that comply with the ICCAT shark measures.	Biological data were recorded by the observers and submitted to the SCRS on July 31, 2022.
21-09	18	Notwithstanding paragraph 7, in the context of this Recommendation and only for vessels less than 15 meters, where an extraordinary safety concern exists that precludes deployment of an onboard observer, a CPC may exceptionally apply an alternative approach as set out in Recommendation 16-14.	N/A.		No China vessels were less than 15 meters. No alternative approach was applied.

		<p>This derogation from paragraph 7, shall be without prejudice to the overall commitment of all CPCs as outlined in this measure to immediately end overfishing and to reduce mortality levels. Any CPC wishing to avail itself of this alternative approach must:</p> <p>1) present the details of the approach to the SCRS based on the advice of the SCRS for evaluation and</p> <p>2) obtain approval from the Commission (as stipulated in Recommendation 16-14).</p>			
21-09	19	<p>CPCs are encouraged to investigate at-vessel and post-release mortality of shortfin mako including, but not exclusively through, the incorporation of hook-timers and of satellite tagging programs.</p>	No		China didn't conduct these surveys in 2021.
21-09	21 a)	<p>The SCRS shall provide to the Commission by 2023, and whenever new information becomes available, updated advice on mitigation measures aimed at further reducing shortfin mako mortality. For that purpose, by 30 April 2023, CPCs shall submit to the SCRS information by fishery on the technical and other management measures they have implemented for reducing total fishing mortality of North Atlantic shortfin mako sharks, except the CPCs that have already provided this information to the Secretariat.</p>	No		The technical and management measures for reducing total fishing mortality of North Atlantic shortfin mako are being developed. China will submit the document to the SCRS once it completes.
21-09	24	<p>Notwithstanding the provisions of Article VIII, paragraph 2 of the Convention, CPCs are strongly encouraged to implement, in accordance with their regulatory procedures, this Recommendation as soon as possible and before the date of its entry into force.</p>	Yes	<p>The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and the updated in 2019&2022 via Circular issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying</p>	<p>The Ministry of Agriculture of China issued in 2013 the Notification on strictly compliance with tuna international management measure and the updated in 2019&2022 via Circular (Nongyuban</p>

CHINA

				with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs which clearly stipulated that comply with the ICCAT shark measures.	2022-1, issued on 7 March, 2022) issued by General Office of Ministry of Agriculture and Rural Affairs on further strictly complying with conservation and management measures adopted by tuna-RFMOs
--	--	--	--	---	--

Hoja de control del cumplimiento de las medidas relacionadas con los tiburones

Nombre de la CPC: REPUBLICA DE HONDURAS

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
04-10	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (CPC) comunicarán anualmente los datos de la Tarea 1 y de la Tarea 2 para las capturas de tiburones, de conformidad con los procedimientos de comunicación de datos de ICCAT, incluyendo los datos históricos disponibles.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
	2	Las CPC tomarán las medidas necesarias para requerir a sus pescadores que utilicen íntegramente la totalidad de sus capturas de tiburones. La utilización íntegra se define como la retención por parte de los buques pesqueros de todas las partes del tiburón, con la excepción de la cabeza, las vísceras y la piel, hasta el primer punto de desembarque.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
	3	(1) Las CPC requerirán a sus buques que las aletas que lleven a bordo no superen el 5 % del peso de los tiburones a bordo, hasta el primer punto de desembarque.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies. Adicionalmente, Honduras es parte del Sistema de Integración Centroamericano donde rige la norma de descarga de aletas adheridas, de manera que la relación peso de aletas y cuerpo no aplica en la región, sino una norma de mayor rigor.

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		(2) Las CPC que actualmente no requieren que las aletas y las carcasas se desembarquen conjuntamente en el primer punto de desembarque, tomarán las medidas necesarias para garantizar el cumplimiento de la ratio del 5%, mediante la certificación y seguimiento por parte de un observador u otras medidas apropiadas.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
	5	Se prohibirá a los buques retener a bordo, transbordar o desembarcar aletas obtenidas contraviniendo esta Recomendación.	No		Aunque la prohibición regiría automáticamente cuando se llegare a autorizar una flota, Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
07-06	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC), especialmente aquellas con actividades de pesca dirigidas a los tiburones, presentarán datos de la Tarea 1 y la Tarea 2 para los tiburones, tal y como se requiere en los procedimientos de comunicación de datos de ICCAT (incluyendo estimaciones de descartes de ejemplares muertos y frecuencias de tallas), antes de la próxima evaluación del SCRS.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
	2	Hasta el momento en que se puedan determinar los niveles de captura sostenibles mediante evaluaciones de stock con revisión por pares llevadas a cabo por el SCRS u otras organizaciones, las CPC adoptarán las medidas necesarias para reducir la mortalidad por pesca en las pesquerías dirigidas	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está

HONDURAS

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)	Nota
		al marrajo sardinero (<i>Lamna nasus</i>) y al marrajo dientuso (<i>Isurus oxyrinchus</i>) del Atlántico norte.			prohibida la captura de estas especies.
09-07	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer para su venta cualquier parte o la carcasa entera del zorro ojón (<i>Alopias superciliosus</i>) en cualquier pesquería a excepción de las pesquerías costeras mexicanas de pequeña escala con una captura inferior a 110 ejemplares.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con rapidez e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares de tiburones zorro cuando sean llevados al costado del buque para subirlos a bordo.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
	4	Las CPC requerirán la recopilación y comunicación de datos de Tarea 1 y Tarea 2 para <i>Alopias</i> spp. que sean <i>distintas a A. superciliosus</i> , de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT. El número de descartes y liberaciones de <i>A. superciliosus</i> debe registrarse indicando su estado (muerto o vivo) y comunicarse a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
10-06	1	Las CPC incluirán en sus informes anuales de 2012 información sobre las acciones emprendidas para implementar las Recomendaciones 04-10, 05-05 y 07-06, en particular los pasos que han dado para mejorar su	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada

HONDURAS

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		recopilación de datos de Tarea 1 y Tarea 2 para las capturas objetivo y las capturas incidentales.			santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
10-07	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer para su venta cualquier parte o la carcasa entera de los tiburones oceánicos en cualquier pesquería.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
	2	Las CPC consignarán, a través de sus programas de observadores, el número de descartes y liberaciones de tiburones oceánicos, con una indicación de su estado (vivos o muertos), y lo comunicarán a ICCAT.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
10-08	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer para su venta cualquier parte o la carcasa entera de los peces martillo de la familia Sphyrnidae, (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>), capturados en la zona del Convenio en asociación con las pesquerías de ICCAT.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con rapidez e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares de peces martillo cuando sean llevados al costado del buque.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)	Nota
	3	(1) Los peces martillo que sean capturados por CPC costeras en desarrollo para consumo local están exentos de las medidas establecidas en los párrafos 1 y 2, siempre que estas CPC envíen datos de Tarea 1 y, si es posible, de Tarea 2 de conformidad con los procedimientos de comunicación establecidos por el SCRS. Si no es posible facilitar datos de captura por especies, deberán facilitarlos al menos por género <i>Sphyrna</i> .	No aplicable		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
		(2) Las CPC costeras en desarrollo exentas de esta prohibición de conformidad con este párrafo, deberían esforzarse en no incrementar sus capturas de peces martillo. Dichas CPC adoptarán las medidas necesarias para garantizar que los peces martillo de la familia Sphyrnidae (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>) no se comercializan internacionalmente y notificarán a la Comisión dichas medidas.	No aplicable		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
	4	Las CPC requerirán que el número de descartes y liberaciones de peces martillo sea consignado indicando su estado (muerto o vivo) y que sea comunicado a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
11-08	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) requerirán a los buques pesqueros que enarboles su pabellón y participen en pesquerías gestionadas por ICCAT que liberen a todos los ejemplares de tiburón jaquetón, independientemente de si están vivos o muertos, y prohibirán retener a bordo, transbordar o desembarcar cualquier parte o la	NO		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		carcasa entera de los ejemplares de tiburón jaquetón.			
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con rapidez los tiburones jaquetón ilesos, como muy tarde antes de colocar la captura en las bodegas de pescado, prestando la debida consideración a las cuestiones relacionadas con la seguridad de los miembros de la tripulación. Los cerqueros que participan en las pesquerías de ICCAT, se esforzarán en tomar medidas adicionales con el fin de incrementar la tasa de supervivencia de los ejemplares de tiburón jaquetón capturados de forma incidental.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
	3	Las CPC consignarán a través de sus programas de observadores el número de descartes y liberaciones de tiburón jaquetón con una indicación sobre su estado (vivo o muerto) y lo comunicarán a ICCAT	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
	4	(1) Los tiburones jaquetones que sean capturados por CPC costeras en desarrollo para consumo local están exentos de las medidas establecidas en los párrafos 1 y 2, siempre que estas CPC envíen datos de Tarea 1 y, si es posible, de Tarea 2 de conformidad con los procedimientos de comunicación establecidos por el SCRS. Las CPC que no hayan comunicado datos de tiburones específicos de las especies facilitarán, antes del 1 de julio de 2012, un plan para la mejora de su recopilación de datos sobre tiburones a nivel de especies para su examen por parte del SCRS y la Comisión.	NO		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio, ni existen registros de capturas destinadas al consumo local. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
		(2) Las CPC costeras en desarrollo exentas de la prohibición, de conformidad con	N/A		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio.

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		este párrafo, no incrementarán sus capturas de tiburón jaquetón. Dichas CPC adoptarán las medidas necesarias para garantizar que los peces martillo de la familia Sphyrnidae (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>) no se comercializan internacionalmente y notificarán a la Comisión dichas medidas.			Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies con el subpárrafo (1) anterior.
	6	La prohibición de retención del párrafo 1 no se aplica a las CPC cuyas leyes internas requieran que se desembarquen todos los ejemplares muertos, que los pescadores no obtengan ningún beneficio comercial de dicha pesca y que incluyan una prohibición para la pesquería de tiburón jaquetón.	No aplicable		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
11-15	1	Las CPC incluirán, en sus informes anuales, información sobre las acciones emprendidas para implementar sus obligaciones en materia de comunicación para todas las pesquerías de ICCAT, lo que incluye las especies de tiburones capturadas en asociación con pesquerías de ICCAT, en particular, los pasos que hayan dado para mejorar la recopilación de datos de Tarea 1 y Tarea 2 sobre capturas de especies objetivo y especies de captura fortuita.	no		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
15-06	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) requerirán a sus buques que liberen sin demora e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares de marrajo sardinero capturados en asociación con pesquerías de ICCAT cuando sean llevados vivos al costado del buque para subirlos a bordo.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
	2	Las CPC se asegurarán de que se recopilan los datos de Tarea 1 y Tarea 2 para el marrajo sardinero	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio.

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)	Nota								
		y de que se presentan de un modo conforme con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT. Los descartes y liberaciones de marrajo sardinero deben registrarse con indicación de su estado (muerto o vivo) y comunicarse a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.			Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.								
21-10 (antes 19-07, párr. 3)	1	<p>Las siguientes CPC estarán sujetas a los siguientes límites de captura:</p> <table border="1" data-bbox="371 837 628 969"> <thead> <tr> <th>CPC</th> <th>t</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>UE*</td> <td>32578</td> </tr> <tr> <td>Japón</td> <td>4010</td> </tr> <tr> <td>Marruecos</td> <td>1644</td> </tr> </tbody> </table> <p>*La Unión Europea está autorizada a transferir al Reino Unido 32,58 t de su límite de capturas en 2022.</p> <p>Todas las demás CPC se esforzarán por mantener sus capturas en niveles recientes.</p>	CPC	t	UE*	32578	Japón	4010	Marruecos	1644	SI		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies
CPC	t												
UE*	32578												
Japón	4010												
Marruecos	1644												
21-11 (antes 19-08, párr. 2)	1	Se establece un total admisible de capturas (TAC) anual de 28.923 t para la tintorera del Atlántico sur.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.								
19-07 / 19-08 (antes 16-12 para el norte)	4	<p>Cada CPC se asegurará de que sus buques que capturan tintorera del Atlántico [sur/norte] en asociación con las pesquerías de ICCAT en la zona del Convenio consignan sus capturas de conformidad con los requisitos establecidos en la Recomendación de ICCAT sobre el registro de capturas realizadas por barcos en la zona del Convenio ICCAT [Rec. 03-13].</p> <p>(En la Rec. 03-13 se estipula que: Cada Parte contratante, Parte, Entidad o Entidad pesquera no</p>	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.								

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		contratante colaboradora abanderante deberá cerciorarse de que todos los barcos de pesca que enarbolan su bandera y que tienen autorización para pescar las especies reguladas por ICCAT en la zona del Convenio están obligados al uso de un sistema de registro de datos. Todos los barcos comerciales de más de 24 m de eslora total deberán mantener un cuaderno de pesca encuadernado o en formato electrónico, en el cual registrarán la información que se estipula en el “Manual de operaciones de ICCAT”. En el caso de los barcos de pesca deportiva, se aceptarán otros sistemas comparables de recopilación de datos).			
19-07 / 19-08 (antes 16-12 para el norte)	5	Las CPC implementarán programas de recopilación de datos que garanticen la comunicación a ICCAT de datos precisos de captura, esfuerzo, talla y descartes de tinterera del Atlántico norte de plena conformidad con los requisitos de ICCAT para la presentación de datos de Tarea 1 y la Tarea 2.	No aplicable		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
19-07 / 19-08 (antes 16-12 para el norte)	7	Se insta a las CPC a emprender trabajos de investigación que proporcionen información sobre parámetros ecológicos/biológicos clave, ciclo vital, migraciones, supervivencia tras la liberación y características de conducta de la tinterera [norte/sur]. Dicha información se pondrá a disposición del SCRS.	No aplicable		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
18-06	3	Las Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en los sucesivo denominadas CPC) podrán quedar exentas de presentar la hoja de comprobación cuando no sea probable que los buques que enarbolan su pabellón capturen ninguna de las especies de	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		tiburones cubiertas por las Recomendaciones 04-10, 07-06, 09-07, 10-06, 10-07, 10-08, 11-08, 11-15, 12-05, 14-06 y 15-06 a condición de que las CPC afectadas obtengan una confirmación del Grupo de especies de tiburones mediante los datos necesarios presentados por las CPC con este fin.			prohibida la captura de estas especies.
21-09 (antes 19-06 / 17- 08)	2	Con este fin, las CPC aplicarán las normas establecidas en esta Recomendación con el objetivo de reducir la mortalidad por pesca total (la suma de cualquier retención, descarte de ejemplares muertos y mortalidad tras la liberación de los descartes de ejemplares vivos) para mantener la mortalidad en niveles sostenibles para la recuperación del stock y establecer un proceso para determinar si en algún año determinado existe una posibilidad de retención.	Sí	Decreto Legislativo 107-2011 que declara santuario de tiburones	Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
21-09 (antes 19-06 / 17- 08)	3	Las CPC implementarán una prohibición sobre retener a bordo y desembarcar, total o parcialmente, marrajo dientuso del Atlántico norte capturado en asociación con las pesquerías de ICCAT en 2022 y 2023 como primer paso para la recuperación de stock.	SI	Decreto Legislativo 107-2011 que declara santuario de tiburones	Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
21-09	6	Las CPC cuyos buques pesqueros retienen marrajo dientuso del Atlántico norte prohibirán transbordar, total o parcialmente, marrajo dientuso del Atlántico norte capturado en asociación con las pesquerías de ICCAT.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	7	Cualquier retención permitida, de conformidad con el párrafo 5, sólo se autorizará cuando el pez esté muerto en el momento de la virada, y el buque lleve a bordo	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	Nota
		<p>un observador o un sistema de seguimiento electrónico (EMS) en funcionamiento para verificar el estado de los tiburones.</p> <p>a) En el caso de los buques de 12 metros o menos, un buque no podrá retener más de un ejemplar de marrajo dientuso del Atlántico norte en cualquier marea.</p> <p>b) Para los fines de este párrafo, una marea de pesca se define como el periodo que comienza cuando un buque pesquero sale de un muelle, atracadero, playa, dique, rampa o puerto para realizar operaciones de pesca y que termina con la vuelta al muelle, atracadero, playa, dique, rampa o puerto.</p>			<p>exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.</p>
21-09	8	<p>8. Los párrafos 3 a 7 no se aplicarán a Islandia ni a Noruega cuyas leyes internas requieren que se desembarquen todos los ejemplares muertos, siempre y cuando:</p> <p>a) el pez esté muerto al izarlo a bordo</p> <p>b) la pesca dirigida al marrajo dientuso esté prohibida;</p> <p>c) la cantidad de marrajo dientuso del Atlántico norte desembarcada se comunique en la hoja de comprobación de implementación de tiburones de la CPC, tal y como requiere la Recomendación 18-06 y cualquier sucesora futura o revisión de esta;</p> <p>d) el marrajo dientuso del Atlántico norte se desembarque con las aletas pegadas naturalmente al cuerpo; y</p> <p>e) se prohíba a los pescadores obtener valor comercial alguno de dichos peces.</p>	N/A		<p>Honduras no está involucrada en la disposición que aplica solo a Islandia y a Noruega</p>
21-09 (antes	9	<p>A partir de la entrada en vigor de esta Recomendación, las CPC requerirán a los buques que</p>	NO		<p>Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio.</p>

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	Nota
19-06 / 17-08)		enarboles su pabellón que implementen, teniendo debidamente en cuenta la seguridad de la tripulación, las normas mínimas para los procedimientos de manipulación y liberación seguras de los ejemplares de marrajo dientuso del Atlántico norte, tal y como están prevista en el Anexo 2 de la presente Recomendación, con el fin de liberar sin demora e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte y mejorar su capacidad de supervivencia cuando sean llevados al costado del buque.			Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
21-09 (antes 19-06 / 17- 08)	11 (antes 10)	Las CPC comunicarán a la Secretaría de ICCAT, de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT, las capturas totales, incluidos cualquier desembarque, los descartes de ejemplares muertos y las liberaciones de ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte La frecuencia de comunicación será mensual para todos los desembarques permitidos con el fin de realizar un seguimiento estrecho del consumo de la tolerancia de retención y anual para los descartes de ejemplares muertos, las liberaciones de ejemplares vivos y las capturas totales.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
21-09 (antes 19-06 / 17- 08)	13	A más tardar el 31 de julio de 2022, las CPC que comunicaron capturas medias anuales (desembarques y descartes de ejemplares muertos) de marrajo dientuso del Atlántico norte de más de 1 t entre 2018-2020 presentarán al SCRS la metodología estadística utilizada para estimar los descartes de ejemplares muertos y las liberaciones de ejemplares vivos. Las CPC con pesquerías artesanales y de pequeña escala proporcionarán también información sobre sus	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.

HONDURAS

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		programas de recopilación de datos.			
21-09 (antes 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	Como parte de su presentación anual de datos de Tareas 1 y 2, las CPC proporcionarán todos los datos pertinentes para el marrajo dientuso del Atlántico norte, incluidas las estimaciones de descartes de ejemplares muertos y liberaciones de ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte, utilizando los métodos aprobados por el SCRS con arreglo al párrafo 13.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
21-09 (antes 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	Si el Comité de cumplimiento determina que las CPC que autorizan a sus buques a retener a bordo y desembarcar marrajo dientuso del Atlántico norte, de conformidad con el párrafo 5, no comunican sus datos de captura, incluidos los descartes de ejemplares muertos y las liberaciones de ejemplares vivos, las CPC afectadas requerirán a sus buques que se abstengan de retener cualquier cantidad de marrajo dientuso del Atlántico norte hasta que se hayan comunicado dichos datos.	N/A		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	16	Las CPC se esforzarán por incrementar gradualmente hasta el 10 % la cobertura de observadores, incluido mediante EMS, de todos los buques de pesca de palangre en las pesquerías de ICCAT, que puedan interactuar potencialmente con el marrajo dientuso del Atlántico norte. Este aumento de la cobertura debería implementarse de acuerdo con las disposiciones de la Recomendación 16-14, ya sea mediante el despliegue de observadores humanos a bordo de los buques o mediante el uso del EMS, teniendo en cuenta las normas mínimas que debe acordar ICCAT, basándose en el asesoramiento del SCRS y del GTP.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
21-09	17	La recogida de muestras biológicas durante las	No		Honduras no posee flotas comerciales en

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	Nota
		operaciones de pesca comercial cumplirá las disposiciones de la Recomendación de ICCAT sobre el muestreo biológico de especies prohibidas de tiburones por parte de observadores científicos (Rec. 13-10). Las CPC deberían fomentar la recogida de datos biológicos y muestras biológicas de los ejemplares marrajo dientuso del Atlántico norte que estén muertos en la virada, como músculos, vértebras y tejidos reproductivos, de acuerdo con los términos de esta Recomendación y según las recomendaciones del SCRS.			el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
21-09	18	<p>No obstante lo establecido en el párrafo 7, en el contexto de esta Recomendación y solo para buques de menos de 15 m, cuando exista una inquietud extraordinaria en cuanto a seguridad que impida la asignación de un observador a bordo, una CPC podrá aplicar de manera excepcional un enfoque alternativo, tal y como se establece en la Recomendación 16-14. Esta derogación del párrafo 7 se aplicará sin perjuicio del compromiso general de todas las CPC como se indica en esta medida para finalizar de manera inmediata la sobrepesca y para reducir los niveles de mortalidad. Toda CPC que desee aprovechar este enfoque alternativo deberá:</p> <p>1) presentar los detalles del enfoque al SCRS basándose en el asesoramiento del SCRS para la evaluación y</p> <p>2) obtener la aprobación de la Comisión (conforme a lo establecido en la Recomendación 16-14).</p>	N/A		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
21-09	19	Además, se insta a las CPC a investigar la mortalidad en el buque y posterior a la liberación del marrajo dientuso, lo que incluye, pero no exclusivamente,	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		la incorporación de temporizadores de anzuelos y de programas de marcado por satélite.			exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
21-09	21 a)	El SCRS proporcionará a la Comisión desde ahora hasta 2023, y siempre que se disponga de nueva información, un asesoramiento actualizado sobre las medidas de mitigación destinadas a reducir aún más la mortalidad del marrajo dientuso. Para ello, antes del 30 de abril de 2023 las CPC presentarán al SCRS información por pesquería sobre las medidas técnicas y otras medidas de ordenación que hayan aplicado para reducir la mortalidad por pesca total del marrajo dientuso del Atlántico norte, con la excepción de aquellas CPC que ya hayan presentado dicha información a la Secretaría.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.
21-09	24	Sin perjuicio de lo dispuesto en el párrafo 2 del Artículo VIII del Convenio, se alienta encarecidamente a las CPC a que apliquen de acuerdo con sus procedimientos reglamentarios esta Recomendación lo antes posible y antes de la fecha de su entrada en vigor.	No		Honduras no posee flotas comerciales en el área del Convenio. Adicionalmente, la zona económica exclusiva de Honduras fue declarada santuario de tiburones y por tanto está prohibida la captura de estas especies.

Shark Implementation Check Sheet

(Name of CPC) LIBYA

<i>Rec. #</i>	<i>Para #</i>	<i>Requirement</i>	<i>Status of implementation</i>	<i>Relevant domestic laws or regulations (as applicable, include text, references, or links where this information is codified)</i>	<i>Note</i>
04-10	1	Contracting Parties, Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (CPCs) shall annually report Task 1 and Task 2 data for catches of sharks, in accordance with ICCAT data reporting procedures, including available historical data.	No		There is no historic data available in the current time
	2	CPCs shall take the necessary measures to require that their fishermen fully utilize their entire catches of sharks. Full utilization is defined as retention by the fishing vessel of all parts of the shark excepting head, guts and skins, to the point of first landing.	Yes	Law 14/89 for fisheries which in process amendments to include Iccat conservation and management measures. local legislation way of decree 33,2019 amended by #32/2021	There is a production monitor at all point of first landing through certification, monitoring by an observer
	3	(1) CPCs shall require their vessels to not have onboard fins that total more than 5% of the weight of sharks onboard, up to the first point of landing.	Yes	Law 14/89 for fisheries which in process amendments to include ICCAT conservation and management measures. local legislation way of decree 33,2019 amended by #32/2021	There is a production monitor at all point of first landing through certification, monitoring by an observer
		(2) CPCs that currently do not require fins and carcasses to be offloaded together at the point of first landing shall take the necessary measures to ensure compliance with the 5% ratio through certification, monitoring by an observer, or other appropriate measures.	Yes	Law 14/89 for fisheries which in process amendments to include ICCAT conservation and management measures. local legislation way of decree 33, 2019 amended by #32/2021	There is a production monitor at all point of first landing through certification, monitoring by an observer

LIBYA

	5	Fishing vessels are prohibited from retaining on board, transshipping or landing any fins harvested in contravention of this Recommendation.	Yes	Law 14/89 for fisheries which in process amendments to include Iccat conservation and management measures. local legislation way of decree 33, 2019 amended by #32/2021	Fishing vessels are prohibited from retaining on board, transshipping or landing any fins harvested in contravention of this Recommendation.
07-06	1	Contracting Parties, Cooperating non-Contracting Parties, Entities and Fishing Entities (hereinafter referred to as CPCs), especially those directing fishing activities for sharks, shall submit Task 1 and 2 data for sharks, as required by ICCAT data reporting procedures (including estimates of dead discards and size frequencies) in advance of the next SCRS assessment.	Yes	law14/89 for fisheries which in process amendments to include Iccat conservation and management measures. local legislation way of decree 33,2019 amended by #32/2021	Sent to ICCAT 2021/08/14
	2	Until such time as sustainable levels of harvest can be determined through peer reviewed stock assessments by SCRS or other organizations, CPCs shall take appropriate measures to reduce fishing mortality in fisheries targeting porbeagle (<i>Lamna nasus</i>) and North Atlantic shortfin mako sharks (<i>Isurus oxyrinchus</i>).	N/A		"Libya has no fishery targeting porbeagle or North Atlantic shortfin mako
09-07	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit, retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of bigeye thresher sharks (<i>Alopias superciliosus</i>) in any fishery with exception of a Mexican small-scale coastal fishery with a catch of less than 110 fish.	N/A		This species not fished in Libya.
	2	CPCs shall require vessels flying their flag to promptly release unharmed, to the extent practicable, bigeye thresher sharks when brought along side for taking on board the vessel.	Yes	Law 14/89 for fisheries which in process amendments to include Iccat conservation and management measures. local legislation way of decree 33, 2019 amended by #32/2021	

LIBYA

	4	CPCs shall require the collection and submission of Task 1 and Task 2 data for <i>Alopias</i> spp other than <i>A. superciliosus</i> in accordance with ICCAT data reporting requirements. The number of discards and releases of <i>A. superciliosus</i> must be recorded with indication of status (dead or alive) and reported to ICCAT in accordance with ICCAT data reporting requirements.	Yes		Sent to ICCAT 2021/08/14.
10-06	1	CPCs shall include information in their 2012 Annual Reports on actions taken to implement Recommendations 04-10, 05-05, and 07-06, in particular the steps taken to improve their Task 1 and Task 2 data collection for direct and incidental catches.	Yes		
10-07	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of oceanic whitetip sharks in any fishery.	Yes	Law 14/89 for fisheries which in process amendments to include Iccat conservation and management measures. local legislation way of decree 33, 2019 amended by #32/2021	There is a production monitor at all point of first landing through certification, monitoring by an observer
	2	CPCs shall record through their observer programs the number of discards and releases of oceanic whitetip sharks with indication of status (dead or alive) and report it to ICCAT.	No		There is no Such program in 2020
10-08	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of hammerhead sharks of the family Sphyrnidae (except for the <i>Sphyrna tiburo</i>), taken in the Convention area in association with ICCAT fisheries.	Yes	There is a production monitor at all point of first landing through certification, monitoring by an observer, local legislation way of decree 33, 2019 amended by #32/2021	This species not fished in Libya.
	2	CPCs shall require vessels flying their flag, to promptly release unharmed, to the extent practicable, hammerhead sharks when brought alongside the vessel.	Yes		
	3	(1) Hammerhead sharks that are caught by developing coastal CPCs for local consumption are exempted from the measures established in paragraphs 1 and 2, provided these	N/A		This species not fished in Libya.

LIBYA

		CPCs submit Task 1 and, if possible, Task 2 data according to the reporting procedures established by the SCRS. If it is not possible to provide catch data by species, they shall be provided at least by genus <i>Sphyrna</i> .			
		(2) Developing coastal CPCs exempted from this prohibition pursuant to this paragraph should endeavor not to increase their catches of hammerhead sharks. Such CPCs shall take necessary measures to ensure that hammerhead sharks of the family Sphyrnidae (except of <i>Sphyrna tiburo</i>) will not enter international trade and shall notify the Commission of such measures.	N/A		This species not fished in Libya.
	4	CPCs shall require that the number of discards and releases of hammerhead sharks are recorded with indication of status (dead or alive) and reported to ICCAT in accordance with ICCAT data reporting requirements.	No		This species not fished in Libya.
11-08	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall require fishing vessels flying their flag and operating in ICCAT managed fisheries to release all silky sharks whether dead or alive, and prohibit retaining on board, transshipping, or landing any part or whole carcass of silky shark.	No		This species not fished in Libya.
	2	CPCs shall require vessels flying their flag to promptly release silky sharks unharmed, at the latest before putting the catch into the fish holds, giving due consideration to the safety of crew members. Purse seine vessels engaged in ICCAT fisheries shall endeavor to take additional measures to increase the survival rate of silky sharks incidentally caught.	Yes	Law 14/89 for fisheries which in process amendments to include ICCAT conservation and management measures	
	3	CPCs shall record through their observer programs the number of discards and releases of silky sharks with indication of status (dead or alive) and report them to ICCAT.	No		This species not fished in Libya.
	4	(1) Silky sharks that are caught by developing coastal CPCs for local consumption are exempted from the measures established in paragraphs 1 and 2, provided these CPCs submit Task 1 and, if possible, Task 2 data according to the reporting	No		This species not fished in Libya.

LIBYA

		procedures established by the SCRS. CPCs that have not reported species-specific shark data shall provide a plan by July 1, 2012, for improving their data collection for sharks on a species specific level for review by the SCRS and Commission.			
		(2) Developing coastal CPCs exempted from the prohibition pursuant to this paragraph shall not increase their catches of silky sharks. Such CPCs shall take necessary measures to ensure that silky sharks will not enter international trade and shall notify the Commission of such measures.	N/A		This species not fished in Libya.
	6	The prohibition on retention in paragraph 1 does not apply to CPCs whose domestic law requires that all dead fish be landed, that the fishermen cannot draw any commercial profit from such fish and that includes a prohibition against silky shark fisheries.	N/A		This species not fished in Libya.
11-15	1	CPCs shall include information in their Annual Reports on actions taken to implement their reporting obligations for all ICCAT fisheries, including shark species caught in association with ICCAT fisheries, in particular the steps taken to improve their Task 1 and Task 2 data collection for direct and incidental catches.	Yes	Law 14/89 for fisheries which in process amendments to include ICCAT conservation and management measures	Sent to ICCAT 2021/09/08.
15-06	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall require their vessels to promptly release unharmed, to the extent practicable, porbeagle sharks caught in association with ICCAT fisheries when brought alive alongside for taking on board the vessel.	Yes	Law 14/89 for fisheries which in process amendments to include Iccat conservation and management measures. local legislation way of decree 33, 2019 amended by #32/2021	
	2	CPCs shall ensure the collection of Task 1 and Task 2 data for porbeagle sharks and their submission in accordance with ICCAT data reporting requirements. Discards and releases of porbeagle sharks shall be recorded with indication of status (dead or alive) and reported to ICCAT in accordance with ICCAT data reporting requirements.	Yes	Law 14/89 for fisheries which in process amendments to include Iccat conservation and management measures. local legislation way of decree 33, 2019 amended by #32/2021	There is a production monitor at all point of first landing through certification, monitoring by an observer Sent to ICCAT 2021/08/14.

LIBYA

21-10 (before, 19-07, para 3)	1	<p>The following CPCs shall be subject to the following catch limits:</p> <table border="1" data-bbox="451 277 691 409"> <thead> <tr> <th>CPC</th> <th>t</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>EU*</td> <td>32,578</td> </tr> <tr> <td>Japan</td> <td>4,010</td> </tr> <tr> <td>Morocco</td> <td>1,644</td> </tr> </tbody> </table> <p>*The European Union is authorised to transfer 32.58 t from its catch limit in 2022 to the United Kingdom.</p> <p>All other CPCs shall endeavor to maintain their catches at recent levels.</p>	CPC	t	EU*	32,578	Japan	4,010	Morocco	1,644	No		This species not fished in Libya
CPC	t												
EU*	32,578												
Japan	4,010												
Morocco	1,644												
21-11 (before, 19-08, para 2)	1	An annual Total Allowable Catch (TAC) of 28,923 t for South Atlantic blue shark is established.	No		This species not fished in Libya								
19-07/19-08 (before 16-12 for North)	4	<p>Each CPC shall ensure that its vessels catching [North/South] Atlantic blue shark in association with ICCAT fisheries in the Convention area record their catch in accordance with the requirements set out in the Recommendation by ICCAT Concerning the Recording of Catch by Fishing Vessels in the ICCAT Convention Area (Rec. 03-13).</p> <p>(Rec. 03-13 provides: Each flag Contracting Party, Cooperating non-Contracting Party, Entity or Fishing Entity shall ensure that all fishing vessels flying its flag and authorized to fish species managed by ICCAT in the Convention area be subject to a data recording system. All commercial fishing vessels over 24 m length overall shall keep a bound or electronic logbook recording the information required in the ICCAT Field Manual for Statistics and Sampling. In the case of sport fishing vessels, other comparable data-collection systems shall be acceptable.)</p>	No		This species is not fished in CPC Libya Sea water. No Vessels Record available to be submitted to ICCAT Secretariat.								
19-07/19-08 (before 16-12 for North)	5	CPCs shall implement data collection programmes that ensure the reporting to ICCAT of accurate [North/South] Atlantic blue shark catch, effort, size and discard data to ICCAT in full accordance with the ICCAT requirements for provision of Task 1 and Task 2 data.	N/A		This species not fished in Libya								
19-07/19-08 (before 16-12 for North)	7	CPCs are encouraged to undertake scientific research that would provide information on key biological/ecological parameters, life-history, migrations, post-release survivorship and	N/A		This species not fished in Libya								

LIBYA

		behavioral traits of [North/South] blue sharks. Such information shall be made available to the SCRS.			
18-06	3	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) may be exempt from the submission of the check sheet when vessels flying their flag are not likely to catch any sharks species covered by the Recommendations Rec. 04-10, 07-06, 09-07, 10-06, 10-07, 10-08, 11-08, 11-15, 12-05, 14-06 and 15-06 on the condition that the concerned CPCs obtained a confirmation by the Sharks Species Group through necessary data submitted by CPCs for this purpose.	No		No domestic fisheries that use shark resources.
21-09 (before 19-06 / 17-08)	2	Toward that end, the rules set out in this Recommendation shall be applied by CPCs with the aim to reduce total fishing mortality (the sum of any retention, dead discards, and post-release mortality of live discards), to maintain mortality at sustainable levels to rebuild the stock, and to establish a process to determine whether in any given year there is a possibility for retention.	No		This species not fished in Libya
21-09 (before 19-06 / 17-08)	3	CPCs shall implement a prohibition on retaining on board, transshipping and landing, whole or in part, North Atlantic shortfin mako caught in association with ICCAT fisheries in 2022 and 2023 as a first step in rebuilding the stock.	Yes		Law 14/89 for fisheries which in process amendments to include Iccat conservation and management measures. local legislation way of decree 33, 2019
21-09	6	CPCs whose fishing vessels retain North Atlantic shortfin mako shall prohibit transshipping, whole or in part, North Atlantic shortfin mako caught in association with ICCAT fisheries.	No		This species not fished in Libya
21-09 (before 19-06/17-08)	7	Any retention permissible in accordance with paragraph 5 shall be allowed only when the fish is dead on haulback and the vessel has an observer or a functioning electronic monitoring system (EMS) on board to verify the condition of the sharks: a) For vessels of 12 meters or less, no more than one specimen of North Atlantic shortfin mako shall be retained by a vessel for any fishing trip.	No		This species not fished in Libya

LIBYA

		b) For the purposes of this paragraph, a fishing trip is defined as the time period that begins when a fishing vessel departs from a dock, berth, beach, seawall, ramp, or port to carry out fishing operations and that terminates with a return to a dock, berth, beach, seawall, ramp, or port.			
21-09	8	8. Paragraphs 3 to 7 shall not apply to Iceland and Norway whose domestic law requires that any dead fish be landed, provided that: a) The fish is dead on haulback; b) Directed fishing for shortfin mako sharks is prohibited; c) The amount of landed North Atlantic shortfin mako is reported in the CPC's Shark Implementation Check Sheet, as required by Rec. 18-06 and any future successor or revision thereto; d) North Atlantic shortfin mako be landed with their fins naturally attached; and e) Fishermen are prohibited from drawing any commercial value from such fish.	N/A		
21-09 (before 19-06/17-08)	9	Upon entry into force of this Recommendation, CPCs shall require vessels flying their flag to implement, while giving due consideration to the safety of the crew, the minimum standards for safe handling and release procedures of North Atlantic shortfin mako shark, as provided under Annex 2 of this Recommendation, in order to promptly release unharmed, to the extent practicable, and to improve survivability of live North Atlantic shortfin mako shark when brought alongside the vessel.	No		This species not fished in Libya
21-09 (before 19-06 / 17-08)	11 (before 10)	CPCs shall report to the ICCAT Secretariat, in accordance with ICCAT data reporting requirements, total catches, including any landings, dead discards and live releases, of North Atlantic shortfin mako. The frequency of reporting shall be monthly for any permissible landings in order to closely monitor the uptake of the retention allowance, and annually for dead discards, live releases and total catches.	No		This species not fished in Libya
21-09 (before 19-06 / 17-08)	13	No later than 31 July 2022, CPCs that reported annual average catches (landings and dead discards) of North Atlantic shortfin mako over 1 t between 2018-2020 shall present to the SCRS the	N/A.		This species not fished in Libya

LIBYA

		statistical methodology used to estimate dead discards and live releases. CPCs with artisanal and small-scale fisheries shall also provide information about their data collection programs.			
21-09 (before 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	As part of their annual Task 1 and 2 data submissions, CPCs shall provide all relevant data for North Atlantic shortfin mako, including estimates of dead discards and live releases using the methods approved by the SCRS in paragraph 13.	No		This species not fished in Libya
21-09 (before 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	If the Compliance Committee determines that CPCs that authorize their vessels to retain on board and land North Atlantic shortfin mako pursuant to paragraph 5 fail to report their catch data, including dead discards and live releases, the CPCs concerned shall require their fishing vessels to refrain from retaining any quantity of North Atlantic shortfin mako until such data have been reported.	No		This species not fished in Libya.
21-09 (before 19-06/ 17-08)	16	CPCs shall endeavor to gradually increase the observer coverage, including EMS, of all longline fishing vessels in ICCAT fisheries that may have potential interaction with North Atlantic shortfin mako sharks to 10%. This increase in the coverage should be implemented in accordance with provisions of Recommendation 16-14 either by means of the deployment of human observers on board vessels or through the use of EMS, taking into account minimum standards to be agreed by ICCAT, based on advice from the SCRS and PWG.	No		This species not fished in Libya
21-09	17	Collection of biological samples during commercial fishing operations shall comply with the Recommendation by ICCAT on biological sampling of prohibited shark species by scientific observers (Rec. 13-10). CPCs should encourage the collection of biological data and biological samples of North Atlantic shortfin mako that are dead at haulback, such as muscle, vertebrae and reproductive tissues, consistent with the terms of this Recommendation and according to the recommendations of SCRS.	No		This species not fished in Libya
21-09	18	Notwithstanding paragraph 7, in the context of this Recommendation and only for	No.		This species not fished in Libya

LIBYA

		<p>vessels less than 15 meters, where an extraordinary safety concern exists that precludes deployment of an onboard observer, a CPC may exceptionally apply an alternative approach as set out in Recommendation 16-14. This derogation from paragraph 7, shall be without prejudice to the overall commitment of all CPCs as outlined in this measure to immediately end overfishing and to reduce mortality levels. Any CPC wishing to avail itself of this alternative approach must:</p> <p>1) present the details of the approach to the SCRS based on the advice of the SCRS for evaluation and</p> <p>2) obtain approval from the Commission (as stipulated in Recommendation 16-14).</p>			
21-09	19	CPCs are encouraged to investigate at-vessel and post-release mortality of shortfin mako including, but not exclusively through, the incorporation of hook-timers and of satellite tagging programs.	Yes		There is a production monitor at all point of first landing through certification, monitoring by an observer
21-09	21 a)	The SCRS shall provide to the Commission by 2023, and whenever new information becomes available, updated advice on mitigation measures aimed at further reducing shortfin mako mortality. For that purpose, by 30 April 2023, CPCs shall submit to the SCRS information by fishery on the technical and other management measures they have implemented for reducing total fishing mortality of North Atlantic shortfin mako sharks, except the CPCs that have already provided this information to the Secretariat.	No		This species not fished in Libya
21-09	24	Notwithstanding the provisions of Article VIII, paragraph 2 of the Convention, CPCs are strongly encouraged to implement, in accordance with their regulatory procedures, this Recommendation as soon as possible and before the date of its entry into force.	No		This species not fished in Libya

Hoja de control del cumplimiento de las medidas relacionadas con los tiburones

Nombre de la CPC: NICARAGUA

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
04-10	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (CPC) comunicarán anualmente los datos de la Tarea 1 y de la Tarea 2 para las capturas de tiburones, de conformidad con los procedimientos de comunicación de datos de ICCAT, incluyendo los datos históricos disponibles.			Sí, 23/sept/2022
	2	Las CPC tomarán las medidas necesarias para requerir a sus pescadores que utilicen íntegramente la totalidad de sus capturas de tiburones. La utilización íntegra se define como la retención por parte de los buques pesqueros de todas las partes del tiburón, con la excepción de la cabeza, las vísceras y la piel, hasta el primer punto de desembarque.			No, confirmamos captura cero
	3	(1) Las CPC requerirán a sus buques que las aletas que lleven a bordo no superen el 5 % del peso de los tiburones a bordo, hasta el primer punto de desembarque.			No, confirmamos captura cero
		(2) Las CPC que actualmente no requieren que las aletas y las carcasas se desembarquen conjuntamente en el primer punto de desembarque, tomarán las medidas necesarias para garantizar el cumplimiento de la ratio del 5%, mediante la certificación y seguimiento por parte de un observador u otras medidas apropiadas.			No, confirmamos captura cero
	5	Se prohibirá a los buques retener a bordo, transbordar			No, confirmamos captura cero

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		o desembarcar aletas obtenidas contraviniendo esta Recomendación.			
07-06	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC), especialmente aquellas con actividades de pesca dirigidas a los tiburones, presentarán datos de la Tarea 1 y la Tarea 2 para los tiburones, tal y como se requiere en los procedimientos de comunicación de datos de ICCAT (incluyendo estimaciones de descartes de ejemplares muertos y frecuencias de tallas), antes de la próxima evaluación del SCRS.			No, confirmamos captura cero
	2	Hasta el momento en que se puedan determinar los niveles de captura sostenibles mediante evaluaciones de stock con revisión por pares llevadas a cabo por el SCRS u otras organizaciones, las CPC adoptarán las medidas necesarias para reducir la mortalidad por pesca en las pesquerías dirigidas al marrajo sardinero (<i>Lamna nasus</i>) y al marrajo dientuso (<i>Isurus oxyrinchus</i>) del Atlántico norte.			N/A
09-07	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer para su venta cualquier parte o la carcasa entera del zorro ojón (<i>Alopias superciliosus</i>)			No, no tenemos flota operando en la zona del Convenio.

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		en cualquier pesquería a excepción de las pesquerías costeras mexicanas de pequeña escala con una captura inferior a 110 ejemplares.			
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con rapidez e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares de tiburones zorro cuando sean llevados al costado del buque para subirlos a bordo.			No, confirmamos captura cero
	4	Las CPC requerirán la recopilación y comunicación de datos de Tarea 1 y Tarea 2 para <i>Alopias</i> spp. que sean <i>distintas a A. superciliosus</i> , de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT. El número de descartes y liberaciones de <i>A. superciliosus</i> debe registrarse indicando su estado (muerto o vivo) y comunicarse a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.			No, confirmamos captura cero
10-06	1	Las CPC incluirán en sus informes anuales de 2012 información sobre las acciones emprendidas para implementar las Recomendaciones 04-10, 05-05 y 07-06, en particular los pasos que han dado para mejorar su recopilación de datos de Tarea 1 y Tarea 2 para las capturas objetivo y las capturas incidentales.			No, confirmamos captura cero
10-07	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer			No, confirmamos captura cero

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		para su venta cualquier parte o la carcasa entera de los tiburones oceánicos en cualquier pesquería.			
	2	Las CPC consignarán, a través de sus programas de observadores, el número de descartes y liberaciones de tiburones oceánicos, con una indicación de su estado (vivos o muertos), y lo comunicarán a ICCAT.			No, confirmamos captura cero
10-08	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer para su venta cualquier parte o la carcasa entera de los peces martillo de la familia Sphyrnidae, (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>), capturados en la zona del Convenio en asociación con las pesquerías de ICCAT.			No, confirmamos captura cero
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con rapidez e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares de peces martillo cuando sean llevados al costado del buque.			No, confirmamos captura cero
	3	(1) Los peces martillo que sean capturados por CPC costeras en desarrollo para consumo local están exentos de las medidas establecidas en los párrafos 1 y 2, siempre que estas CPC envíen datos de Tarea 1 y, si es posible, de Tarea 2 de conformidad con los procedimientos de comunicación establecidos por el SCRS. Si no es posible facilitar datos de captura por			No, confirmamos captura cero

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		especies, deberán facilitarlos al menos por género <i>Sphyrna</i> .			
		(2) Las CPC costeras en desarrollo exentas de esta prohibición de conformidad con este párrafo, deberán esforzarse en no incrementar sus capturas de peces martillo. Dichas CPC adoptarán las medidas necesarias para garantizar que los peces martillo de la familia Sphyrnidae (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>) no se comercializan internacionalmente y notificarán a la Comisión dichas medidas.			No, confirmamos captura cero
	4	Las CPC requerirán que el número de descartes y liberaciones de peces martillo sea consignado indicando su estado (muerto o vivo) y que sea comunicado a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.			No, confirmamos captura cero
11-08	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) requerirán a los buques pesqueros que enarbolan su pabellón y participen en pesquerías gestionadas por ICCAT que liberen a todos los ejemplares de tiburón jaquetón, independientemente de si están vivos o muertos, y prohibirán retener a bordo, transbordar o desembarcar cualquier parte o la carcasa entera de los ejemplares de tiburón jaquetón.			No, confirmamos captura cero
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con			No, confirmamos captura cero

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		rapidez los tiburones jaquetón ilesos, como muy tarde antes de colocar la captura en las bodegas de pescado, prestando la debida consideración a las cuestiones relacionadas con la seguridad de los miembros de la tripulación. Los cerqueros que participan en las pesquerías de ICCAT, se esforzarán en tomar medidas adicionales con el fin de incrementar la tasa de supervivencia de los ejemplares de tiburón jaquetón capturados de forma incidental.			
	3	Las CPC consignarán a través de sus programas de observadores el número de descartes y liberaciones de tiburón jaquetón con una indicación sobre su estado (vivo o muerto) y lo comunicarán a ICCAT			No, confirmamos captura cero
	4	(1) Los tiburones jaquetones que sean capturados por CPC costeras en desarrollo para consumo local están exentos de las medidas establecidas en los párrafos 1 y 2, siempre que estas CPC envíen datos de Tarea 1 y, si es posible, de Tarea 2 de conformidad con los procedimientos de comunicación establecidos por el SCRS. Las CPC que no hayan comunicado datos de tiburones específicos de las especies facilitarán, antes del 1 de julio de 2012, un plan para la mejora de su recopilación de datos sobre tiburones a nivel de especies para su examen por parte del SCRS y la Comisión.			No, confirmamos captura cero
		(2) Las CPC costeras en desarrollo exentas de la prohibición, de conformidad			No, confirmamos captura cero

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		con este párrafo, no incrementarán sus capturas de tiburón jaquetón. Dichas CPC adoptarán las medidas necesarias para garantizar que los peces martillo de la familia Sphyrnidae (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>) no se comercializan internacionalmente y notificarán a la Comisión dichas medidas.			
	6	La prohibición de retención del párrafo 1 no se aplica a las CPC cuyas leyes internas requieran que se desembarquen todos los ejemplares muertos, que los pescadores no obtengan ningún beneficio comercial de dicha pesca y que incluyan una prohibición para la pesquería de tiburón jaquetón.			No, confirmamos captura cero
11-15	1	Las CPC incluirán, en sus informes anuales, información sobre las acciones emprendidas para implementar sus obligaciones en materia de comunicación para todas las pesquerías de ICCAT, lo que incluye las especies de tiburones capturadas en asociación con pesquerías de ICCAT, en particular, los pasos que hayan dado para mejorar la recopilación de datos de Tarea 1 y Tarea 2 sobre capturas de especies objetivo y especies de captura fortuita.			No, confirmamos captura cero
15-06	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) requerirán a sus buques que liberen sin demora e ilesos, en la medida de lo posible, los			No, confirmamos captura cero

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>								
		ejemplares de marrajo sardinero capturados en asociación con pesquerías de ICCAT cuando sean llevados vivos al costado del buque para subirlos a bordo.											
	2	Las CPC se asegurarán de que se recopilan los datos de Tarea 1 y Tarea 2 para el marrajo sardinero y de que se presentan de un modo conforme con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT. Los descartes y liberaciones de marrajo sardinero deben registrarse con indicación de su estado (muerto o vivo) y comunicarse a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.			No, confirmamos captura cero								
21-10 (antes 19-07, párr. 3)	1	Las siguientes CPC estarán sujetas a los siguientes límites de captura: <table border="1" data-bbox="391 1272 646 1406"> <thead> <tr> <th><i>CPC</i></th> <th><i>t</i></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>UE*</td> <td>32578</td> </tr> <tr> <td>Japón</td> <td>4010</td> </tr> <tr> <td>Marruecos</td> <td>1644</td> </tr> </tbody> </table> <p>*La Unión Europea está autorizada a transferir al Reino Unido 32,58 t de su límite de capturas en 2022.</p> <p>Todas las demás CPC se esforzarán por mantener sus capturas en niveles recientes.</p>	<i>CPC</i>	<i>t</i>	UE*	32578	Japón	4010	Marruecos	1644			No, confirmamos captura cero
<i>CPC</i>	<i>t</i>												
UE*	32578												
Japón	4010												
Marruecos	1644												
21-11 (antes 19-08, párr. 2)	1	Se establece un total admisible de capturas (TAC) anual de 28.923 t para la tintorera del Atlántico sur.			No, confirmamos captura cero								
19-07 / 19-08 (antes 16-12 para el norte)	4	Cada CPC se asegurará de que sus buques que capturan tintorera del Atlántico [sur/norte] en asociación con las pesquerías de ICCAT en la zona del Convenio			No, no tenemos flota operando en la zona del Convenio.								

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		<p>consignan sus capturas de conformidad con los requisitos establecidos en la Recomendación de ICCAT sobre el registro de capturas realizadas por barcos en la zona del Convenio ICCAT [Rec. 03-13].</p> <p>(En la Rec. 03-13 se estipula que: Cada Parte contratante, Parte, Entidad o Entidad pesquera no contratante colaboradora abanderante deberá cerciorarse de que todos los barcos de pesca que enarbolan su bandera y que tienen autorización para pescar las especies reguladas por ICCAT en la zona del Convenio están obligados al uso de un sistema de registro de datos. Todos los barcos comerciales de más de 24 m de eslora total deberán mantener un cuaderno de pesca encuadrado o en formato electrónico, en el cual registrarán la información que se estipula en el "Manual de operaciones de ICCAT". En el caso de los barcos de pesca deportiva, se aceptarán otros sistemas comparables de recopilación de datos).</p>			
19-07 / 19-08 (antes 16-12 para el norte)	5	Las CPC implementarán programas de recopilación de datos que garanticen la comunicación a ICCAT de datos precisos de captura, esfuerzo, talla y descartes de tintorera del Atlántico norte de plena conformidad con los requisitos de ICCAT para la presentación de datos de Tarea 1 y la Tarea 2.			No, confirmamos captura cero
19-07 / 19-08	7	Se insta a las CPC a emprender trabajos de			No, confirmamos captura cero

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
(antes 16-12 para el norte)		investigación que proporcionen información sobre parámetros ecológicos/biológicos clave, ciclo vital, migraciones, supervivencia tras la liberación y características de conducta de la tintorera [norte/sur]. Dicha información se pondrá a disposición del SCRS.			
18-06	3	Las Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en los sucesivo denominadas CPC) podrán quedar exentas de presentar la hoja de comprobación cuando no sea probable que los buques que enarbolan su pabellón capturen ninguna de las especies de tiburones cubiertas por las Recomendaciones 04-10, 07-06, 09-07, 10-06, 10-07, 10-08, 11-08, 11-15, 12-05, 14-06 y 15-06 a condición de que las CPC afectadas obtengan una confirmación del Grupo de especies de tiburones mediante los datos necesarios presentados por las CPC con este fin.			No, confirmamos captura cero, ya que no tenemos flota operando en la zona del convenio
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	2	Con este fin, las CPC aplicarán las normas establecidas en esta Recomendación con el objetivo de reducir la mortalidad por pesca total (la suma de cualquier retención, descarte de ejemplares muertos y mortalidad tras la liberación de los descartes de ejemplares vivos) para mantener la mortalidad en niveles sostenibles para la recuperación del stock y establecer un proceso para determinar si en algún año determinado existe una posibilidad de retención.			No, confirmamos captura cero

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	3	Las CPC implementarán una prohibición sobre retener a bordo y desembarcar, total o parcialmente, marrajo dientuso del Atlántico norte capturado en asociación con las pesquerías de ICCAT en 2022 y 2023 como primer paso para la recuperación de stock.			No, confirmamos captura cero
21-09	6	Las CPC cuyos buques pesqueros retienen marrajo dientuso del Atlántico norte prohibirán transbordar, total o parcialmente, marrajo dientuso del Atlántico norte capturado en asociación con las pesquerías de ICCAT.			No, confirmamos captura cero
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	7	<p>Cualquier retención permitida, de conformidad con el párrafo 5, sólo se autorizará cuando el pez esté muerto en el momento de la virada, y el buque lleve a bordo un observador o un sistema de seguimiento electrónico (EMS) en funcionamiento para verificar el estado de los tiburones.</p> <p>a) En el caso de los buques de 12 metros o menos, un buque no podrá retener más de un ejemplar de marrajo dientuso del Atlántico norte en cualquier marea.</p> <p>b) Para los fines de este párrafo, una marea de pesca se define como el periodo que comienza cuando un buque pesquero sale de un muelle, atracadero, playa, dique, rampa o puerto para realizar</p>			No, confirmamos captura cero, ya que no operamos flota pesquera en la zona del Convenio.

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		operaciones de pesca y que termina con la vuelta al muelle, atracadero, playa, dique, rampa o puerto.			
21-09	8	8. Los párrafos 3 a 7 no se aplicarán a Islandia ni a Noruega cuyas leyes internas requieren que se desembarquen todos los ejemplares muertos, siempre y cuando: a) el pez esté muerto al izarlo a bordo b) la pesca dirigida al marrajo dientuso esté prohibida; c) la cantidad de marrajo dientuso del Atlántico norte desembarcada se comunique en la hoja de comprobación de implementación de tiburones de la CPC, tal y como requiere la Recomendación 18-06 y cualquier sucesora futura o revisión de esta; d) el marrajo dientuso del Atlántico norte se desembarque con las aletas pegadas naturalmente al cuerpo; y e) se prohíba a los pescadores obtener valor comercial alguno de dichos peces.			
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	9	A partir de la entrada en vigor de esta Recomendación, las CPC requerirán a los buques que enarboles su pabellón que implementen, teniendo debidamente en cuenta la seguridad de la tripulación, las normas mínimas para los procedimientos de manipulación y liberación seguras de los ejemplares de marrajo dientuso del Atlántico norte, tal y como están prevista en el Anexo 2 de la presente			No, confirmamos captura cero, ya que no operamos flota pesquera en la zona del Convenio.

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		Recomendación, con el fin de liberar sin demora e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte y mejorar su capacidad de supervivencia cuando sean llevados al costado del buque.			
21-09 (antes 19-06 / 17- 08)	11 (antes 10)	Las CPC comunicarán a la Secretaría de ICCAT, de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT, las capturas totales, incluidos cualquier desembarque, los descartes de ejemplares muertos y las liberaciones de ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte. La frecuencia de comunicación será mensual para todos los desembarques permitidos con el fin de realizar un seguimiento estrecho del consumo de la tolerancia de retención y anual para los descartes de ejemplares muertos, las liberaciones de ejemplares vivos y las capturas totales.			No, confirmamos captura cero
21-09 (antes 19-06 / 17- 08)	13	A más tardar el 31 de julio de 2022, las CPC que comunicaron capturas medias anuales (desembarques y descartes de ejemplares muertos) de marrajo dientuso del Atlántico norte de más de 1 t entre 2018-2020 presentarán al SCRS la metodología estadística utilizada para estimar los descartes de ejemplares muertos y las liberaciones de ejemplares vivos. Las CPC con pesquerías artesanales y de pequeña escala proporcionarán también información sobre			N/A, no hemos operado flota pesquera en la zona del Convenio.

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		sus programas de recopilación de datos.			
21-09 (antes 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	Como parte de su presentación anual de datos de Tareas 1 y 2, las CPC proporcionarán todos los datos pertinentes para el marrajo dientuso del Atlántico norte, incluidas las estimaciones de descartes de ejemplares muertos y liberaciones de ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte, utilizando los métodos aprobados por el SCRS con arreglo al párrafo 13.			No, confirmamos captura cero
21-09 (antes 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	Si el Comité de cumplimiento determina que las CPC que autorizan a sus buques a retener a bordo y desembarcar marrajo dientuso del Atlántico norte, de conformidad con el párrafo 5, no comunican sus datos de captura, incluidos los descartes de ejemplares muertos y las liberaciones de ejemplares vivos, las CPC afectadas requerirán a sus buques que se abstengan de retener cualquier cantidad de marrajo dientuso del Atlántico norte hasta que se hayan comunicado dichos datos.			No, confirmamos captura cero
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	16	Las CPC se esforzarán por incrementar gradualmente hasta el 10 % la cobertura de observadores, incluido mediante EMS, de todos los buques de pesca de palangre en las pesquerías de ICCAT, que puedan interactuar potencialmente con el marrajo dientuso del Atlántico norte. Este aumento de la cobertura debería implementarse de acuerdo con las disposiciones de la Recomendación 16-14, ya			No, no operamos flota pesquera en la zona del Convenio.

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		sea mediante el despliegue de observadores humanos a bordo de los buques o mediante el uso del EMS, teniendo en cuenta las normas mínimas que debe acordar ICCAT, basándose en el asesoramiento del SCRS y del GTP.			
21-09	17	La recogida de muestras biológicas durante las operaciones de pesca comercial cumplirá las disposiciones de la Recomendación de ICCAT sobre el muestreo biológico de especies prohibidas de tiburones por parte de observadores científicos (Rec. 13-10). Las CPC deberían fomentar la recogida de datos biológicos y muestras biológicas de los ejemplares marrajo dientuso del Atlántico norte que estén muertos en la virada, como músculos, vértebras y tejidos reproductivos, de acuerdo con los términos de esta Recomendación y según las recomendaciones del SCRS.			No, no operamos flota pesquera en la zona del Convenio.
21-09	18	No obstante lo establecido en el párrafo 7, en el contexto de esta Recomendación y solo para buques de menos de 15 m, cuando exista una inquietud extraordinaria en cuanto a seguridad que impida la asignación de un observador a bordo, una CPC podrá aplicar de manera excepcional un enfoque alternativo, tal y como se establece en la Recomendación 16-14. Esta derogación del párrafo 7 se aplicará sin perjuicio del compromiso general de todas las CPC como se indica en esta medida para			N/A, no operamos flota pesquera en la zona del Convenio.

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		<p>finalizar de manera inmediata la sobrepesca y para reducir los niveles de mortalidad. Toda CPC que desee aprovechar este enfoque alternativo deberá:</p> <p>1) presentar los detalles del enfoque al SCRS basándose en el asesoramiento del SCRS para la evaluación y</p> <p>2) obtener la aprobación de la Comisión (conforme a lo establecido en la Recomendación 16-14).</p>			
21-09	19	Además, se insta a las CPC a investigar la mortalidad en el buque y posterior a la liberación del marrajo dientuso, lo que incluye, pero no exclusivamente, la incorporación de temporizadores de anzuelos y de programas de marcado por satélite.			No, confirmamos captura cero
21-09	21 a)	El SCRS proporcionará a la Comisión desde ahora hasta 2023, y siempre que se disponga de nueva información, un asesoramiento actualizado sobre las medidas de mitigación destinadas a reducir aún más la mortalidad del marrajo dientuso. Para ello, antes del 30 de abril de 2023 las CPC presentarán al SCRS información por pesquería sobre las medidas técnicas y otras medidas de ordenación que hayan aplicado para reducir la mortalidad por pesca total del marrajo dientuso del Atlántico norte, con la excepción de aquellas CPC que ya hayan presentado dicha información a la Secretaría.			No, no operamos flota pesquera en la zona del Convenio.

<i>N.º Rec.</i>	<i>N.º párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
21-09	24	Sin perjuicio de lo dispuesto en el párrafo 2 del Artículo VIII del Convenio, se alienta encarecidamente a las CPC a que apliquen de acuerdo con sus procedimientos reglamentarios esta Recomendación lo antes posible y antes de la fecha de su entrada en vigor.			No, no operamos flota pesquera en la zona del Convenio.

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

Shark Implementation Check Sheet

(Name of CPC) ST. VINCENT AND THE GRENADINES

<i>Rec. #</i>	<i>Para #</i>	<i>Requirement</i>	<i>Status of implementation</i>	<i>Relevant domestic laws or regulations (as applicable, include text, references, or links where this information is codified)</i>	<i>Note</i>
04-10	1	Contracting Parties, Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (CPCs) shall annually report Task 1 and Task 2 data for catches of sharks, in accordance with ICCAT data reporting procedures, including available historical data.	Yes		2022/07/29
	2	CPCs shall take the necessary measures to require that their fishermen fully utilize their entire catches of sharks. Full utilization is defined as retention by the fishing vessel of all parts of the shark excepting head, guts and skins, to the point of first landing.	Yes	Fisheries (Amendment) Regulations, 2019	<p>No person shall</p> <p>(a) Remove the fin of a live shark including tail and discard the carcass of the shark;</p> <p>(b) Have custody, control or possession of any such fin aboard a fishing vessel without the corresponding carcass; or</p> <p>(c) Land any such fin without the corresponding carcass.</p> <p>Compliance monitored by landing site visits in addition to passive surveillance, logbook inspection and Scientific Observers.</p>
	3	(1) CPCs shall require their vessels to not have onboard fins that total more than 5% of the weight of sharks onboard, up to the first point of landing.	Yes		Compliance monitored by landing site visits in addition to passive surveillance, logbook inspection and Scientific Observers.
		(2) CPCs that currently do not require fins and carcasses to be	N/A		St. Vincent and the Grenadines does

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

		offloaded together at the point of first landing shall take the necessary measures to ensure compliance with the 5% ratio through certification, monitoring by an observer, or other appropriate measures.			require fins and carcasses to be offloaded together at the point of first landing .“
	5	Fishing vessels are prohibited from retaining on board, transshipping or landing any fins harvested in contravention of this Recommendation.	Yes		Compliance monitored by landing site visits in addition to passive surveillance, logbook inspection, Scientific Observers and involvement in the ICCAT ROP.
07-06	1	Contracting Parties, Cooperating non-Contracting Parties, Entities and Fishing Entities (hereinafter referred to as CPCs), especially those directing fishing activities for sharks, shall submit Task 1 and 2 data for sharks, as required by ICCAT data reporting procedures (including estimates of dead discards and size frequencies) in advance of the next SCRS assessment.	Yes		2022/07/29
	2	Until such time as sustainable levels of harvest can be determined through peer reviewed stock assessments by SCRS or other organizations, CPCs shall take appropriate measures to reduce fishing mortality in fisheries targeting porbeagle (<i>Lamna nasus</i>) and North Atlantic shortfin mako sharks (<i>Isurus oxyrinchus</i>).	Yes		Shark management plan for St. Vincent and the Grenadines
09-07	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit, retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of bigeye thresher sharks (<i>Alopias superciliosus</i>) in any fishery with exception of a Mexican small-scale coastal fishery with a catch of less than 110 fish.	Yes	Shark management plan for St. Vincent and the Grenadines.	Monitoring is done through data collectors and high seas scientific observers
	2	CPCs shall require vessels flying their flag to promptly release unharmed, to the extent practicable, bigeye thresher sharks when brought along side for taking on board the vessel.	Yes	Shark management plan for St. Vincent and the Grenadines.	Monitoring is done through data collectors and high seas scientific observers

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

	4	CPCs shall require the collection and submission of Task 1 and Task 2 data for <i>Alopias</i> spp other than <i>A. superciliosus</i> in accordance with ICCAT data reporting requirements. The number of discards and releases of <i>A. superciliosus</i> must be recorded with indication of status (dead or alive) and reported to ICCAT in accordance with ICCAT data reporting requirements.	Yes		2022/07/29
10-06	1	CPCs shall include information in their 2012 Annual Reports on actions taken to implement Recommendations 04-10, 05-05, and 07-06, in particular the steps taken to improve their Task 1 and Task 2 data collection for direct and incidental catches.	Yes		Shark management plan for St. Vincent and the Grenadines
10-07	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of oceanic whitetip sharks in any fishery.	Yes	Shark management plan for St. Vincent and the Grenadines	Monitoring is done through data collectors and high seas scientific observers
	2	CPCs shall record through their observer programs the number of discards and releases of oceanic whitetip sharks with indication of status (dead or alive) and report it to ICCAT.	Yes	Shark management plan for St. Vincent and the Grenadines	
10-08	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of hammerhead sharks of the family Sphyrnidae (except for the <i>Sphyrna tiburo</i>), taken in the Convention area in association with ICCAT fisheries.	Yes	Shark management plan for St. Vincent and the Grenadines	Monitoring is done through data collectors and high seas scientific observers
	2	CPCs shall require vessels flying their flag, to promptly release unharmed, to the extent practicable, hammerhead sharks when brought alongside the vessel.	Yes	Shark management plan for St. Vincent and the Grenadines	
	3	(1) Hammerhead sharks that are caught by developing coastal CPCs for local consumption are exempted from the measures established in paragraphs 1 and 2,	Applicable		2022/07/29

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

		provided these CPCs submit Task 1 and, if possible, Task 2 data according to the reporting procedures established by the SCRS. If it is not possible to provide catch data by species, they shall be provided at least by genus <i>Sphyrna</i> .			
		(2) Developing coastal CPCs exempted from this prohibition pursuant to this paragraph should endeavor not to increase their catches of hammerhead sharks. Such CPCs shall take necessary measures to ensure that hammerhead sharks of the family Sphyrnidae (except of <i>Sphyrna tiburo</i>) will not enter international trade and shall notify the Commission of such measures.	Yes	Shark management plan for St. Vincent and the Grenadines	All exports of fish and fish products are inspected for compliance to domestic and international measures
	4	CPCs shall require that the number of discards and releases of hammerhead sharks are recorded with indication of status (dead or alive) and reported to ICCAT in accordance with ICCAT data reporting requirements.	Yes	Shark management plan for St. Vincent and the Grenadines	
11-08	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall require fishing vessels flying their flag and operating in ICCAT managed fisheries to release all silky sharks whether dead or alive, and prohibit retaining on board, transshipping, or landing any part or whole carcass of silky shark.	Yes	Shark management plan for St. Vincent and the Grenadines	Monitoring is done through data collectors and high seas scientific observers
	2	CPCs shall require vessels flying their flag to promptly release silky sharks unharmed, at the latest before putting the catch into the fish holds, giving due consideration to the safety of crew members. Purse seine vessels engaged in ICCAT fisheries shall endeavor to take additional measures to increase the survival rate of silky sharks incidentally caught.	Yes	Shark management plan for St. Vincent and the Grenadines	
	3	CPCs shall record through their observer programs the number of discards and releases of silky sharks with indication of status (dead or alive) and report them to ICCAT.	Yes	Shark management plan for St. Vincent and the Grenadines	
	4	(1) Silky sharks that are caught by developing coastal CPCs for local consumption are exempted from	Yes	Shark management plan for St.	2022/07/29

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

		the measures established in paragraphs 1 and 2, provided these CPCs submit Task 1 and, if possible, Task 2 data according to the reporting procedures established by the SCRS. CPCs that have not reported species-specific shark data shall provide a plan by July 1, 2012, for improving their data collection for sharks on a species specific level for review by the SCRS and Commission.		Vincent and the Grenadines	
		(2) Developing coastal CPCs exempted from the prohibition pursuant to this paragraph shall not increase their catches of silky sharks. Such CPCs shall take necessary measures to ensure that silky sharks will not enter international trade and shall notify the Commission of such measures.	Yes	Shark management plan for St. Vincent and the Grenadines	All exports of fish and fish products are inspected for compliance to domestic and international measures
	6	The prohibition on retention in paragraph 1 does not apply to CPCs whose domestic law requires that all dead fish be landed, that the fishermen cannot draw any commercial profit from such fish and that includes a prohibition against silky shark fisheries.	N/A		
11-15	1	CPCs shall include information in their Annual Reports on actions taken to implement their reporting obligations for all ICCAT fisheries, including shark species caught in association with ICCAT fisheries, in particular the steps taken to improve their Task 1 and Task 2 data collection for direct and incidental catches.	Yes	High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003	
15-06	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall require their vessels to promptly release unharmed, to the extent practicable, porbeagle sharks caught in association with ICCAT fisheries when brought alive alongside for taking on board the vessel.	Yes	Supplementary High Seas Licence Conditions and Information	
	2	CPCs shall ensure the collection of Task 1 and Task 2 data for porbeagle sharks and their submission in accordance with ICCAT data reporting requirements. Discards and releases of porbeagle sharks shall be recorded with indication of	Yes	High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003	2022/07/29

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

		status (dead or alive) and reported to ICCAT in accordance with ICCAT data reporting requirements.											
21-10 (before, 19-07, para 3)	1	<p>The following CPCs shall be subject to the following catch limits:</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>CPC</th> <th>t</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>EU*</td> <td>32,578</td> </tr> <tr> <td>Japan</td> <td>4,010</td> </tr> <tr> <td>Morocco</td> <td>1,644</td> </tr> </tbody> </table> <p>*The European Union is authorised to transfer 32.58 t from its catch limit in 2022 to the United Kingdom.</p> <p>All other CPCs shall endeavor to maintain their catches at recent levels.</p>	CPC	t	EU*	32,578	Japan	4,010	Morocco	1,644	Yes	<p>High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003</p> <p>Supplementary High Seas Licence Conditions and Information</p>	2022/07/29
CPC	t												
EU*	32,578												
Japan	4,010												
Morocco	1,644												
21-11 (before, 19-08, para 2)	1	An annual Total Allowable Catch (TAC) of 28,923 t for South Atlantic blue shark is established.	Yes	<p>High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003</p> <p>Supplementary High Seas Licence Conditions and Information</p>	2022/07/29								
19-07/19-08 (before 16-12 for North)	4	<p>Each CPC shall ensure that its vessels catching [North/South] Atlantic blue shark in association with ICCAT fisheries in the Convention area record their catch in accordance with the requirements set out in the Recommendation by ICCAT Concerning the Recording of Catch by Fishing Vessels in the ICCAT Convention Area (Rec. 03-13).</p> <p>(Rec. 03-13 provides: Each flag Contracting Party, Cooperating non-Contracting Party, Entity or Fishing Entity shall ensure that all fishing vessels flying its flag and authorized to fish species managed by ICCAT in the Convention area be subject to a data recording system. All commercial fishing vessels over 24 m length overall shall keep a bound or electronic logbook recording the information required in the ICCAT Field Manual for Statistics and Sampling. In the case of sport fishing vessels, other comparable</p>	Yes	High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003									

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

		data-collection systems shall be acceptable.)			
19-07/19-08 (before 16-12 for North)	5	CPCs shall implement data collection programmes that ensure the reporting to ICCAT of accurate [North/South] Atlantic blue shark catch, effort, size and discard data to ICCAT in full accordance with the ICCAT requirements for provision of Task 1 and Task 2 data.	Yes	High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003 Supplementary High Seas Licence Conditions and Information	2022/07/29
19-07/19-08 (before 16-12 for North)	7	CPCs are encouraged to undertake scientific research that would provide information on key biological/ecological parameters, life-history, migrations, post-release survivorship and behavioral traits of [North/South] blue sharks. Such information shall be made available to the SCRS.	No		No such research has been conducted by CPC.
18-06	3	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) may be exempt from the submission of the check sheet when vessels flying their flag are not likely to catch any sharks species covered by the Recommendations Rec. 04-10, 07-06, 09-07, 10-06, 10-07, 10-08, 11-08, 11-15, 12-05, 14-06 and 15-06 on the condition that the concerned CPCs obtained a confirmation by the Sharks Species Group through necessary data submitted by CPCs for this purpose.	No		
21-09 (before 19-06 / 17-08)	2	Toward that end, the rules set out in this Recommendation shall be applied by CPCs with the aim to reduce total fishing mortality (the sum of any retention, dead discards, and post-release mortality of live discards), to maintain mortality at sustainable levels to rebuild the stock, and to establish a process to determine whether in any given year there is a possibility for retention.	Yes	High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003 Supplementary High Seas Licence Conditions and Information	High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003 Supplementary High Seas Licence Conditions and Information
21-09 (before 19-06 / 17-08)	3	CPCs shall implement a prohibition on retaining on board, transshipping and landing, whole or in part, North Atlantic shortfin mako caught in association with ICCAT fisheries in 2022 and 2023 as a first step in rebuilding the stock.	Yes	High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003 Supplementary High Seas Licence	High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003 Supplementary High Seas Licence Conditions and Information

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

				Conditions and Information	
21-09	6	CPCs whose fishing vessels retain North Atlantic shortfin mako shall prohibit transshipping, whole or in part, North Atlantic shortfin mako caught in association with ICCAT fisheries.	No	High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003 Supplementary High Seas Licence Conditions and Information	Supplementary High Seas Licence Conditions and Information established by the High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003 requires all high seas vessels to comply with all management guidelines set forth by ICCAT.
21-09 (before 19-06/17-08)	7	Any retention permissible in accordance with paragraph 5 shall be allowed only when the fish is dead on haulback and the vessel has an observer or a functioning electronic monitoring system (EMS) on board to verify the condition of the sharks: a) For vessels of 12 meters or less, no more than one specimen of North Atlantic shortfin mako shall be retained by a vessel for any fishing trip. b) For the purposes of this paragraph, a fishing trip is defined as the time period that begins when a fishing vessel departs from a dock, berth, beach, seawall, ramp, or port to carry out fishing operations and that terminates with a return to a dock, berth, beach, seawall, ramp, or port.	No		Currently domestic legislation does not require that the conditions in a) and b) be met to verify the status of sharks on board. However, legislation review is currently taken place, providing the opportunity to do so.
21-09	8	8. Paragraphs 3 to 7 shall not apply to Iceland and Norway whose domestic law requires that any dead fish be landed, provided that: a) The fish is dead on haulback; b) Directed fishing for shortfin mako sharks is prohibited; c) The amount of landed North Atlantic shortfin mako is reported in the CPC's Shark Implementation Check Sheet, as required by Recommendation 18-06 and any future successor or revision thereto; d) North Atlantic shortfin mako be landed with their fins naturally attached; and			

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

		e) Fishermen are prohibited from drawing any commercial value from such fish.			
21-09 (before 19-06/17-08)	9	Upon entry into force of this Recommendation, CPCs shall require vessels flying their flag to implement, while giving due consideration to the safety of the crew, the minimum standards for safe handling and release procedures of North Atlantic shortfin mako shark, as provided under Annex 2 of this Recommendation, in order to promptly release unharmed, to the extent practicable, and to improve survivability of live North Atlantic shortfin mako shark when brought alongside the vessel.	No		No minimum standards established as yet.
21-09 (before 19-06 / 17-08)	11 (before 10)	CPCs shall report to the ICCAT Secretariat, in accordance with ICCAT data reporting requirements, total catches, including any landings, dead discards and live releases, of North Atlantic shortfin mako. The frequency of reporting shall be monthly for any permissible landings in order to closely monitor the uptake of the retention allowance, and annually for dead discards, live releases and total catches.	Yes	High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003 Supplementary High Seas Licence Conditions and Information	2022/07/29
21-09 (before 19-06 / 17-08)	13	No later than 31 July 2022, CPCs that reported annual average catches (landings and dead discards) of North Atlantic shortfin mako over 1 t between 2018-2020 shall present to the SCRS the statistical methodology used to estimate dead discards and live releases. CPCs with artisanal and small-scale fisheries shall also provide information about their data collection programs.	Yes	Fisheries Act 1986 Fisheries Regulations 1987	2022/09/15
21-09 (before 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	As part of their annual Task 1 and 2 data submissions, CPCs shall provide all relevant data for North Atlantic shortfin mako, including estimates of dead discards and live releases using the methods approved by the SCRS in paragraph 13.	Yes	High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003 Supplementary High Seas Licence Conditions and Information	2022/07/29
21-09 (before 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	If the Compliance Committee determines that CPCs that authorize their vessels to retain on board and land North Atlantic shortfin mako pursuant to	Yes	High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003	2022/07/29

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

		paragraph 5 fail to report their catch data, including dead discards and live releases, the CPCs concerned shall require their fishing vessels to refrain from retaining any quantity of North Atlantic shortfin mako until such data have been reported.		Supplementary High Seas Licence Conditions and Information	
21-09 (before 19-06/ 17-08)	16	CPCs shall endeavor to gradually increase the observer coverage, including EMS, of all longline fishing vessels in ICCAT fisheries that may have potential interaction with North Atlantic shortfin mako sharks to 10%. This increase in the coverage should be implemented in accordance with provisions of Recommendation 16-14 either by means of the deployment of human observers on board vessels or through the use of EMS, taking into account minimum standards to be agreed by ICCAT, based on advice from the SCRS and PWG.	Yes	High Seas Fishing Act 2001 amended in 2003 Supplementary High Seas Licence Conditions and Information	In practice, no Scientific Observer has been deployed since the start of the Covid-19 pandemic. This is due to the associated travel restrictions.
21-09	17	Collection of biological samples during commercial fishing operations shall comply with the Recommendation by ICCAT on biological sampling of prohibited shark species by scientific observers (Rec. 13-10). CPCs should encourage the collection of biological data and biological samples of North Atlantic shortfin mako that are dead at haulback, such as muscle, vertebrae and reproductive tissues, consistent with the terms of this Recommendation and according to the recommendations of SCRS.	No		No Scientific Observer deployed since the start of the Covid-19 pandemic.
21-09	18	Notwithstanding paragraph 7, in the context of this Recommendation and only for vessels less than 15 meters, where an extraordinary safety concern exists that precludes deployment of an onboard observer, a CPC may exceptionally apply an alternative approach as set out in Recommendation 16-14. This derogation from paragraph 7, shall be without prejudice to the overall commitment of all CPCs as outlined in this measure to immediately end overfishing and to reduce mortality levels. Any CPC wishing to avail itself of this alternative approach must: 1) present the details of the	N/A		CPC is not applying an alternative approach

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

		<p>approach to the SCRS based on the advice of the SCRS for evaluation and</p> <p>2) obtain approval from the Commission (as stipulated in Recommendation 16-14).</p>			
21-09	19	<p>CPCs are encouraged to investigate at-vessel and post-release mortality of shortfin mako including, but not exclusively through, the incorporation of hook-timers and of satellite tagging programs.</p>	No		<p>If “Yes”, please provide details of these actions, including how to monitor implementation.</p>
21-09	21 a)	<p>The SCRS shall provide to the Commission by 2023, and whenever new information becomes available, updated advice on mitigation measures aimed at further reducing shortfin mako mortality. For that purpose, by 30 April 2023, CPCs shall submit to the SCRS information by fishery on the technical and other management measures they have implemented for reducing total fishing mortality of North Atlantic shortfin mako sharks, except the CPCs that have already provided this information to the Secretariat.</p>	No		<p>Not sent yet. Tobe sent before 30 April 2023.</p>
21-09	24	<p>Notwithstanding the provisions of Article VIII, paragraph 2 of the Convention, CPCs are strongly encouraged to implement, in accordance with their regulatory procedures, this Recommendation as soon as possible and before the date of its entry into force.</p>	No		<p>Information not sent to ICCAT</p>

Hoja de control del cumplimiento de las medidas relacionadas con los tiburones

(Nombre de la CPC): **SAO TOME Y PRINCIPE**

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
04-10	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (CPC) comunicarán anualmente los datos de la Tarea 1 y de la Tarea 2 para las capturas de tiburones, de conformidad con los procedimientos de comunicación de datos de ICCAT, incluyendo los datos históricos disponibles.	Sí 01/09/2022		
	2	Las CPC tomarán las medidas necesarias para requerir a sus pescadores que utilicen íntegramente la totalidad de sus capturas de tiburones. La utilización íntegra se define como la retención por parte de los buques pesqueros de todas las partes del tiburón, con la excepción de la cabeza, las vísceras y la piel, hasta el primer punto de desembarque.	N/A		
	3	(1) Las CPC requerirán a sus buques que las aletas que lleven a bordo no superen el 5 % del peso de los tiburones a bordo, hasta el primer punto de desembarque.			
		(2) Las CPC que actualmente no requieren que las aletas y las carcasas se desembarquen conjuntamente en el primer punto de desembarque, tomarán las medidas necesarias para garantizar el cumplimiento de la ratio del 5%, mediante la certificación y seguimiento por parte de un observador u otras medidas apropiadas.	N/A		
	5	Se prohibirá a los buques retener a bordo, transbordar o desembarcar aletas obtenidas contraviniendo esta Recomendación.	Sí		
07-06	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC), especialmente aquellas con actividades de pesca dirigidas a los tiburones, presentarán datos de la Tarea 1 y la Tarea 2 para los tiburones, tal y como se requiere en los procedimientos de comunicación de datos de ICCAT (incluyendo estimaciones de descartes de ejemplares muertos y frecuencias de			

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)	Nota
		tallas), antes de la próxima evaluación del SCRS.			
	2	Hasta el momento en que se puedan determinar los niveles de captura sostenibles mediante evaluaciones de stock con revisión por pares llevadas a cabo por el SCRS u otras organizaciones, las CPC adoptarán las medidas necesarias para reducir la mortalidad por pesca en las pesquerías dirigidas al marrajo sardinero (<i>Lamna nasus</i>) y al marrajo dientuso (<i>Isurus oxyrinchus</i>) del Atlántico norte.	N/A		
09-07	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer para su venta cualquier parte o la carcasa entera del zorro ojón (<i>Alopias superciliosus</i>) en cualquier pesquería a excepción de las pesquerías costeras mexicanas de pequeña escala con una captura inferior a 110 ejemplares.			
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con rapidez e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares de tiburones zorro cuando sean llevados al costado del buque para subirlos a bordo.			
	4	Las CPC requerirán la recopilación y comunicación de datos de Tarea 1 y Tarea 2 para <i>Alopias</i> spp. que sean distintas a <i>A. superciliosus</i> , de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT. El número de descartes y liberaciones de <i>A. superciliosus</i> debe registrarse indicando su estado (muerto o vivo) y comunicarse a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.			
10-06	1	Las CPC incluirán en sus informes anuales de 2012 información sobre las acciones emprendidas para			

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		implementar las Recomendaciones 04-10, 05-05 y 07-06, en particular los pasos que han dado para mejorar su recopilación de datos de Tarea 1 y Tarea 2 para las capturas objetivo y las capturas incidentales.			
10-07	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer para su venta cualquier parte o la carcasa entera de los tiburones oceánicos en cualquier pesquería.			
	2	Las CPC consignarán, a través de sus programas de observadores, el número de descartes y liberaciones de tiburones oceánicos, con una indicación de su estado (vivos o muertos), y lo comunicarán a ICCAT.			
10-08	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer para su venta cualquier parte o la carcasa entera de los peces martillo de la familia Sphyrnidae, (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>), capturados en la zona del Convenio en asociación con las pesquerías de ICCAT.			
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con rapidez e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares de peces martillo cuando sean llevados al costado del buque.			
	3	(1) Los peces martillo que sean capturados por CPC costeras en desarrollo para consumo local están exentos de las medidas establecidas en los párrafos 1 y 2, siempre que estas CPC envíen datos de Tarea 1 y, si es posible, de Tarea 2 de conformidad con los procedimientos de comunicación establecidos por el SCRS. Si no es posible facilitar datos de captura por especies, deberán facilitarlos al menos por género <i>Sphyrna</i> . (2) Las CPC costeras en desarrollo exentas de esta prohibición de conformidad con este párrafo, deberían esforzarse en no incrementar sus capturas de peces	Aplicable		

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		martillo. Dichas CPC adoptarán las medidas necesarias para garantizar que los peces martillo de la familia Sphyrnidae (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>) no se comercializan internacionalmente y notificarán a la Comisión dichas medidas.			
	4	Las CPC requerirán que el número de descartes y liberaciones de peces martillo sea consignado indicando su estado (muerto o vivo) y que sea comunicado a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.	N/A		
11-08	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) requerirán a los buques pesqueros que enarbolan su pabellón y participen en pesquerías gestionadas por ICCAT que liberen a todos los ejemplares de tiburón jaquetón, independientemente de si están vivos o muertos, y prohibirán retener a bordo, transbordar o desembarcar cualquier parte o la carcasa entera de los ejemplares de tiburón jaquetón.	Sí pasando todas las informaciones necesarias		
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con rapidez los tiburones jaquetón ilesos, como muy tarde antes de colocar la captura en las bodegas de pescado, prestando la debida consideración a las cuestiones relacionadas con la seguridad de los miembros de la tripulación. Los cerqueros que participan en las pesquerías de ICCAT, se esforzarán en tomar medidas adicionales con el fin de incrementar la tasa de supervivencia de los ejemplares de tiburón jaquetón capturados de forma incidental.	Sí		
	3	Las CPC consignarán a través de sus programas de observadores el número de descartes y liberaciones de tiburón jaquetón con una indicación sobre su estado (vivo o muerto) y lo comunicarán a ICCAT	Sí		
	4	(1) Los tiburones jaquetones que sean capturados por CPC costeras en desarrollo para consumo local están exentos de las medidas establecidas en los párrafos 1 y 2, siempre que estas CPC envíen datos de Tarea 1 y, si es posible, de Tarea 2 de conformidad con los procedimientos de comunicación establecidos por el	Sí 1/09/2022		

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)	Nota
		SCRS. Las CPC que no hayan comunicado datos de tiburones específicos de las especies facilitarán, antes del 1 de julio de 2012, un plan para la mejora de su recopilación de datos sobre tiburones a nivel de especies para su examen por parte del SCRS y la Comisión.			
		(2) Las CPC costeras en desarrollo exentas de la prohibición, de conformidad con este párrafo, no incrementarán sus capturas de tiburón jaquetón. Dichas CPC adoptarán las medidas necesarias para garantizar que los peces martillo de la familia Sphyrnidae (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>) no se comercializan internacionalmente y notificarán a la Comisión dichas medidas.	N/A		
	6	La prohibición de retención del párrafo 1 no se aplica a las CPC cuyas leyes internas requieran que se desembarquen todos los ejemplares muertos, que los pescadores no obtengan ningún beneficio comercial de dicha pesca y que incluyan una prohibición para la pesquería de tiburón jaquetón.	N/A		
11-15	1	Las CPC incluirán, en sus informes anuales, información sobre las acciones emprendidas para implementar sus obligaciones en materia de comunicación para todas las pesquerías de ICCAT, lo que incluye las especies de tiburones capturadas en asociación con pesquerías de ICCAT, en particular, los pasos que hayan dado para mejorar la recopilación de datos de Tarea 1 y Tarea 2 sobre capturas de especies objetivo y especies de captura fortuita.	Sí		
15-06	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) requerirán a sus buques que liberen sin demora e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares de marrajo sardinero capturados en asociación con pesquerías de ICCAT cuando sean llevados vivos al costado del buque para subirlos a bordo.	Sí		
	2	Las CPC se asegurarán de que se recopilan los datos de Tarea 1 y Tarea 2 para el marrajo sardinero y de que se presentan de un modo conforme con los requisitos de	No		

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)	Nota								
		comunicación de datos de ICCAT. Los descartes y liberaciones de marrajo sardinero deben registrarse con indicación de su estado (muerto o vivo) y comunicarse a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.											
21-10 (antes 19-07, párr. 3)	1	<p>Las siguientes CPC estarán sujetas a los siguientes límites de captura:</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th><i>CPC</i></th> <th><i>t</i></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>UE*</td> <td>32578</td> </tr> <tr> <td>Japón</td> <td>4010</td> </tr> <tr> <td>Marruecos</td> <td>1644</td> </tr> </tbody> </table> <p>*La Unión Europea está autorizada a transferir al Reino Unido 32,58 t de su límite de capturas en 2022.</p> <p>Todas las demás CPC se esforzarán por mantener sus capturas en niveles recientes.</p>	<i>CPC</i>	<i>t</i>	UE*	32578	Japón	4010	Marruecos	1644	No		
<i>CPC</i>	<i>t</i>												
UE*	32578												
Japón	4010												
Marruecos	1644												
21-11 (antes 19-08, párr. 2)	1	Se establece un total admisible de capturas (TAC) anual de 28.923 t para la tintorera del Atlántico sur.	No										
19-07/19-08 (antes 16-12 para el norte)	4	<p>Cada CPC se asegurará de que sus buques que capturan tintorera del Atlántico [sur/norte] en asociación con las pesquerías de ICCAT en la zona del Convenio consignan sus capturas de conformidad con los requisitos establecidos en la Recomendación de ICCAT sobre el registro de capturas realizadas por barcos en la zona del Convenio ICCAT [Rec. 03-13].</p> <p>(En la Rec. 03-13 se estipula que: Cada Parte contratante, Parte, Entidad o Entidad pesquera no contratante colaboradora abanderante deberá cerciorarse de que todos los barcos de pesca que enarbolan su bandera y que tienen autorización para pescar las especies reguladas por ICCAT en la zona del Convenio están obligados al uso de un sistema de registro de datos. Todos los barcos comerciales de más de 24 m de eslora total deberán mantener un cuaderno de pesca encuadernado o en formato electrónico, en el cual registrarán la información que se estipula en el "Manual de operaciones de ICCAT". En el caso de los barcos de pesca deportiva, se aceptarán otros</p>	Sí										

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)	Nota
		sistemas comparables de recopilación de datos).			
19-07/19-08 (antes 16-12 para el norte)	5	Las CPC implementarán programas de recopilación de datos que garanticen la comunicación a ICCAT de datos precisos de captura, esfuerzo, talla y descartes de tintorera del Atlántico norte de plena conformidad con los requisitos de ICCAT para la presentación de datos de Tarea 1 y la Tarea 2.	N/A		
19-07/19-08 (antes 16-12 para el norte)	7	Se insta a las CPC a emprender trabajos de investigación que proporcionen información sobre parámetros ecológicos/biológicos clave, ciclo vital, migraciones, supervivencia tras la liberación y características de conducta de la tintorera [norte/sur]. Dicha información se pondrá a disposición del SCRS.	N/A		
18-06	3	Las Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en los sucesivos denominadas CPC) podrán quedar exentas de presentar la hoja de comprobación cuando no sea probable que los buques que enarbolan su pabellón capturen ninguna de las especies de tiburones cubiertas por las Recomendaciones 04-10, 07-06, 09-07, 10-06, 10-07, 10-08, 11-08, 11-15, 12-05, 14-06 y 15-06 a condición de que las CPC afectadas obtengan una confirmación del Grupo de especies de tiburones mediante los datos necesarios presentados por las CPC con este fin.	No		
21-09 (antes 19-06/17-08)	2	Con este fin, las CPC aplicarán las normas establecidas en esta Recomendación con el objetivo de reducir la mortalidad por pesca total (la suma de cualquier retención, descarte de ejemplares muertos y mortalidad tras la liberación de los descartes de ejemplares vivos) para mantener la mortalidad en niveles sostenibles para la recuperación del stock y establecer un proceso para determinar si en algún año determinado existe una posibilidad de retención.			
21-09 (antes 19-06)	3	Las CPC implementarán una prohibición sobre retener a bordo y desembarcar, total o parcialmente, marrajo dientuso del Atlántico norte	No		

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
06/17-08)		capturado en asociación con las pesquerías de ICCAT en 2022 y 2023 como primer paso para la recuperación de stock.			
21-09	6	Las CPC cuyos buques pesqueros retienen marrajo dientuso del Atlántico norte prohibirán transbordar, total o parcialmente, marrajo dientuso del Atlántico norte capturado en asociación con las pesquerías de ICCAT.	Sí		
21-09 (antes 19-06/17-08)	7	<p>Cualquier retención permitida, de conformidad con el párrafo 5, sólo se autorizará cuando el pez esté muerto en el momento de la virada, y el buque lleve a bordo un observador o un sistema de seguimiento electrónico (EMS) en funcionamiento para verificar el estado de los tiburones.</p> <p>a) En el caso de los buques de 12 metros o menos, un buque no podrá retener más de un ejemplar de marrajo dientuso del Atlántico norte en cualquier marea.</p> <p>b) Para los fines de este párrafo, una marea de pesca se define como el periodo que comienza cuando un buque pesquero sale de un muelle, atracadero, playa, dique, rampa o puerto para realizar operaciones de pesca y que termina con la vuelta al muelle, atracadero, playa, dique, rampa o puerto.</p>	Sí		
21-09	8	<p>8. Los párrafos 3 a 7 no se aplicarán a Islandia ni a Noruega cuyas leyes internas requieren que se desembarquen todos los ejemplares muertos, siempre y cuando:</p> <p>a) el pez esté muerto al izarlo a bordo</p> <p>b) la pesca dirigida al marrajo dientuso esté prohibida;</p> <p>c) la cantidad de marrajo dientuso del Atlántico norte desembarcada se comunique en la hoja de comprobación de implementación de tiburones de la CPC, tal y como requiere la Recomendación 18-06</p>			

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		y cualquier sucesora futura o revisión de esta; d) el marrajo dientuso del Atlántico norte se desembarque con las aletas pegadas naturalmente al cuerpo; y e) se prohíba a los pescadores obtener valor comercial alguno de dichos peces.			
21-09 (antes 19- 06/17- 08)	9	A partir de la entrada en vigor de esta Recomendación, las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que implementen, teniendo debidamente en cuenta la seguridad de la tripulación, las normas mínimas para los procedimientos de manipulación y liberación seguras de los ejemplares de marrajo dientuso del Atlántico norte, tal y como están prevista en el Anexo 2 de la presente Recomendación, con el fin de liberar sin demora e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte y mejorar su capacidad de supervivencia cuando sean llevados al costado del buque.	Sí		
21-09 (antes 19- 06/17- 08)	11 (antes 10)	Las CPC comunicarán a la Secretaría de ICCAT, de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT, las capturas totales, incluidos cualquier desembarque, los descartes de ejemplares muertos y las liberaciones de ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte. La frecuencia de comunicación será mensual para todos los desembarques permitidos con el fin de realizar un seguimiento estrecho del consumo de la tolerancia de retención y anual para los descartes de ejemplares muertos, las liberaciones de ejemplares vivos y las capturas totales.	N/A		
21-09 (antes 19- 06/17- 08)	13	A más tardar el 31 de julio de 2022, las CPC que comunicaron capturas medias anuales (desembarques y descartes de ejemplares muertos) de marrajo dientuso del Atlántico norte de más de 1 t entre 2018-2020 presentarán al SCRS la metodología estadística utilizada para estimar los descartes de ejemplares muertos y	N/A		

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)	Nota
		las liberaciones de ejemplares vivos. Las CPC con pesquerías artesanales y de pequeña escala proporcionarán también información sobre sus programas de recopilación de datos.			
21-09 (antes 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	Como parte de su presentación anual de datos de Tareas 1 y 2, las CPC proporcionarán todos los datos pertinentes para el marrajo dientuso del Atlántico norte, incluidas las estimaciones de descartes de ejemplares muertos y liberaciones de ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte, utilizando los métodos aprobados por el SCRS con arreglo al párrafo 13.	Si		
21-09 (antes 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	Si el Comité de cumplimiento determina que las CPC que autorizan a sus buques a retener a bordo y desembarcar marrajo dientuso del Atlántico norte, de conformidad con el párrafo 5, no comunican sus datos de captura, incluidos los descartes de ejemplares muertos y las liberaciones de ejemplares vivos, las CPC afectadas requerirán a sus buques que se abstengan de retener cualquier cantidad de marrajo dientuso del Atlántico norte hasta que se hayan comunicado dichos datos.	N/A		
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	16	Las CPC se esforzarán por incrementar gradualmente hasta el 10 % la cobertura de observadores, incluido mediante EMS, de todos los buques de pesca de palangre en las pesquerías de ICCAT, que puedan interactuar potencialmente con el marrajo dientuso del Atlántico norte. Este aumento de la cobertura debería implementarse de acuerdo con las disposiciones de la Recomendación 16-14, ya sea mediante el despliegue de observadores humanos a bordo de los buques o mediante el uso del EMS, teniendo en cuenta las normas mínimas que debe acordar ICCAT, basándose en el asesoramiento del SCRS y del GTP.	No, no tenemos estas practicas		
21-09	17	La recogida de muestras biológicas durante las operaciones de pesca comercial cumplirá las disposiciones de la Recomendación de ICCAT sobre el muestreo biológico de especies prohibidas de tiburones	N/A		

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		por parte de observadores científicos (Rec. 13-10). Las CPC deberían fomentar la recogida de datos biológicos y muestras biológicas de los ejemplares marrajo dientuso del Atlántico norte que estén muertos en la virada, como músculos, vértebras y tejidos reproductivos, de acuerdo con los términos de esta Recomendación y según las recomendaciones del SCRS.			
21-09	18	<p>No obstante lo establecido en el párrafo 7, en el contexto de esta Recomendación y solo para buques de menos de 15 m, cuando exista una inquietud extraordinaria en cuanto a seguridad que impida la asignación de un observador a bordo, una CPC podrá aplicar de manera excepcional un enfoque alternativo, tal y como se establece en la Recomendación 16-14. Esta derogación del párrafo 7 se aplicará sin perjuicio del compromiso general de todas las CPC como se indica en esta medida para finalizar de manera inmediata la sobrepesca y para reducir los niveles de mortalidad. Toda CPC que desee aprovechar este enfoque alternativo deberá:</p> <p>1) presentar los detalles del enfoque al SCRS basándose en el asesoramiento del SCRS para la evaluación y</p> <p>2) obtener la aprobación de la Comisión (conforme a lo establecido en la Recomendación 16-14).</p>	N/A		
21-09	19	Además, se insta a las CPC a investigar la mortalidad en el buque y posterior a la liberación del marrajo dientuso, lo que incluye, pero no exclusivamente, la incorporación de temporizadores de anzuelos y de programas de marcado por satélite.	N/A		

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
21-09	21 a)	El SCRS proporcionará a la Comisión desde ahora hasta 2023, y siempre que se disponga de nueva información, un asesoramiento actualizado sobre las medidas de mitigación destinadas a reducir aún más la mortalidad del marrajo dientuso. Para ello, antes del 30 de abril de 2023 las CPC presentarán al SCRS información por pesquería sobre las medidas técnicas y otras medidas de ordenación que hayan aplicado para reducir la mortalidad por pesca total del marrajo dientuso del Atlántico norte, con la excepción de aquellas CPC que ya hayan presentado dicha información a la Secretaría.	N/A		
21-09	24	Sin perjuicio de lo dispuesto en el párrafo 2 del Artículo VIII del Convenio, se alienta encarecidamente a las CPC a que apliquen de acuerdo con sus procedimientos reglamentarios esta Recomendación lo antes posible y antes de la fecha de su entrada en vigor.	N/A		

Shark Implementation Check Sheet

(Name of CPC) SIERRA LEONE

Rec. #	Para #	Requirement	Status of implementation	Relevant domestic laws or regulations (as applicable, include text, references, or links where this information is codified)	Note
04-10	1	Contracting Parties, Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (CPCs) shall annually report Task 1 and Task 2 data for catches of sharks, in accordance with ICCAT data reporting procedures, including available historical data.	No		Sierra Leone does not have industrial fishing vessels flying its flag and fishermen from the small-scale fisheries do not record catches of sharks.
	2	CPCs shall take the necessary measures to require that their fishermen fully utilize their entire catches of sharks. Full utilization is defined as retention by the fishing vessel of all parts of the shark excepting head, guts and skins, to the point of first landing.	Yes	Fisheries and Aquaculture Act 2018 And Fisheries and Aquaculture Regulation 2019	Sierra Leone laws forbid the catching of juvenile sharks and do not allow any part of matured shark caught to be removed prior to landing at port or landing sites. This is monitored through dock observer programs where records of fish landed including their states
	3	(1) CPCs shall require their vessels to not have onboard fins that total more than 5% of the weight of sharks onboard, up to the first point of landing.	Yes	Fisheries and Aquaculture Act 2018 And Fisheries and Aquaculture Regulation 2019	Sierra Leone law prohibits the removal of any parts including fins from matured sharks until they are landed. Immature sharks are not allowed to be caught
		(2) CPCs that currently do not require fins and carcasses to be offloaded together at the point of first landing shall take the necessary measures to ensure compliance with the 5% ratio through certification, monitoring by an observer, or other appropriate measures.	N/A		Sharks are legally allowed to be retained onboard in whole and the law makes it illegal for cutting off the fins except after landing. Observers onboard fishing vessels, dock observers at landing sites and ports as well as inspectors and

					enumerators ensure that no fin is detached from matures sharks and should be landed whole.
	5	Fishing vessels are prohibited from retaining on board, transshipping or landing any fins harvested in contravention of this Recommendation.	Yes		Matured sharks are legally allowed to be retained onboard in whole and the law makes it illegal for cutting off the fins except after landing. Observers on board fishing vessels, dock observers at landing sites and ports as well as inspectors and enumerators ensure that no fin is detached from matures sharks and should be landed whole.
07-06	1	Contracting Parties, Cooperating non-Contracting Parties, Entities and Fishing Entities (hereinafter referred to as CPCs), especially those directing fishing activities for sharks, shall submit Task 1 and 2 data for sharks, as required by ICCAT data reporting procedures (including estimates of dead discards and size frequencies) in advance of the next SCRS assessment.	No		Fishermen are not directly targeting to catch sharks.
	2	Until such time as sustainable levels of harvest can be determined through peer reviewed stock assessments by SCRS or other organizations, CPCs shall take appropriate measures to reduce fishing mortality in fisheries targeting porbeagle (<i>Lamna nasus</i>) and North Atlantic shortfin mako sharks (<i>Isurus oxyrinchus</i>).	N/A		Sierra Leone Fishermen are not targeting porbeagle (<i>Lamna nasus</i>) and North Atlantic shortfin mako sharks (<i>Isurus oxyrinchus</i>). Fisheries Observers onboard industrial fishing vessels, Dock side observers at ports and landing sites as well as enumerators are monitoring the various species that are caught or landed.
09-07	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit, retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of bigeye	N/A		Sierra Leone Fishermen are not targeting porbeagle (<i>Lamna nasus</i>) and North Atlantic shortfin mako sharks (<i>Isurus oxyrinchus</i>). Fisheries Observers onboard

SIERRA LEONE

		thresher sharks (<i>Alopias superciliosus</i>) in any fishery with exception of a Mexican small-scale coastal fishery with a catch of less than 110 fish.			industrial fishing vessels, Dock side observers at ports and landing sites as well as enumerators are monitoring the various species that are caught or landed.
	2	CPCs shall require vessels flying their flag to promptly release unharmed, to the extent practicable, bigeye thresher sharks when brought along side for taking on board the vessel.	No		Sierra Leone is not a flag state for vessels targeting, bigeye thresher sharks
	4	CPCs shall require the collection and submission of Task 1 and Task 2 data for <i>Alopias</i> spp other than <i>A. superciliosus</i> in accordance with ICCAT data reporting requirements. The number of discards and releases of <i>A. superciliosus</i> must be recorded with indication of status (dead or alive) and reported to ICCAT in accordance with ICCAT data reporting requirements.	No		Sierra Leone is not a flag state for vessels targeting, bigeye thresher sharks.
10-06	1	CPCs shall include information in their 2012 Annual Reports on actions taken to implement Recommendations 04-10, 05-05, and 07-06, in particular the steps taken to improve their Task 1 and Task 2 data collection for direct and incidental catches.	No		Sierra Leone is not a flag state to submit Task 1 and Task 2
10-07	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of oceanic whitetip sharks in any fishery.	Yes		Sierra Leone fisheries legal instruments prohibit the sale on endangered species. Fisheries Observers onboard industrial fishing vessels, Dock side observers at ports and landing sites as well as enumerators are monitoring the various species that are caught or landed.
	2	CPCs shall record through their observer programs the number of discards and releases of oceanic whitetip sharks with indication of status (dead or alive) and report it to ICCAT.	Yes		Sierra Leone observer programme makes it a requirement to record by catch and discards of every species. However, Whitetip sharks have not been recorded in Sierra Leone and so no report on discards of this species is available to be sent to ICCAT

10-08	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of hammerhead sharks of the family Sphyrnidae (except for the <i>Sphyrna tiburo</i>), taken in the Convention area in association with ICCAT fisheries.	Yes		Catch of hammerhead shark has never been reported by fishermen and industrial vessels. If accidentally caught, the fishermen will release it back to the sea.
	2	CPCs shall require vessels flying their flag, to promptly release unharmed, to the extent practicable, hammerhead sharks when brought alongside the vessel.	Yes		Sierra Leone is not flag state. If accidentally caught
	3	(1) Hammerhead sharks that are caught by developing coastal CPCs for local consumption are exempted from the measures established in paragraphs 1 and 2, provided these CPCs submit Task 1 and, if possible, Task 2 data according to the reporting procedures established by the SCRS. If it is not possible to provide catch data by species, they shall be provided at least by genus <i>Sphyrna</i> .	N/A		Catch has never been reported for the past years.
		(2) Developing coastal CPCs exempted from this prohibition pursuant to this paragraph should endeavor not to increase their catches of hammerhead sharks. Such CPCs shall take necessary measures to ensure that hammerhead sharks of the family Sphyrnidae (except of <i>Sphyrna tiburo</i>) will not enter international trade and shall notify the Commission of such measures.	N/A		Catch has never been reported for international trade or markets.
	4	CPCs shall require that the number of discards and releases of hammerhead sharks are recorded with indication of status (dead or alive) and reported to ICCAT in accordance with ICCAT data reporting requirements.	No		Catch has never been reported
11-08	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall require fishing vessels flying their flag and operating in ICCAT managed fisheries to release all silky sharks whether dead or alive,	No		Catch has never been reported of such species.

		and prohibit retaining on board, transshipping, or landing any part or whole carcass of silky shark.			
	2	CPCs shall require vessels flying their flag to promptly release silky sharks unharmed, at the latest before putting the catch into the fish holds, giving due consideration to the safety of crew members. Purse seine vessels engaged in ICCAT fisheries shall endeavor to take additional measures to increase the survival rate of silky sharks incidentally caught.	No		Sierra Leone is not a flag state country for tuna and like shark.
	3	CPCs shall record through their observer programs the number of discards and releases of silky sharks with indication of status (dead or alive) and report them to ICCAT.	No		Such Catch of data has never been reported
	4	(1) Silky sharks that are caught by developing coastal CPCs for local consumption are exempted from the measures established in paragraphs 1 and 2, provided these CPCs submit Task 1 and, if possible, Task 2 data according to the reporting procedures established by the SCRS. CPCs that have not reported species-specific shark data shall provide a plan by July 1, 2012, for improving their data collection for sharks on a species specific level for review by the SCRS and Commission.	Yes		The process of developing data collection for shark on a species-specific level is ongoing. The process of developing data collection for shark on a species-specific level is ongoing.
		(2) Developing coastal CPCs exempted from the prohibition pursuant to this paragraph shall not increase their catches of silky sharks. Such CPCs shall take necessary measures to ensure that silky sharks will not enter international trade and shall notify the Commission of such measures.	N/A		Catch has never been reported for international trade or markets.
	6	The prohibition on retention in paragraph 1 does not apply to CPCs whose domestic law requires that all dead fish be landed, that the fishermen cannot draw any commercial profit from such fish and that includes a prohibition against silky shark fisheries.	Applicable		"Such catch has never been landed or trade for commercial purposes
11-15	1	CPCs shall include information in their Annual Reports on actions taken to implement their reporting obligations for all ICCAT fisheries, including shark species	No		Sierra Leone does not have industrial fishing vessels flying its flag and fishermen from the small-scale

		caught in association with ICCAT fisheries, in particular the steps taken to improve their Task 1 and Task 2 data collection for direct and incidental catches.			fisheries do not record catches of shark. However, plans are ongoing to start data collection on tuna species and shark from the artisanal and non-tuna industrial fishing vessels as a by-catch.								
15-06	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall require their vessels to promptly release unharmed, to the extent practicable, porbeagle sharks caught in association with ICCAT fisheries when brought alive alongside for taking on board the vessel.	Yes		Catch data of such species has never been recorded or reported.								
	2	CPCs shall ensure the collection of Task 1 and Task 2 data for porbeagle sharks and their submission in accordance with ICCAT data reporting requirements. Discards and releases of porbeagle sharks shall be recorded with indication of status (dead or alive) and reported to ICCAT in accordance with ICCAT data reporting requirements.	No		Sierra Leone is not a flag state country.								
21-10 (before, 19-07, para 3)	1	<p>The following CPCs shall be subject to the following catch limits:</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>CPC</th> <th>t</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>EU*</td> <td>32,578</td> </tr> <tr> <td>Japan</td> <td>4,010</td> </tr> <tr> <td>Morocco</td> <td>1,644</td> </tr> </tbody> </table> <p>*The European Union is authorised to transfer 32.58 t from its catch limit in 2022 to the United Kingdom.</p> <p>All other CPCs shall endeavor to maintain their catches at recent levels.</p>	CPC	t	EU*	32,578	Japan	4,010	Morocco	1,644	Yes		<p>Those CPC should exceed their catch limit</p> <p>Sierra Leone is not a flag state country and has not been given TAC.</p>
CPC	t												
EU*	32,578												
Japan	4,010												
Morocco	1,644												
21-11 (before, 19-08, para 2)	1	An annual Total Allowable Catch (TAC) of 28,923 t for South Atlantic blue shark is established.	Yes		An annual Total Allowable Catch (TAC) of 28,923 t for South Atlantic blue shark should be established								
19-07/19-08 (before 16-12 for North)	4	Each CPC shall ensure that its vessels catching [North/South] Atlantic blue shark in association with ICCAT fisheries in the Convention area record their catch in accordance with the requirements set out in the	No		Such Catch has never been reported. And if caught by fishermen are obliged to releases it back to the sea.								

		<p>Recommendation by ICCAT Concerning the Recording of Catch by Fishing Vessels in the ICCAT Convention Area (Rec. 03-13).</p> <p>(Rec. 03-13 provides: Each flag Contracting Party, Cooperating non-Contracting Party, Entity or Fishing Entity shall ensure that all fishing vessels flying its flag and authorized to fish species managed by ICCAT in the Convention area be subject to a data recording system. All commercial fishing vessels over 24 m length overall shall keep a bound or electronic logbook recording the information required in the ICCAT Field Manual for Statistics and Sampling. In the case of sport fishing vessels, other comparable data-collection systems shall be acceptable.)</p>			
19-07/19-08 (before 16-12 for North)	5	CPCs shall implement data collection programmes that ensure the reporting to ICCAT of accurate [North/South] Atlantic blue shark catch, effort, size and discard data to ICCAT in full accordance with the ICCAT requirements for provision of Task 1 and Task 2 data.	N/A		Such Catch has never been reported. And if caught by fishermen then it is obliged to release it back to the sea.
19-07/19-08 (before 16-12 for North)	7	CPCs are encouraged to undertake scientific research that would provide information on key biological/ecological parameters, life-history, migrations, post-release survivorship and behavioral traits of [North/South] blue sharks. Such information shall be made available to the SCRS.	Yes		Such Catch has never been reported. And if caught then fishermen, are obliged to release it back to the sea.
18-06	3	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) may be exempt from the submission of the check sheet when vessels flying their flag are not likely to catch any sharks species covered by the Recommendations Rec. 04-10, 07-06, 09-07, 10-06, 10-07, 10-08, 11-08, 11-15, 12-05, 14-06 and 15-06 on the condition that the concerned CPCs obtained a confirmation by the Sharks Species Group through necessary data submitted by CPCs for this purpose.	No		Sierra Leone does not have tuna vessels flying her flag

21-09 (before 19-06 / 17-08)	2	Toward that end, the rules set out in this Recommendation shall be applied by CPCs with the aim to reduce total fishing mortality (the sum of any retention, dead discards, and post-release mortality of live discards), to maintain mortality at sustainable levels to rebuild the stock, and to establish a process to determine whether in any given year there is a possibility for retention.	No		Sierra Leone flagged fishing vessels are prohibited from fishing outside the EEZ of the country. However vessel captains and observers are required to record and release unharmed any strange species including endangered species that are caught during fishing.
21-09 (before 19-06 / 17-08)	3	CPCs shall implement a prohibition on retaining on board, transshipping and landing, whole or in part, North Atlantic shortfin mako caught in association with ICCAT fisheries in 2022 and 2023 as a first step in rebuilding the stock.	Yes		Sierra Leone-flagged fishing vessels are prohibited from fishing outside the EEZ of the country and there are no reports of North Atlantic shortfin mako in the waters of Sierra Leone. However, vessel captains and observers are required to record and release unharmed any strange species including endangered species that are caught during fishing.
21-09	6	CPCs whose fishing vessels retain North Atlantic shortfin mako shall prohibit transshipping, whole or in part, North Atlantic shortfin mako caught in association with ICCAT fisheries.	No		<i>Not applicable to Sierra Leone.</i> Sierra Leone flagged fishing vessels are prohibited from fishing outside the EEZ of the country and there are no reports of North Atlantic shortfin mako in the waters of Sierra Leone.
21-09 (before 19-06/17-08)	7	Any retention permissible in accordance with paragraph 5 shall be allowed only when the fish is dead on haulback and the vessel has an observer or a functioning electronic monitoring system (EMS) on board to verify the condition of the sharks: a) For vessels of 12 meters or less, no more than one specimen of North Atlantic shortfin mako shall be retained by a vessel for any fishing trip. b) For the purposes of this paragraph, a fishing trip is defined as the time period	No		Sierra Leone does not have observers on board tuna vessels. Sierra Leone only give excess license ans as such information are submitted to flage state countries. No reports of North Atlantic shortfin mako in the waters of Sierra Leone.

		that begins when a fishing vessel departs from a dock, berth, beach, seawall, ramp, or port to carry out fishing operations and that terminates with a return to a dock, berth, beach, seawall, ramp, or port.			
21-09	8	8. Paragraphs 3 to 7 shall not apply to Iceland and Norway whose domestic law requires that any dead fish be landed, provided that: a) The fish is dead on haulback; b) Directed fishing for shortfin mako sharks is prohibited; c) The amount of landed North Atlantic shortfin mako is reported in the CPC's Shark Implementation Check Sheet, as required by Recommendation 18-06 and any future successor or revision thereto; d) North Atlantic shortfin mako be landed with their fins naturally attached; and e) Fishermen are prohibited from drawing any commercial value from such fish.			No reports of North Atlantic shortfin mako in the waters of Sierra Leone.
21-09 (before 19-06/17-08)	9	Upon entry into force of this Recommendation, CPCs shall require vessels flying their flag to implement, while giving due consideration to the safety of the crew, the minimum standards for safe handling and release procedures of North Atlantic shortfin mako shark, as provided under Annex 2 of this Recommendation, in order to promptly release unharmed, to the extent practicable, and to improve survivability of live North Atlantic shortfin mako shark when brought alongside the vessel.	No		Sierra Leone is not a flag state country and no reports of North Atlantic shortfin mako
21-09 (before 19-06 / 17-08)	11 (before 10)	CPCs shall report to the ICCAT Secretariat, in accordance with ICCAT data reporting requirements, total catches, including any landings, dead discards and live releases, of North Atlantic shortfin mako. The frequency of reporting shall be monthly for any permissible landings in order to closely monitor the uptake of the retention allowance, and annually for dead discards, live releases and total catches.	No		Sierra Leone is not a flag state country and no reports of North Atlantic shortfin mako
21-09 (before 19-06 / 17-08)	13	No later than 31 July 2022, CPCs that reported annual average catches (landings and dead	N/A.		Sierra Leone is not a flag state country and

SIERRA LEONE

		discards) of North Atlantic shortfin mako over 1 t between 2018-2020 shall present to the SCRS the statistical methodology used to estimate dead discards and live releases. CPCs with artisanal and small-scale fisheries shall also provide information about their data collection programs.			no reports of North Atlantic shortfin mako
21-09 (before 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	As part of their annual Task 1 and 2 data submissions, CPCs shall provide all relevant data for North Atlantic shortfin mako, including estimates of dead discards and live releases using the methods approved by the SCRS in paragraph 13.	No		Sierra Leone is not a flag state country and no reports of North Atlantic shortfin mako
21-09 (before 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	If the Compliance Committee determines that CPCs that authorize their vessels to retain on board and land North Atlantic shortfin mako pursuant to paragraph 5 fail to report their catch data, including dead discards and live releases, the CPCs concerned shall require their fishing vessels to refrain from retaining any quantity of North Atlantic shortfin mako until such data have been reported.	N/A		Sierra Leone is not a flag state country and no reports of North Atlantic shortfin mako
21-09 (before 19-06/ 17-08)	16	CPCs shall endeavor to gradually increase the observer coverage, including EMS, of all longline fishing vessels in ICCAT fisheries that may have potential interaction with North Atlantic shortfin mako sharks to 10%. This increase in the coverage should be implemented in accordance with provisions of Recommendation 16-14 either by means of the deployment of human observers on board vessels or through the use of EMS, taking into account minimum standards to be agreed by ICCAT, based on advice from the SCRS and PWG.	Yes		Sierra Leone is not a flag state country and does not have an observer on board Tuna vessels.
21-09	17	Collection of biological samples during commercial fishing operations shall comply with the Recommendation by ICCAT on biological sampling of prohibited shark species by scientific observers (Rec. 13-10). CPCs should encourage the collection of biological data and biological samples of North Atlantic shortfin mako that are dead at haulback, such as muscle, vertebrae and reproductive tissues, consistent with the terms of this Recommendation and according	Yes		Sierra Leone is not a flag state country and does not have an observer on board Tuna vessels to collect data. Not applicable to Sierra Leone. The species does not occur in the waters of the country.

		to the recommendations of SCRS.			
21-09	18	<p>Notwithstanding paragraph 7, in the context of this Recommendation and only for vessels less than 15 meters, where an extraordinary safety concern exists that precludes deployment of an onboard observer, a CPC may exceptionally apply an alternative approach as set out in Recommendation 16-14. This derogation from paragraph 7, shall be without prejudice to the overall commitment of all CPCs as outlined in this measure to immediately end overfishing and to reduce mortality levels. Any CPC wishing to avail itself of this alternative approach must:</p> <p>1) present the details of the approach to the SCRS based on the advice of the SCRS for evaluation and</p> <p>2) obtain approval from the Commission (as stipulated in Recommendation 16-14).</p>	N/A.		<p>Not applicable to Sierra Leone. The species does not occur in the waters of the country.</p> <p>Not applicable to Sierra Leone. The species does not occur in the waters of the country.</p>
21-09	19	CPCs are encouraged to investigate at-vessel and post-release mortality of shortfin mako including, but not exclusively through, the incorporation of hook-timers and of satellite tagging programs.	No		Not applicable to Sierra Leone. The species does not occur in the waters of the country.
21-09	21 a)	The SCRS shall provide to the Commission by 2023, and whenever new information becomes available, updated advice on mitigation measures aimed at further reducing shortfin mako mortality. For that purpose, by 30 April 2023, CPCs shall submit to the SCRS information by fishery on the technical and other management measures they have implemented for reducing total fishing mortality of North Atlantic shortfin mako sharks, except the CPCs that have already provided this information to the Secretariat.	Yes		<p>Not applicable to Sierra Leone. The country is on the East Central Atlantic Area and the species has not been reported in Sierra Leone waters.</p> <p>Note: If spotted, then SL will report it</p>
21-09	24	Notwithstanding the provisions of Article VIII, paragraph 2 of the Convention, CPCs are strongly encouraged to implement, in accordance with their regulatory procedures, this Recommendation as soon as possible and before the date of its entry into force.	No		Not applicable to Sierra Leone. The country is on the East Central Atlantic Area and the species has not been reported in Sierra Leone waters

Shark Implementation Check Sheet

Name of CPC: TRINIDAD AND TOBAGO

Updated general note to 'No' responses:

Trinidad and Tobago's fisheries legislation (Fisheries Act) is outdated. Its scope is narrow and does not allow for the making of regulations to facilitate compliance with many of ICCAT's conservation and management measures.

New legislation, the Fisheries Management Bill (FMB), was developed under an FAO-funded project to facilitate, *inter alia*, the implementation of the country's international obligations as a coastal, flag, port and market State.

The FMB was laid in Parliament in August 2020 and subsequently in October 2020. It continues to be reviewed by a Parliamentary Joint Select Committee. Draft Regulations were developed to facilitate implementation of the registration and licensing system, and monitoring, control, surveillance and enforcement.

Trinidad and Tobago is also currently developing a National Plan of Action for the Conservation and Management of Sharks which will inform related conservation and management regulations. The draft NPOA is to be submitted by the Fisheries Division for Ministerial approval followed by Cabinet approval.

<i>Rec. #</i>	<i>Para #</i>	<i>Requirement</i>	<i>Status of implementation</i>	<i>Relevant domestic laws or regulations (as applicable, include text, references, or links where this information is codified)</i>	<i>Note</i>
04-10	1	Contracting Parties, Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (CPCs) shall annually report Task 1 and Task 2 data for catches of sharks, in accordance with ICCAT data reporting procedures, including available historical data.	No		Trinidad and Tobago reports Task 1 and Task 2 data annually, in accordance with ICCAT data reporting procedures.
	2	CPCs shall take the necessary measures to require that their fishermen fully utilize their entire catches of sharks. Full utilization is defined as retention by the fishing vessel of all parts of the shark excepting head, guts and skins, to the point of first landing.	No		See general note above.
	3	(1) CPCs shall require their vessels to not have onboard fins that total more than 5% of the weight of sharks onboard, up to the first point of landing.	No		See general note above.

TRINIDAD & TOBAGO

		(2) CPCs that currently do not require fins and carcasses to be offloaded together at the point of first landing shall take the necessary measures to ensure compliance with the 5% ratio through certification, monitoring by an observer, or other appropriate measures.	No		See general note above.
	5	Fishing vessels are prohibited from retaining on board, transshipping or landing any fins harvested in contravention of this Recommendation.	No		See general note above.
07-06	1	Contracting Parties, Cooperating non-Contracting Parties, Entities and Fishing Entities (hereinafter referred to as CPCs), especially those directing fishing activities for sharks, shall submit Task 1 and 2 data for sharks, as required by ICCAT data reporting procedures (including estimates of dead discards and size frequencies) in advance of the next SCRS assessment.	No		Trinidad and Tobago reports Task 1 and Task 2 data annually, in accordance with ICCAT data reporting procedures.
	2	Until such time as sustainable levels of harvest can be determined through peer reviewed stock assessments by SCRS or other organizations, CPCs shall take appropriate measures to reduce fishing mortality in fisheries targeting porbeagle (<i>Lamna nasus</i>) and North Atlantic shortfin mako sharks (<i>Isurus oxyrinchus</i>).	Yes		It should be noted that Trinidad and Tobago fleets do not catch porbeagle (<i>Lamna nasus</i>) and there are no fisheries in Trinidad and Tobago targeting North Atlantic shortfin mako shark (<i>Isurus oxyrinchus</i>). The export of North Atlantic shortfin mako shark is prohibited. This measure is implemented under a Trade Ordinance. The Fisheries Division, being responsible for the recommendation of the granting of trade licences for food fish (fresh/chilled/frozen) to the Ministry of Trade, Industry and Investment, ceased issuing such recommendations for the export of North Atlantic shortfin mako shark.

TRINIDAD & TOBAGO

09-07	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit, retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of bigeye thresher sharks (<i>Alopias superciliosus</i>) in any fishery with exception of a Mexican small-scale coastal fishery with a catch of less than 110 fish.	No	The export of bigeye thresher shark (<i>Alopias superciliosus</i>) is prohibited. This measure is implemented under a Trade Ordinance. The Fisheries Division, being responsible for the recommendation of the granting of trade licences for food fish (fresh/chilled/frozen) to the Ministry of Trade, Industry and Investment, ceased issuing such recommendations for the export of bigeye thresher shark.
	2	CPCs shall require vessels flying their flag to promptly release unharmed, to the extent practicable, bigeye thresher sharks when brought along side for taking on board the vessel.	No	See note immediately above
	4	CPCs shall require the collection and submission of Task 1 and Task 2 data for <i>Alopias</i> spp other than <i>A. superciliosus</i> in accordance with ICCAT data reporting requirements. The number of discards and releases of <i>A. superciliosus</i> must be recorded with indication of status (dead or alive) and reported to ICCAT in accordance with ICCAT data reporting requirements.	No	In 2023 fishing operations of the non-artisanal longline fleet will be monitored through a Vessel Monitoring System (VMS) which is being implemented via an agreement among Collecte Localisation Satellites System (CLS), the Trinidad and Tobago Longliners' Association, the Ministry of National Security and the Ministry of Agriculture, Land and Fisheries. The VMS will be fully operational from January 2023, however, at present 19 of the 24 operational non-artisanal longliners have been outfitted with the VMS hardware and software and are already utilising the system.

TRINIDAD & TOBAGO

					<p>The VMS includes an electronic logbook component which is currently being updated by CLS and will be implemented in 2023.</p> <p>One trial Observer-monitored trip was completed in September 2022 as a fact-finding mission.</p>
10-06	1	CPCs shall include information in their 2012 Annual Reports on actions taken to implement Recommendations 04-10, 05-05, and 07-06, in particular the steps taken to improve their Task 1 and Task 2 data collection for direct and incidental catches.	Yes		See note to Rec. 09-07, para 4
10-07	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of oceanic whitetip sharks in any fishery.	No		The export of oceanic whitetip shark is prohibited. This measure is implemented under a Trade Ordinance. The Fisheries Division, being responsible for the recommendation of the granting of trade licences for food fish (fresh/chilled/frozen) to the Ministry of Trade, Industry and Investment, ceased issuing such recommendations for the export of oceanic whitetip shark.
	2	CPCs shall record through their observer programs the number of discards and releases of oceanic whitetip sharks with indication of status (dead or alive) and report it to ICCAT.	No		See note to Rec. 09-07, para 4
10-08	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall prohibit retaining onboard, transshipping, landing, storing, selling, or offering for sale any part or whole carcass of hammerhead sharks of the family Sphyrnidae (except for the <i>Sphyrna tiburo</i>), taken in the Convention area in association with ICCAT fisheries.	No		The export of hammerhead sharks of the family Sphyrnidae (except for <i>Sphyrna tiburo</i>) is prohibited. This measure is implemented under a Trade Ordinance. The Fisheries Division, being responsible for the recommendation of the granting of trade licences for food fish

TRINIDAD & TOBAGO

					(fresh/chilled/frozen) to the Ministry of Trade, Industry and Investment, ceased issuing such recommendations for the export of hammerhead sharks of the family Sphyrnidae (except for <i>Sphyrna tiburo</i>).
	2	CPCs shall require vessels flying their flag, to promptly release unharmed, to the extent practicable, hammerhead sharks when brought alongside the vessel.	No		See note immediately above
	3	(1) Hammerhead sharks that are caught by developing coastal CPCs for local consumption are exempted from the measures established in paragraphs 1 and 2, provided these CPCs submit Task 1 and, if possible, Task 2 data according to the reporting procedures established by the SCRS. If it is not possible to provide catch data by species, they shall be provided at least by genus <i>Sphyrna</i> .	No		Trinidad and Tobago has provided all available Task I and Task II data for hammerhead sharks at least by genus <i>Sphyrna</i> . Also see note to Rec. 09-07, para 4
		(2) Developing coastal CPCs exempted from this prohibition pursuant to this paragraph should endeavor not to increase their catches of hammerhead sharks. Such CPCs shall take necessary measures to ensure that hammerhead sharks of the family Sphyrnidae (except of <i>Sphyrna tiburo</i>) will not enter international trade and shall notify the Commission of such measures.	Yes		The export of hammerhead sharks of the family Sphyrnidae (except for <i>Sphyrna tiburo</i>) is prohibited. This measure is implemented under a Trade Ordinance. The Fisheries Division, being responsible for the recommendation of the granting of trade licences for food fish (fresh/chilled/frozen) to the Ministry of Trade, Industry and Investment, ceased issuing such recommendations for the export of hammerhead sharks of the family Sphyrnidae (except for <i>Sphyrna tiburo</i>).
	4	CPCs shall require that the number of discards and releases of hammerhead sharks are recorded with indication of status (dead or alive) and reported to ICCAT in	No		See note to Rec. 09-07, para 4

TRINIDAD & TOBAGO

		accordance with ICCAT data reporting requirements.			
11-08	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall require fishing vessels flying their flag and operating in ICCAT managed fisheries to release all silky sharks whether dead or alive, and prohibit retaining on board, transshipping, or landing any part or whole carcass of silky shark.	No		The export of silky shark is prohibited. This measure is implemented under a Trade Ordinance. The Fisheries Division, being responsible for the recommendation of the granting of trade licences for food fish (fresh/chilled/frozen) to the Ministry of Trade, Industry and Investment, ceased issuing such recommendations for the export of silky shark.
	2	CPCs shall require vessels flying their flag to promptly release silky sharks unharmed, at the latest before putting the catch into the fish holds, giving due consideration to the safety of crew members. Purse seine vessels engaged in ICCAT fisheries shall endeavor to take additional measures to increase the survival rate of silky sharks incidentally caught.	No		See general note above
	3	CPCs shall record through their observer programs the number of discards and releases of silky sharks with indication of status (dead or alive) and report them to ICCAT.	No		See note to Rec. 09-07, para 4
	4	(1) Silky sharks that are caught by developing coastal CPCs for local consumption are exempted from the measures established in paragraphs 1 and 2, provided these CPCs submit Task 1 and, if possible, Task 2 data according to the reporting procedures established by the SCRS. CPCs that have not reported species-specific shark data shall provide a plan by July 1, 2012, for improving their data collection for sharks on a species specific level for review by the SCRS and Commission.	No		Trinidad and Tobago has provided all available Task I and Task II data for silky shark according to the reporting procedures established by the SCRS. See note to Rec. 09-07, para 4
		(2) Developing coastal CPCs exempted from the prohibition pursuant to this paragraph shall not increase their catches of silky sharks. Such CPCs shall take necessary measures to ensure that	Yes		The export of silky shark is prohibited. This measure is implemented under a Trade Ordinance. The Fisheries Division,

TRINIDAD & TOBAGO

		silky sharks will not enter international trade and shall notify the Commission of such measures.			being responsible for the recommendation of the granting of trade licences for food fish (fresh/chilled/frozen) to the Ministry of Trade, Industry and Investment, ceased issuing such recommendations for the export of silky shark.
	6	The prohibition on retention in paragraph 1 does not apply to CPCs whose domestic law requires that all dead fish be landed, that the fishermen cannot draw any commercial profit from such fish and that includes a prohibition against silky shark fisheries.	No		Trinidad and Tobago law does not require that all dead fish be landed; however, the export of silky shark is prohibited. This measure is implemented under a Trade Ordinance. The Fisheries Division, being responsible for the recommendation of the granting of trade licences for food fish (fresh/chilled/frozen) to the Ministry of Trade, Industry and Investment, ceased issuing such recommendations for the export of silky shark.
11-15	1	CPCs shall include information in their Annual Reports on actions taken to implement their reporting obligations for all ICCAT fisheries, including shark species caught in association with ICCAT fisheries, in particular the steps taken to improve their Task 1 and Task 2 data collection for direct and incidental catches.	Yes		See note to Rec. 09-07, para 4
15-06	1	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) shall require their vessels to promptly release unharmed, to the extent practicable, porbeagle sharks caught in association with ICCAT fisheries when brought alive alongside for taking on board the vessel.	No		Trinidad and Tobago vessels do not catch porbeagle shark.
	2	CPCs shall ensure the collection of Task 1 and Task 2 data for porbeagle sharks and their submission in accordance with	No		Trinidad and Tobago vessels do not catch porbeagle shark.

TRINIDAD & TOBAGO

		ICCAT data reporting requirements. Discards and releases of porbeagle sharks shall be recorded with indication of status (dead or alive) and reported to ICCAT in accordance with ICCAT data reporting requirements.			Also see note to Rec. 09-07, Para 4								
21-10 (before, 19-07, para 3)	1	<p>The following CPCs shall be subject to the following catch limits:</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>CPC</th> <th>t</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>EU*</td> <td>32,578</td> </tr> <tr> <td>Japan</td> <td>4,010</td> </tr> <tr> <td>Morocco</td> <td>1,644</td> </tr> </tbody> </table> <p>*The European Union is authorised to transfer 32.58 t from its catch limit in 2022 to the United Kingdom.</p> <p>All other CPCs shall endeavor to maintain their catches at recent levels.</p>	CPC	t	EU*	32,578	Japan	4,010	Morocco	1,644	No		See general note above
CPC	t												
EU*	32,578												
Japan	4,010												
Morocco	1,644												
21-11 (before, 19-08, para 2)	1	An annual Total Allowable Catch (TAC) of 28,923 t for South Atlantic blue shark is established.	No		See general note above								
19-07/19-08 (before 16-12 for North)	4	<p>Each CPC shall ensure that its vessels catching [North/South] Atlantic blue shark in association with ICCAT fisheries in the Convention area record their catch in accordance with the requirements set out in the Recommendation by ICCAT Concerning the Recording of Catch by Fishing Vessels in the ICCAT Convention Area (Rec. 03-13).</p> <p>(Rec. 03-13 provides: Each flag Contracting Party, Cooperating non-Contracting Party, Entity or Fishing Entity shall ensure that all fishing vessels flying its flag and authorized to fish species managed by ICCAT in the Convention area be subject to a data recording system. All commercial fishing vessels over 24 m length overall shall keep a bound or electronic logbook recording the information required in the ICCAT Field Manual for Statistics and Sampling. In the case of sport fishing vessels, other comparable data-collection systems shall be acceptable.)</p>	No		See note to Rec. 09-07, para 4								
19-07/19-08 (before	5	CPCs shall implement data collection programmes that ensure the reporting to ICCAT of	No		See note to Rec. 09-07, para 4								

TRINIDAD & TOBAGO

16-12 for North)		accurate [North/South] Atlantic blue shark catch, effort, size and discard data to ICCAT in full accordance with the ICCAT requirements for provision of Task 1 and Task 2 data.			
19-07/19-08 (before 16-12 for North)	7	CPCs are encouraged to undertake scientific research that would provide information on key biological/ecological parameters, life-history, migrations, post-release survivorship and behavioral traits of [North/South] blue sharks. Such information shall be made available to the SCRS.	No		Trinidad and Tobago will undertake scientific research that would provide the requested information on North blue sharks as soon as is possible.
18-06	3	Contracting Parties, and Cooperating non-Contracting Parties, Entities or Fishing Entities (hereafter referred to as CPCs) may be exempt from the submission of the check sheet when vessels flying their flag are not likely to catch any sharks species covered by the Recommendations Rec. 04-10, 07-06, 09-07, 10-06, 10-07, 10-08, 11-08, 11-15, 12-05, 14-06 and 15-06 on the condition that the concerned CPCs obtained a confirmation by the Sharks Species Group through necessary data submitted by CPCs for this purpose.	No		See note to Rec. 09-07, para 4
21-09 (before 19-06 / 17-08)	2	Toward that end, the rules set out in this Recommendation shall be applied by CPCs with the aim to reduce total fishing mortality (the sum of any retention, dead discards, and post-release mortality of live discards), to maintain mortality at sustainable levels to rebuild the stock, and to establish a process to determine whether in any given year there is a possibility for retention.	No		See note to Rec. 09-07, para 4
21-09 (before 19-06 / 17-08)	3	CPCs shall implement a prohibition on retaining on board, transshipping and landing, whole or in part, North Atlantic shortfin mako caught in association with ICCAT fisheries in 2022 and 2023 as a first step in rebuilding the stock.	No		See general note above
21-09	6	CPCs whose fishing vessels retain North Atlantic shortfin mako shall prohibit transshipping, whole or in part, North Atlantic shortfin mako caught in association with ICCAT fisheries.	No		See general note above

<p>21-09 (before 19-06/17-08)</p>	<p>7</p>	<p>Any retention permissible in accordance with paragraph 5 shall be allowed only when the fish is dead on haulback and the vessel has an observer or a functioning electronic monitoring system (EMS) on board to verify the condition of the sharks:</p> <p>a) For vessels of 12 meters or less, no more than one specimen of North Atlantic shortfin mako shall be retained by a vessel for any fishing trip.</p> <p>b) For the purposes of this paragraph, a fishing trip is defined as the time period that begins when a fishing vessel departs from a dock, berth, beach, seawall, ramp, or port to carry out fishing operations and that terminates with a return to a dock, berth, beach, seawall, ramp, or port.</p>	<p>No</p>		<p>See note to Rec. 09-07, para 4</p>
<p>21-09</p>	<p>8</p>	<p>8. Paragraphs 3 to 7 shall not apply to Iceland and Norway whose domestic law requires that any dead fish be landed, provided that:</p> <p>a) The fish is dead on haulback;</p> <p>b) Directed fishing for shortfin mako sharks is prohibited;</p> <p>c) The amount of landed North Atlantic shortfin mako is reported in the CPC's Shark Implementation Check Sheet, as required by Recommendation 18-06 and any future successor or revision thereto;</p> <p>d) North Atlantic shortfin mako be landed with their fins naturally attached; and</p> <p>e) Fishermen are prohibited from drawing any commercial value from such fish.</p>	<p>N/A</p>		
<p>21-09 (before 19-06/17-08)</p>	<p>9</p>	<p>Upon entry into force of this Recommendation, CPCs shall require vessels flying their flag to implement, while giving due consideration to the safety of the crew, the minimum standards for safe handling and release procedures of North Atlantic shortfin mako shark, as provided under Annex 2 of this Recommendation, in order to promptly release unharmed, to the extent practicable, and to improve survivability of live North Atlantic shortfin mako</p>	<p>No</p>		<p>A Draft Management Plan to address bycatch in the longline fleet was completed and addresses safe handling and release procedures and mitigation of capture of environmentally sensitive, vulnerable, threatened or endangered for sharks.</p>

TRINIDAD & TOBAGO

		shark when brought alongside the vessel.			
21-09 (before 19-06 / 17-08)	11 (before 10)	CPCs shall report to the ICCAT Secretariat, in accordance with ICCAT data reporting requirements, total catches, including any landings, dead discards and live releases, of North Atlantic shortfin mako. The frequency of reporting shall be monthly for any permissible landings in order to closely monitor the uptake of the retention allowance, and annually for dead discards, live releases and total catches.	No		See note to Rec. 09-07, para 4
21-09 (before 19-06 / 17-08)	13	No later than 31 July 2022, CPCs that reported annual average catches (landings and dead discards) of North Atlantic shortfin mako over 1 t between 2018-2020 shall present to the SCRS the statistical methodology used to estimate dead discards and live releases. CPCs with artisanal and small-scale fisheries shall also provide information about their data collection programs.	No		See note to Rec. 09-07, para 4
21-09 (before 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	As part of their annual Task 1 and 2 data submissions, CPCs shall provide all relevant data for North Atlantic shortfin mako, including estimates of dead discards and live releases using the methods approved by the SCRS in paragraph 13.	No		See note to Rec. 09-07, para 4
21-09 (before 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	If the Compliance Committee determines that CPCs that authorize their vessels to retain on board and land North Atlantic shortfin mako pursuant to paragraph 5 fail to report their catch data, including dead discards and live releases, the CPCs concerned shall require their fishing vessels to refrain from retaining any quantity of North Atlantic shortfin mako until such data have been reported.	No		See note to Rec. 09-07, para 4
21-09 (before 19-06 / 17-08)	16	CPCs shall endeavor to gradually increase the observer coverage, including EMS, of all longline fishing vessels in ICCAT fisheries that may have potential interaction with North Atlantic shortfin mako sharks to 10%. This increase in the coverage should be implemented in accordance with provisions of Recommendation 16-14 either by means of the deployment of human observers on board vessels or through the	No		See note to Rec. 09-07, para 4

TRINIDAD & TOBAGO

		use of EMS, taking into account minimum standards to be agreed by ICCAT, based on advice from the SCRS and PWG.			
21-09	17	Collection of biological samples during commercial fishing operations shall comply with the Recommendation by ICCAT on biological sampling of prohibited shark species by scientific observers (Rec. 13-10). CPCs should encourage the collection of biological data and biological samples of North Atlantic shortfin mako that are dead at haulback, such as muscle, vertebrae and reproductive tissues, consistent with the terms of this Recommendation and according to the recommendations of SCRS.	No		See note to Rec. 09-07, para 4
21-09	18	Notwithstanding paragraph 7, in the context of this Recommendation and only for vessels less than 15 meters, where an extraordinary safety concern exists that precludes deployment of an onboard observer, a CPC may exceptionally apply an alternative approach as set out in Recommendation 16-14. This derogation from paragraph 7, shall be without prejudice to the overall commitment of all CPCs as outlined in this measure to immediately end overfishing and to reduce mortality levels. Any CPC wishing to avail itself of this alternative approach must: 1) present the details of the approach to the SCRS based on the advice of the SCRS for evaluation and 2) obtain approval from the Commission (as stipulated in Recommendation 16-14).	No		See note to Rec. 09-07, para 4
21-09	19	CPCs are encouraged to investigate at-vessel and post-release mortality of shortfin mako including, but not exclusively through, the incorporation of hook-timers and of satellite tagging programs.	No		
21-09	21 a)	The SCRS shall provide to the Commission by 2023, and whenever new information becomes available, updated advice on mitigation measures aimed at further reducing shortfin mako mortality. For that purpose, by 30 April 2023, CPCs shall submit to the SCRS information by	No		A Draft Management Plan to address bycatch in the longline fleet was completed and addresses mitigation of capture and prohibition of landing of

TRINIDAD & TOBAGO

		fishery on the technical and other management measures they have implemented for reducing total fishing mortality of North Atlantic shortfin mako sharks, except the CPCs that have already provided this information to the Secretariat.			environmentally sensitive, vulnerable, threatened or endangered sharks. Vessel owners have also agreed to trial the use of circle hooks.
21-09	24	Notwithstanding the provisions of Article VIII, paragraph 2 of the Convention, CPCs are strongly encouraged to implement, in accordance with their regulatory procedures, this Recommendation as soon as possible and before the date of its entry into force.	No		See general note above

Hoja de control del cumplimiento de las medidas relacionadas con los tiburones

Nombre de CPC: **VENEZUELA**

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
04-10	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (CPC) comunicarán anualmente los datos de la Tarea 1 y de la Tarea 2 para las capturas de tiburones, de conformidad con los procedimientos de comunicación de datos de ICCAT, incluyendo los datos históricos disponibles.		30/07/2022	
	2	Las CPC tomarán las medidas necesarias para requerir a sus pescadores que utilicen íntegramente la totalidad de sus capturas de tiburones. La utilización íntegra se define como la retención por parte de los buques pesqueros de todas las partes del tiburón, con la excepción de la cabeza, las vísceras y la piel, hasta el primer punto de desembarque.		Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, Art. # 3, donde se establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela. Se realizan inspección de las descargas para garantizar el cumplimiento de la normativa.	
	3	<p>(1) Las CPC requerirán a sus buques que las aletas que lleven a bordo no superen el 5 % del peso de los tiburones a bordo, hasta el primer punto de desembarque.</p> <p>(2) Las CPC que actualmente no requieren que las aletas y las carcasas se desembarquen conjuntamente en el primer punto de desembarque, tomarán las medidas necesarias para garantizar el cumplimiento de la ratio del 5%, mediante la certificación y seguimiento por parte de un observador u otras medidas apropiadas.</p>		<p>Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, donde se establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela. Se realizan inspección de las descargas para garantizar el cumplimiento de la normativa.</p> <p>Se realiza un seguimiento y control de la descarga de cada una de las embarcaciones de la flota en el momento del desembarque, certificándose su descarga. Existe un personal técnico capacitado y asignado exclusivamente para realizar las inspecciones y los muestreos biológicos en las</p>	

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)	Nota
				descargas de cada uno de los barcos de la flota.	
	5	Se prohibirá a los buques retener a bordo, transbordar o desembarcar aletas obtenidas contraviniendo esta Recomendación.		Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, Art. # 4, donde se establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela.	
07-06	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC), especialmente aquellas con actividades de pesca dirigidas a los tiburones, presentarán datos de la Tarea 1 y la Tarea 2 para los tiburones, tal y como se requiere en los procedimientos de comunicación de datos de ICCAT (incluyendo estimaciones de descartes de ejemplares muertos y frecuencias de tallas), antes de la próxima evaluación del SCRS.		30/07/2022	
	2	Hasta el momento en que se puedan determinar los niveles de captura sostenibles mediante evaluaciones de stock con revisión por pares llevadas a cabo por el SCRS u otras organizaciones, las CPC adoptarán las medidas necesarias para reducir la mortalidad por pesca en las pesquerías dirigidas al marrajo sardinero (<i>Lamna nasus</i>) y al marrajo dientuso (<i>Isurus oxyrinchus</i>) del Atlántico norte.		Venezuela no captura marrajo sardinero. Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, donde se establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela.	
09-07	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer para su venta cualquier parte o la carcasa entera del zorro ojón (<i>Alopias superciliosus</i>) en cualquier pesquería a excepción de las pesquerías costeras		Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, donde se establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela.	

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)	Nota
		mexicanas de pequeña escala con una captura inferior a 110 ejemplares.			
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con rapidez e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares de tiburones zorro cuando sean llevados al costado del buque para subirlos a bordo.		Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, donde se establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela.	
	4	Las CPC requerirán la recopilación y comunicación de datos de Tarea 1 y Tarea 2 para <i>Alopias spp.</i> que sean <i>distintas a A. superciliosus</i> , de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT. El número de descartes y liberaciones de <i>A. superciliosus</i> debe registrarse indicando su estado (muerto o vivo) y comunicarse a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.		30/07/2022	
10-06	1	Las CPC incluirán en sus informes anuales de 2012 información sobre las acciones emprendidas para implementar las Recomendaciones 04-10, 05-05 y 07-06, en particular los pasos que han dado para mejorar su recopilación de datos de Tarea 1 y Tarea 2 para las capturas objetivo y las capturas incidentales.		NAT VEN 2022	
10-07	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer para su venta cualquier parte o la carcasa entera de los tiburones oceánicos en cualquier pesquería.		Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, donde se establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela.	
	2	Las CPC consignarán, a través de sus programas de observadores, el número de descartes y liberaciones de tiburones oceánicos, con una indicación de su estado (vivos o muertos), y lo comunicarán a ICCAT.		El programa de observadores de Venezuela no está activo desde 2018, sin embargo en las bitácoras de pesca se debe reportar la captura e indicar si el	

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)	Nota
				ejemplar es capturado vivo o muerto.	
10-08	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) prohibirán retener a bordo, transbordar, desembarcar, almacenar, vender u ofrecer para su venta cualquier parte o la carcasa entera de los peces martillo de la familia Sphyrnidae, (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>), capturados en la zona del Convenio en asociación con las pesquerías de ICCAT.		Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, donde se establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela.	
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con rapidez e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares de peces martillo cuando sean llevados al costado del buque.		Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, donde se establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela	
	3	(1) Los peces martillo que sean capturados por CPC costeras en desarrollo para consumo local están exentos de las medidas establecidas en los párrafos 1 y 2, siempre que estas CPC envíen datos de Tarea 1 y, si es posible, de Tarea 2 de conformidad con los procedimientos de comunicación establecidos por el SCRS. Si no es posible facilitar datos de captura por especies, deberán facilitarlos al menos por género <i>Sphyrna</i> .		Tarea I. 30/07/2022. las capturas fueron reportadas por especies.	
		(2) Las CPC costeras en desarrollo exentas de esta prohibición de conformidad con este párrafo, deberían esforzarse en no incrementar sus capturas de peces martillo. Dichas CPC adoptarán las medidas necesarias para garantizar que los peces martillo de la familia Sphyrnidae (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>) no se comercializan internacionalmente y notificarán a la Comisión dichas medidas.		Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, donde se establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela.	
	4	Las CPC requerirán que el número de descartes y			

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		liberaciones de peces martillo sea consignado indicando su estado (muerto o vivo) y que sea comunicado a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.		Tarea I. 30/07/2022	
11-08	1	Las Partes contratantes y Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) requerirán a los buques pesqueros que enarbolan su pabellón y participen en pesquerías gestionadas por ICCAT que liberen a todos los ejemplares de tiburón jaquetón, independientemente de si están vivos o muertos, y prohibirán retener a bordo, transbordar o desembarcar cualquier parte o la carcasa entera de los ejemplares de tiburón jaquetón.		Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, donde se establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela.	
	2	Las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que liberen con rapidez los tiburones jaquetón ilesos, como muy tarde antes de colocar la captura en las bodegas de pescado, prestando la debida consideración a las cuestiones relacionadas con la seguridad de los miembros de la tripulación. Los cerqueros que participan en las pesquerías de ICCAT, se esforzarán en tomar medidas adicionales con el fin de incrementar la tasa de supervivencia de los ejemplares de tiburón jaquetón capturados de forma incidental.		Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, donde se establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela	
	3	Las CPC consignarán a través de sus programas de observadores el número de descartes y liberaciones de tiburón jaquetón con una indicación sobre su estado (vivo o muerto) y lo comunicarán a ICCAT		El programa de observadores de Venezuela no está activo desde 2018, sin embargo en las bitácoras de pesca se debe reportar la captura e indicar si el ejemplar es capturado vivo o muerto.	
	4	(1) Los tiburones jaquetones que sean capturados por CPC costeras en desarrollo para consumo local			

Rec. N.º	párr.	Requisito	Estado de implementación	Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)	Nota
		están exentos de las medidas establecidas en los párrafos 1 y 2, siempre que estas CPC envíen datos de Tarea 1 y, si es posible, de Tarea 2 de conformidad con los procedimientos de comunicación establecidos por el SCRS. Las CPC que no hayan comunicado datos de tiburones específicos de las especies facilitarán, antes del 1 de julio de 2012, un plan para la mejora de su recopilación de datos sobre tiburones a nivel de especies para su examen por parte del SCRS y la Comisión.		Tarea I. 30/07/2022	
		(2) Las CPC costeras en desarrollo exentas de la prohibición, de conformidad con este párrafo, no incrementarán sus capturas de tiburón jaquetón. Dichas CPC adoptarán las medidas necesarias para garantizar que los peces martillo de la familia Sphyrnidae (a excepción del <i>Sphyrna tiburo</i>) no se comercializan internacionalmente y notificarán a la Comisión dichas medidas.		Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, donde se establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela.	
	6	La prohibición de retención del párrafo 1 no se aplica a las CPC cuyas leyes internas requieran que se desembarquen todos los ejemplares muertos, que los pescadores no obtengan ningún beneficio comercial de dicha pesca y que incluyan una prohibición para la pesquería de tiburón jaquetón.		Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, donde se establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela	
11-15	1	Las CPC incluirán, en sus informes anuales, información sobre las acciones emprendidas para implementar sus obligaciones en materia de comunicación para todas las pesquerías de ICCAT, lo que incluye las especies de tiburones capturadas en asociación con pesquerías de ICCAT, en particular, los pasos que hayan dado para mejorar la recopilación de datos de Tarea 1 y Tarea 2		NAT VEN 2022	

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>								
		sobre capturas de especies objetivo y especies de captura fortuita.											
15-06	1	Las Partes contratantes, Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en lo sucesivo denominadas CPC) requerirán a sus buques que liberen sin demora e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares de marrajo sardinero capturados en asociación con pesquerías de ICCAT cuando sean llevados vivos al costado del buque para subirlos a bordo.		Venezuela no captura marrajo sardinero.									
	2	Las CPC se asegurarán de que se recopilan los datos de Tarea 1 y Tarea 2 para el marrajo sardinero y de que se presentan de un modo conforme con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT. Los descartes y liberaciones de marrajo sardinero deben registrarse con indicación de su estado (muerto o vivo) y comunicarse a ICCAT de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT.		Venezuela no captura marrajo sardinero.									
21-10 (antes 19-07, párr. 3)	1	Las siguientes CPC estarán sujetas a los siguientes límites de captura: <table border="1" data-bbox="363 1400 622 1534"> <thead> <tr> <th><i>CPC</i></th> <th><i>t</i></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>UE*</td> <td>32578</td> </tr> <tr> <td>Japón</td> <td>4010</td> </tr> <tr> <td>Marruecos</td> <td>1644</td> </tr> </tbody> </table> <p>*La Unión Europea está autorizada a transferir al Reino Unido 32,58 t de su límite de capturas en 2022.</p> <p>Todas las demás CPC se esforzarán por mantener sus capturas en niveles recientes.</p>	<i>CPC</i>	<i>t</i>	UE*	32578	Japón	4010	Marruecos	1644		Venezuela no dirige las capturas a los tiburones. Reportó las capturas incidentales de la tintorera del atlántico norte con Tarea I. 30/07/2022	
<i>CPC</i>	<i>t</i>												
UE*	32578												
Japón	4010												
Marruecos	1644												
21-11 (antes 19-08, párr. 2)	1	Se establece un total admisible de capturas (TAC) anual de 28.923 t para la tintorera del Atlántico sur.		Venezuela no pesca en el Atlántico sur									
19-07 / 19-08 (antes	4	Cada CPC se asegurará de que sus buques que capturan tintorera del Atlántico [sur/norte] en asociación con las		Todos los barcos de pesca llevan un registro de datos, a través de las									

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
16-12 para el norte)		<p>pesquerías de ICCAT en la zona del Convenio consignan sus capturas de conformidad con los requisitos establecidos en la Recomendación de ICCAT sobre el registro de capturas realizadas por barcos en la zona del Convenio ICCAT [Rec. 03-13].</p> <p>(En la Rec. 03-13 se estipula que: Cada Parte contratante, Parte, Entidad o Entidad pesquera no contratante colaboradora abanderante deberá cerciorarse de que todos los barcos de pesca que enarbolan su bandera y que tienen autorización para pescar las especies reguladas por ICCAT en la zona del Convenio están obligados al uso de un sistema de registro de datos. Todos los barcos comerciales de más de 24 m de eslora total deberán mantener un cuaderno de pesca encuadernado o en formato electrónico, en el cual registrarán la información que se estipula en el "Manual de operaciones de ICCAT". En el caso de los barcos de pesca deportiva, se aceptarán otros sistemas comparables de recopilación de datos).</p>		bitácoras (cuaderno de pesca).	
19-07 / 19-08 (antes 16-12 para el norte)	5	Las CPC implementarán programas de recopilación de datos que garanticen la comunicación a ICCAT de datos precisos de captura, esfuerzo, talla y descartes de tintorera del Atlántico norte de plena conformidad con los requisitos de ICCAT para la presentación de datos de Tarea 1 y la Tarea 2.		Las capturas de esta especie son reportadas en las bitácoras de pesca y reportadas a la ICCAT en Tarea I y Tarea II.	
19-07 / 19-08 (antes 16-12 para el norte)	7	Se insta a las CPC a emprender trabajos de investigación que proporcionen información sobre parámetros ecológicos/biológicos clave, ciclo vital, migraciones, supervivencia tras la liberación y características de conducta de la tintorera [norte/sur]. Dicha información se pondrá a disposición del SCRS.		Venezuela carece de financiamiento para participar en programas de investigaciones sobre esta especie.	

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
18-06	3	Las Partes, Entidades o Entidades pesqueras no contratantes colaboradoras (en los sucesivos denominadas CPC) podrán quedar exentas de presentar la hoja de comprobación cuando no sea probable que los buques que enarbolan su pabellón capturen ninguna de las especies de tiburones cubiertas por las Recomendaciones 04-10, 07-06, 09-07, 10-06, 10-07, 10-08, 11-08, 11-15, 12-05, 14-06 y 15-06 a condición de que las CPC afectadas obtengan una confirmación del Grupo de especies de tiburones mediante los datos necesarios presentados por las CPC con este fin.		Venezuela reporta las capturas incidentales de tiburones en Tarea I	
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	2	Con este fin, las CPC aplicarán las normas establecidas en esta Recomendación con el objetivo de reducir la mortalidad por pesca total (la suma de cualquier retención, descarte de ejemplares muertos y mortalidad tras la liberación de los descartes de ejemplares vivos) para mantener la mortalidad en niveles sostenibles para la recuperación del stock y establecer un proceso para determinar si en algún año determinado existe una posibilidad de retención.		El programa de observadores de Venezuela no está activo desde 2018, sin embargo, en las bitácoras de pesca se debe reportar la captura e indicar si el ejemplar es capturado vivo o muerto.	
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	3	Las CPC implementarán una prohibición sobre retener a bordo y desembarcar, total o parcialmente, marrajo dientoso del Atlántico norte capturado en asociación con las pesquerías de ICCAT en 2022 y 2023 como primer paso para la recuperación de stock.		Venezuela está desarrollando una providencia administrativa para establecer el cumplimiento de esta normativa.	
21-09	6	Las CPC cuyos buques pesqueros retienen marrajo dientoso del Atlántico norte prohibirán transbordar, total o		Resolución DM/N062-2012 publicada el 19 de junio de 2012, donde se	

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		parcialmente, marrajo dientuso del Atlántico norte capturado en asociación con las pesquerías de ICCAT.		establecen las medidas sobre conservación de tiburones en Venezuela.	
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	7	<p>Cualquier retención permitida, de conformidad con el párrafo 5, sólo se autorizará cuando el pez esté muerto en el momento de la virada, y el buque lleve a bordo un observador o un sistema de seguimiento electrónico (EMS) en funcionamiento para verificar el estado de los tiburones.</p> <p>a) En el caso de los buques de 12 metros o menos, un buque no podrá retener más de un ejemplar de marrajo dientuso del Atlántico norte en cualquier marea.</p> <p>b) Para los fines de este párrafo, una marea de pesca se define como el periodo que comienza cuando un buque pesquero sale de un muelle, atracadero, playa, dique, rampa o puerto para realizar operaciones de pesca y que termina con la vuelta al muelle, atracadero, playa, dique, rampa o puerto.</p>		Venezuela está desarrollando una providencia administrativa para establecer el cumplimiento de esta normativa.	
21-09	8	<p>8. Los párrafos 3 a 7 no se aplicarán a Islandia ni a Noruega cuyas leyes internas requieren que se desembarquen todos los ejemplares muertos, siempre y cuando:</p> <p>a) el pez esté muerto al izarlo a bordo</p> <p>b) la pesca dirigida al marrajo dientuso esté prohibida;</p> <p>c) la cantidad de marrajo dientuso del Atlántico norte desembarcada se comunique en la hoja de comprobación de implementación de tiburones de la CPC, tal y como requiere la Recomendación 18-06 y cualquier sucesora futura o revisión de esta;</p> <p>d) el marrajo dientuso del</p>		Venezuela está desarrollando una providencia administrativa para establecer el cumplimiento de esta normativa.	

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		Atlántico norte se desembarque con las aletas pegadas naturalmente al cuerpo; y e) se prohíba a los pescadores obtener valor comercial alguno de dichos peces.			
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	9	A partir de la entrada en vigor de esta Recomendación, las CPC requerirán a los buques que enarbolan su pabellón que implementen, teniendo debidamente en cuenta la seguridad de la tripulación, las normas mínimas para los procedimientos de manipulación y liberación seguras de los ejemplares de marrajo dientuso del Atlántico norte, tal y como están prevista en el Anexo 2 de la presente Recomendación, con el fin de liberar sin demora e ilesos, en la medida de lo posible, los ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte y mejorar su capacidad de supervivencia cuando sean llevados al costado del buque.		Venezuela está desarrollando una providencia administrativa para establecer el cumplimiento de esta normativa.	
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	11 (antes 10)	Las CPC comunicarán a la Secretaría de ICCAT, de conformidad con los requisitos de comunicación de datos de ICCAT, las capturas totales, incluidos cualquier desembarque, los descartes de ejemplares muertos y las liberaciones de ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte La frecuencia de comunicación será mensual para todos los desembarques permitidos con el fin de realizar un seguimiento estrecho del consumo de la tolerancia de retención y anual para los descartes de ejemplares muertos, las liberaciones de ejemplares vivos y las capturas totales.		Venezuela está desarrollando una providencia administrativa para establecer el cumplimiento de esta normativa. Sin embargo, las capturas incidentales de tiburones seguirán reportándose en Tarea I.	
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	13	A más tardar el 31 de julio de 2022, las CPC que comunicaron capturas medias anuales (desembarques y descartes de ejemplares muertos) de marrajo			

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		dientuso del Atlántico norte de más de 1 t entre 2018-2020 presentarán al SCRS la metodología estadística utilizada para estimar los descartes de ejemplares muertos y las liberaciones de ejemplares vivos. Las CPC con pesquerías artesanales y de pequeña escala proporcionarán también información sobre sus programas de recopilación de datos.		Tarea I y II. 30/07/2022	
21-09 (antes 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	Como parte de su presentación anual de datos de Tareas 1 y 2, las CPC proporcionarán todos los datos pertinentes para el marrajo dientuso del Atlántico norte, incluidas las estimaciones de descartes de ejemplares muertos y liberaciones de ejemplares vivos de marrajo dientuso del Atlántico norte, utilizando los métodos aprobados por el SCRS con arreglo al párrafo 13.		Tarea I. 30/07/2022	
21-09 (antes 19-06 / 17-08 / 14-06)	14	Si el Comité de cumplimiento determina que las CPC que autorizan a sus buques a retener a bordo y desembarcar marrajo dientuso del Atlántico norte, de conformidad con el párrafo 5, no comunican sus datos de captura, incluidos los descartes de ejemplares muertos y las liberaciones de ejemplares vivos, las CPC afectadas requerirán a sus buques que se abstengan de retener cualquier cantidad de marrajo dientuso del Atlántico norte hasta que se hayan comunicado dichos datos.		Tarea I. 30/07/2022	
21-09 (antes 19-06 / 17-08)	16	Las CPC se esforzarán por incrementar gradualmente hasta el 10 % la cobertura de observadores, incluido mediante EMS, de todos los buques de pesca de palangre en las pesquerías de ICCAT, que puedan interactuar potencialmente con el marrajo dientuso del Atlántico norte. Este aumento de la cobertura debería implementarse de acuerdo con las disposiciones de la		El programa de observadores de Venezuela no está activo desde 2018, sin embargo en las bitácoras de pesca se debe reportar la captura e indicar si el ejemplar es capturado vivo o muerto.	

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		Recomendación 16-14, ya sea mediante el despliegue de observadores humanos a bordo de los buques o mediante el uso del EMS, teniendo en cuenta las normas mínimas que debe acordar ICCAT, basándose en el asesoramiento del SCRS y del GTP.			
21-09	17	La recogida de muestras biológicas durante las operaciones de pesca comercial cumplirá las disposiciones de la Recomendación de ICCAT sobre el muestreo biológico de especies prohibidas de tiburones por parte de observadores científicos (Rec. 13-10). Las CPC deberían fomentar la recogida de datos biológicos y muestras biológicas de los ejemplares marrajo dentado del Atlántico norte que estén muertos en la virada, como músculos, vértebras y tejidos reproductivos, de acuerdo con los términos de esta Recomendación y según las recomendaciones del SCRS.		El programa de observadores de Venezuela no está activo desde 2018, sin embargo en las bitácoras de pesca se debe reportar la captura e indicar si el ejemplar es capturado vivo o muerto.	
21-09	18	No obstante, lo establecido en el párrafo 7, en el contexto de esta Recomendación y solo para buques de menos de 15 m, cuando exista una inquietud extraordinaria en cuanto a seguridad que impida la asignación de un observador a bordo, una CPC podrá aplicar de manera excepcional un enfoque alternativo, tal y como se establece en la Recomendación 16-14. Esta derogación del párrafo 7 se aplicará sin perjuicio del compromiso general de todas las CPC como se indica en esta medida para finalizar de manera inmediata la sobrepesca y para reducir los niveles de mortalidad. Toda CPC que desee aprovechar este enfoque alternativo deberá: 1) presentar los detalles del enfoque al SCRS basándose en el		Venezuela no ha presentado enfoque alternativo ante el SCRS.	

<i>Rec. N.º</i>	<i>párr.</i>	<i>Requisito</i>	<i>Estado de implementación</i>	<i>Leyes o reglamentos internos pertinentes (si procede, incluir textos, referencias o enlaces hacia el punto en que se encuentra la información)</i>	<i>Nota</i>
		asesoramiento del SCRS para la evaluación y 2) obtener la aprobación de la Comisión (conforme a lo establecido en la Recomendación 16-14).			
21-09	19	Además, se insta a las CPC a investigar la mortalidad en el buque y posterior a la liberación del marrajo dientuso, lo que incluye, pero no exclusivamente, la incorporación de temporizadores de anzuelos y de programas de marcado por satélite.		Venezuela no posee financiamiento para realizar investigaciones sobre tiburones.	
21-09	21 a)	El SCRS proporcionará a la Comisión desde ahora hasta 2023, y siempre que se disponga de nueva información, un asesoramiento actualizado sobre las medidas de mitigación destinadas a reducir aún más la mortalidad del marrajo dientuso. Para ello, antes del 30 de abril de 2023 las CPC presentarán al SCRS información por pesquería sobre las medidas técnicas y otras medidas de ordenación que hayan aplicado para reducir la mortalidad por pesca total del marrajo dientuso del Atlántico norte, con la excepción de aquellas CPC que ya hayan presentado dicha información a la Secretaría.		Venezuela está desarrollando una providencia administrativa para establecer el cumplimiento de esta normativa	
21-09	24	Sin perjuicio de lo dispuesto en el párrafo 2 del Artículo VIII del Convenio, se alienta encarecidamente a las CPC a que apliquen de acuerdo con sus procedimientos reglamentarios esta Recomendación lo antes posible y antes de la fecha de su entrada en vigor.		Venezuela está desarrollando una providencia administrativa para establecer el cumplimiento de esta normativa	